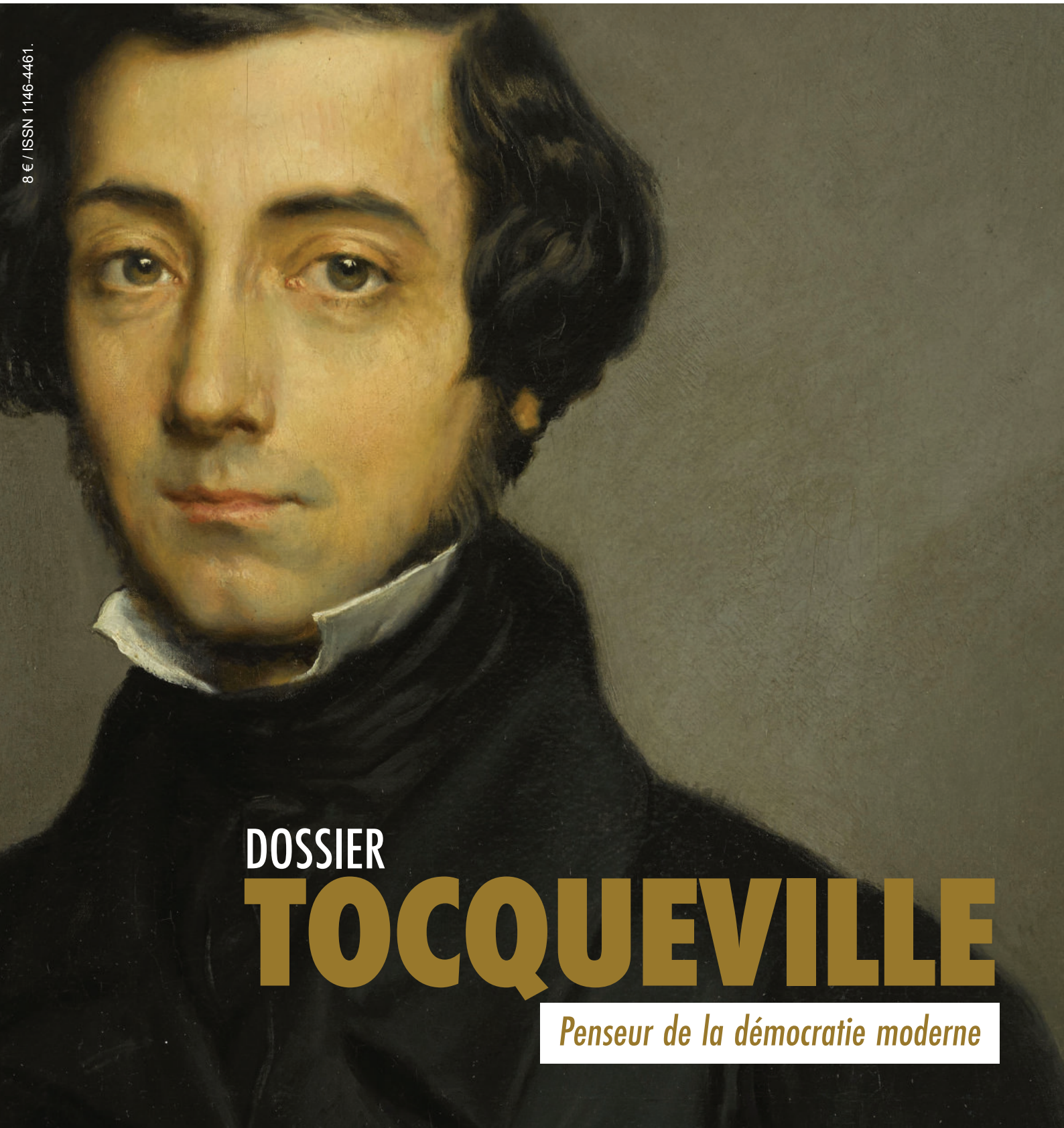
la Nef

Octobre 2021 – n°340

ACTUALITÉ
Afrique : les chrétiens menacés par l'implosion du Sahel

ENTRETIEN
TRP Dom Marc Guillot : Sainte-Marie de la Garde érigée en abbaye

8 € / ISSN 1146-4461.



DOSSIER
TOCQUEVILLE
Penseur de la démocratie moderne

“Chez Cholet Dupont,
nous croyons que l’éducation est le passage obligé pour créer un monde plus juste et plus humain, et pour améliorer la vie de chacun. Nos clients veulent donner un sens à leur investissement : nous avons décidé de nous engager concrètement à leurs cotés au travers du Fonds de Partage Education et Dialogue en faveur de la Fondation Don Bosco.

DONNER DU SENS À VOS INVESTISSEMENTS

Fondation DON BOSCO

La Banque familiale indépendante CHOLET DUPONT met son éthique et son savoir-faire séculaires au service des familles, entreprises, fondations et congrégations.

Disposant d’une solide assise financière, elle les accompagne sur le long terme par une relation personnelle dans la gestion et le développement de leur patrimoine.

- Gestion de portefeuille
- Opérations bancaires et financement de projets
- Conseil patrimonial et fiscal
- Fonds dédié sur-mesure (dès 5 millions d’euros)

Cholet Dupont

16 place de la Madeleine • 75008 Paris • Thomas de SEZE • t.deseze@cholet-dupont.fr .• Tel: + 33 1 53 43 19 77 • Mob: 06 74 91 47 64

SOMMAIRE N°340 Octobre 2021

« Il y a des demeures nombreuses dans la maison de mon Père » (Jn 14, 2)

4 Courrier

ÉDITORIAL

5 Toujours plus de fractures, par Christophe Geffroy

ACTUALITÉ

6 Afrique : vers l'implosion du Sahel, par Sylvain Dorient
9 Le pape François reprend ses voyages, par Jean Bernard
10 Où en est la femme dans l'islam ?, par Annie Laurent
13 Afghanistan : raisons d'un échec, par Jean-Loup Bonnamy

ENTRETIEN

14 Sainte-Marie de la Garde érigée en abbaye : la charité, seule vraie grandeur, entretien avec le TRP Dom Marc Guillot

DOSSIER Tocqueville

16 Tocqueville : le gentilhomme et la politique, par Michel Toda
19 Tocqueville, démocratie et religion, par Élisabeth Geffroy
20 Tocqueville, le penseur de la démocratie, entretien avec Pierre Manent
24 Tocqueville vu des États-Unis, par Daniel Burns
25 Tocqueville et le panthéisme, par Chantal Delsol
26 Tocqueville ou la tactique du hérisson, par Philippe Bénéton

VIE CHRÉTIENNE

30 Giotto et saint Joseph (1/3), par l'abbé Christian Gouyaud
31 Question de foi Des slogans et des âmes, par l'abbé Hervé Benoît

CULTURE

32 John Knox : un réformateur écossais, par Michel Toda
34 Notes de lecture, par le Père Luc de Bellescize, Rémi Carlu, Christophe Geffroy, Patrick Kervinec, Annie Laurent, Anne-Françoise Thès, Michel Toda et l'abbé Emmanuel Wirth
35 Le livre du mois Guillaume Cuchet, par Christophe Geffroy
36 Musique Liszt Vanden Eynden, par Hervé Pennven
39 Cinéma *Fatima* et *Eugénie Grandet,* par François Maximin
40 Sortir Botticelli, monstre sacré, par Constance de Vergennes
40 À un clic d'ici, par Léonard Petitpierre
40 Et pour les jeunes…, par Valérie d'Aubigny
41 Un livre, un auteur, entretien avec Fabien Bouglé

42 Brèves
43 Rencontre Samuel Pruvot, par Marine Tertrais
44 Débats La domination des acteurs privés, par Grégor Puppinck
45 Débats École : comment transmettre ?, par Anne Coffinier
46 Contre-Culture Un zèle bien mal placé, par Jacques de Guillebon

LA NEF
1 allée des Poiriers
F-78810 Feucherolles
Site : https://lanef.net/
Tél. : 01 30 54 40 14
lanef@lanef.net

RÉDACTION
Directeur :
Christophe Geffroy
christophe.geffroy@lanef.net
Chroniqueurs :
Jacques de Guillebon, *Contre Culture*
Abbé Hervé Benoît, *Spiritualité*
François Maximin, *Cinéma*
Hervé Pennven, *Musique*
Constance de Vergennes, *Sortir*
Marine Tertrais, *Rencontre*
Rédaction :
Matthieu Baumier, Jean Bernard, Yves Chiron, abbé Christian Gouyaud, Annie Laurent, abbé Laurent Spriet, Michel Toda
Administration & Mise en page :
Brigitte Geffroy

La Nef, éditée par AMDG, sarl au capital de 15 244,90 €. Siège social : 1 allée des Poiriers, F-78810 Feucherolles. Principal actionnaire : Christophe Geffroy. Directeur de la publication et gérant : Christophe Geffroy. RCS Versailles B 379 469 927. Siret 379 469 927 00055. APE 5814Z. ISSN 1146-4461. Dépôt légal à parution. Commission paritaire : 0624 D 85017.

© 2021 « LA NEF ».
Tous droits de reproduction réservés.

Imprimé par IME Estimprim, 6 ZI de la Craye, 25110 Autechaux. Tél. : 03 39 40 04 53.
Origine du papier : Belgique. Papier certifié PEFC 100 %.

Les noms, prénoms et adresses de nos abonnés sont communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec « La Nef », sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.

Crédit photos. – Couverture : RMN-Grand Palais (Château de Versailles) / Franck Raux. P. 7 et 8 : AED. P. 11 : Pixnio. P. 21 : Benjamin de Diesbach. Autres photos : Commons-wikimedia.org, Pixabay, Unsplash, DR et collection du journal.

Ce numéro a été bouclé le vendredi 24 septembre 2021

ABONNEMENTS

	Papier	Numérique	Intégral
❑ France, prélèvement automatique mensuel :	6,70 €	5 €	7,70 €
❑ France, 1 an (11 n°) :	77 €	58 €	89 €
❑ France, 1 an étudiants, ecclésiastiques (11n°) :	55 €	41 €	64 €
❑ France, 2 ans (22 n°) :	145 €	109 €	168 €
❑ Étranger, 1 an (11 n°) :	99 €	58 €	114 €
❑ Étranger, 1 an ecclésiastiques (11 n°) :	71 €	41 €	82 €
❑ Prix du numéro :	8 €		

Soutenez *La Nef*

☞ En faisant un don à *La Nef*

via l'association Presse et Pluralisme qui vous permet d'obtenir une réduction d'impôt de 66 % de votre don.

Votre chèque est à libeller à l'ordre de **Presse et Pluralisme / Opération *La Nef*** et à adresser à :

Groupe Audiens
Presse et Pluralisme – CS 90 125
27091 Évreux Cedex 9

☞ En offrant un abonnement-découverte

de 5 numéros à des proches « ciblés » (valable aussi pour vous-même si vous n'êtes pas déjà abonné) :

❑ **Papier : 36 €**
❑ **Numérique : 27 €**
❑ **Intégrale** (papier + numérique) **: 42 €**

Écrivez-nous lisiblement les nom et adresse de la personne à abonner et joignez le chèque correspondant libellé à l'ordre de *La Nef,* le tout adressé à :

***La Nef* – 1 allée des Poiriers**
78810 Feucherolles

☞ En diffusant des anciens numéros de *La Nef*

Nous avons des stocks d'anciens numéros récents à votre disposition, n'hésitez pas à nous en demander, nous vous les enverrons gratuitement. Pour nous faire connaître, vous pouvez aussi diffuser par courriel les PDF d'anciens numéros : n'hésitez pas à nous les demander :

lanef@lanef.net – 01 30 54 40 14

Vous pouvez effectuer votre **don** et/ou souscrire l'**abonnement-découverte** en ligne sur **notre site internet** (paiement sécurisé dans les deux cas) :

https://lanef.net/

COURRIER

Réactions à l'article sur *Traditionis custodes*

Je tiens à vous exprimer un profond remerciement pour la justesse et le courage de votre article « Après le choc, place à l'analyse ». Moine-ermite vivant de la Sainte Messe sous la forme « autrefois » ordinaire, c'est avec une profonde tristesse que j'ai accueilli ce motu proprio. Je prie pour que cette épreuve vécue dans une obéissance éclairée – non servile – soit source de grandes grâces, non seulement pour les communautés et les instituts *Ecclesia Dei,* mais aussi pour toute l'Église, et qu'advienne *« l'enrichissement mutuel »* des deux *« formes »* selon l'Esprit-Saint, si cher à notre Saint-Père Benoît XVI.

Y.-M. (mail)

Je tiens d'abord à vous féliciter pour la qualité jamais démentie de votre revue. Je voudrais toutefois réagir à votre article sur le motu proprio *Traditionis custodes.* Si je vous comprends bien, vous considérez les différentes mesures du pape comme brutales dans leur forme mais aussi injustes sur le fond. Je peux difficilement vous donner tord sur ces deux points. Mais vous semblez expliquer, au moins en partie, cette injustice par l'ignorance où le pape serait de la réalité et de la variété de la mouvance traditionnelle. Cette lecture bienveillante, en ce qu'elle permet d'excuser en partie le Saint-Père, vous honore et témoigne d'une louable volonté de ne pas mettre de l'huile sur le feu. Elle me semble, hélas, contestable […].

Votre distinction en trois groupes de la mouvance traditionnelle reflète sans doute assez fidèlement la situation, au moins française, mais je ne crois pas qu'elle aide à comprendre la décision du pape. Dire que la grande majorité des « tradis » paierait le prix fort pour la petite minorité qui conteste le concile, c'est ignorer que pour le Saint-Père et son entourage tout attachement (même non exclusif) à la liturgie antique est déjà une forme de contestation du bien-fondé des réformes conciliaires et, plus encore, des prolongements qu'il entend leur donner durant son pontificat. En témoignent la reprise en main brutale des Franciscains de l'Immaculée en Italie et la fermeture du séminaire de San Rafaël en Argentine, deux institutions pourtant bi-ritualistes ! Le motif avancé des abus idéologiques de certains usagers de l'ancien missel est manifestement un prétexte pour contenir puis résorber un courant dont l'expansion pourrait entraver l'acceptation des ruptures en cours. Ainsi, les tenants de *« l'herméneutique de la réforme dans la continuité »,* dont je suis, ne sont pas les victimes malencontreuses et collatérales d'une erreur d'appréciation du Saint-Père mais les principaux visés par ces mesures. En ce sens, ce n'est pas l'échec mais le succès – relatif – de *Summorum Pontificum* qui expliquerait *Tradionis custodes.* […]

M.C. (mail)

Petit message de soutien dans votre prise de position éditoriale que je trouve très courageuse sur la question du positionnement des « tradis », notamment du refus absolu de la concélébration occasionnelle et de sa signification. Cela a l'air d'agacer quelques figures qui, avec tout le respect qui est dû à chacun dans le débat, manquent de la finesse d'analyse et peut-être d'amour et d'obéissance pour le Saint-Père que vous avez toujours.

Abbé A.M. (mail)

Ce petit mot pour vous dire combien j'ai apprécié votre article pour sa finesse et sa vérité. Enfin, je lis un résumé de ce que je ressens, ayant été au contact du monde « tradi » sans en faire partie (je suis catholique romaine fidèle au pape, habituée de la liturgie [très] classique de saint Paul VI). J'espère que vous serez entendu, mais j'ai peur que l'intolérance continue à régner. Prions l'Esprit d'unité...

A.-M. L. (mail)

Toujours plus de fractures

par Christophe Geffroy

Sans verser dans un pessimisme catastrophiste, nous sentons tous peu ou prou que nous vivons une période nouvelle et difficile, avec de lourdes menaces à l'horizon qui font planer un climat d'incertitude et d'angoisse. Et si la crise sanitaire participe à ce climat, elle n'en est ni l'origine ni la raison principale. Celle-ci, me semble-t-il, est plutôt à rechercher dans le fait inquiétant que, partout, augmentent les divisions, s'accroissent les fractures, au point que ce qui constitue la nation, une communauté soudée par une histoire, une religion, une culture et des valeurs fruits d'une longue civilisation, tend à éclater sous les coups d'un individualisme qui est parvenu à effacer jusqu'à la notion de bien (chacun doit être libre de déterminer « son » bien) et donc forcément de bien commun.

Quatre fractures majeures

Sans être exhaustif, je citerais quatre fractures majeures pour illustrer mon propos qui, toutes, participent d'une façon ou d'une autre à l'atmosphère d'insécurité existentielle qui se développe.

– Les *fractures sociales* qui dessinent deux France très inégales : celle qui profite de la mondialisation – la *« France d'en haut »* ou les *Anywhere* – et brade sans vergogne la souveraineté de la nation ; et celle qui la subit – la *« France périphérique »* ou les *Somewhere* – qui a formé les gros bataillons des Gilets jaunes et alimente une partie des *« anti-pass »*.

– Les *fractures anthropologiques* qui ont proliféré depuis que les philosophies modernes de la déconstruction ont évincé la vision classique de l'homme comme être créé doué d'une nature propre que l'on ne peut nier ou violer sans grave dommage, avec une limite claire fixée par la loi naturelle. La première étape a été la séparation entre fécondité et sexualité opérée par la pilule qui a contribué à mettre toutes les formes de sexualité sur le même plan et permis, ensuite, de penser la fécondité en dehors de la sexualité (1). Dans cette logique mortifère, après avoir banalisé l'avortement, on en est arrivé à légitimer le « mariage » entre personnes de même sexe, puis à nier la différence sexuelle et à permettre la fabrication d'enfants comme de simples produits, et ce n'est pas fini…

– La *fracture démographique,* conséquence d'une chute de la natalité, en France comme dans tous les pays occidentaux, compensée aux débuts des années 1970 par une immigration de travail qui s'est vite transformée en une immigration massive jamais maîtrisée, important de fortes minorités musulmanes et quantité de problèmes insurmontables d'assimilation, d'éducation, de détresse sociale, de délinquance, etc. L'islam a ainsi formé des zones communautaristes en expansion – les *« territoires perdus de la République »* – où la loi française ne pénètre plus.

– La *fracture écologique* : il ne se passe pas de semaine sans que l'on nous annonce un *« chaos climatique »* comme si la « catastrophe » à venir était avérée ; qu'il y ait une urgence écologique est évident, mais est-ce en infantilisant la population, en jouant sur la peur avec des discours binaires et culpabilisants que l'on va vraiment faire avancer les choses ?

La division partout

Les oppositions et les divisions ont toujours existé et sont même consubstantielles au fonctionnement d'une démocratie. Jadis, durant la « guerre froide », celles-ci n'étaient pas minces lorsqu'elles portaient sur le *« choix de société »* entre une gauche marxiste penchant vers l'Union soviétique et une droite libérale proche des États-Unis. Pourtant les divergences demeuraient principalement cantonnées aux aspects politiques. Aujourd'hui, celles-ci ont envahi tous les domaines, il n'est rien qui ne puisse être contesté et remis en question : tout est devenu motif à querelles, quasiment plus rien n'est stable et acquis, il n'existe plus de socle commun pour une vie en société pacifiée. L'histoire, la religion, la culture, les principes qui ont forgé notre civilisation chrétienne et plus particulièrement la nation France avec sa vision de l'homme, tout cela est remis en cause, récusé ou rejeté (par le « wokisme », par exemple), restes d'un passé obscurantiste à vite oublier.

Dès lors, divisions et fractures sont inévitables et appelées à se multiplier. La suite logique d'une telle évolution est soit la guerre civile, soit l'instauration d'un régime directif et résolu à imposer ses vues en marginalisant ou en faisant taire les récalcitrants.

N'est-ce pas dans cette voie que nous sommes déjà engagés ? Dénoncer l'avortement ou le *« mariage pour tous »,* sujets « sociétaux » cruciaux qui devraient être au cœur des débats d'idées, s'apparente de plus en plus au délit d'opinion, on en a eu un exemple en août à l'occasion de la programmation sur C8 du film *Unplanned.* Il en va de même pour toutes les « avancées » qui déconstruisent l'homme méthodiquement. Ainsi se restreint peu à peu le champ de la liberté d'expression à mesure que la société se délite, signe avant-coureur d'une évolution inquiétante.

Dans ce contexte grave, les chrétiens ont un rôle primordial à jouer, certes rendu difficile par la profonde déchristianisation et leurs propres divisions, mais facilité par l'espérance surnaturelle qu'ils portent en eux. ▮

(1) Cf. le remarquable texte de Benoît XVI « Rendre justice devant Dieu de la tâche qui nous a été confiée pour l'homme », in *La vera Europa,* livre du pape émérite préfacé par François publié en Italie et reprenant certains de ses textes sur l'Europe.

Vers l'implosion du Sahel

De la Mauritanie à l'ouest du Soudan, des États défaillants sont mis en échec par des groupes armés aux structures tribales et aux revendications djihadistes. Alors que l'armée française se désengage de la région, l'avenir des chrétiens qui vivent dans cet espace géographique semble gravement compromis.

par SYLVAIN DORIENT

Devant les images du retrait américain d'Afghanistan, le chef djihadiste affilié à Al Quaïda Iyad al Ghali faisait part de son ravissement : *« Nous sommes en train de l'emporter, notre heure est venue. »* Ce Touareg, fondateur de l'organisation terroriste Ansar Dine, portait des revendications de défense du peuple touareg avant de sombrer dans l'islamisme le plus extrême. Son parcours ressemble à celui de bien des combattants de la région. Ils prennent les armes pour des causes nationalistes avant de céder aux sirènes de l'islam rigoriste.

Ces nouveaux convertis au djihad conçoivent l'histoire du XXIe siècle comme une gigantesque partie d'échecs où les musulmans affrontent les mécréants. La prise de Kaboul correspond à celle d'une « tour » ; après elle, Bamako suivra logiquement. Le désengagement français en cours semble justifier cet optimisme. En effet, le président français a annoncé que l'opération Barkhane prendrait fin *« d'ici au premier trimestre 2022 »*. La réaction de la junte militaire malienne a été de contacter l'agence russe Wagner, afin de recruter un millier de mercenaires pour sa défense. Cela signe la fébrilité d'un gouvernement qui a perdu le contrôle de la moitié nord de son pays.

L'armée française n'a pourtant pas dit son dernier mot. Le 15 septembre, elle a éliminé Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, fondateur et dirigeant de l'État islamique dans le Grand Sahara. Comme Iyad al Ghali il avait débuté sa carrière de combattant pour une cause nationaliste. Il a commencé par rallier les rangs de l'Armée populaire de libération sahraouie, avant de rejoindre les djihadistes, au début de la guerre au Mali, en 2012. Malgré les succès qu'elle engrange sur le terrain, l'armée française a de grandes difficultés à être épaulée par des alliés fiables. Cela l'empêche de se désengager sereinement, et c'est tout particulièrement évident au Mali.

« C'est avant tout un sentiment d'injustice, légitime, qui les pousse dans les bras des djihadistes. »

L'armée tchadienne, en revanche, s'est montrée un partenaire solide. Mais cette association pose des problèmes éthiques. En effet, l'administration tchadienne est l'une des plus corrompues au monde et ses forces de sécurité sont loin d'être irréprochables.

La fin du Président-Combattant

La mort d'Idriss Déby, le président tchadien, a été un coup dur porté à la stratégie tricolore. Le 19 avril 2021, il tombait sous les balles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). L'homme, fils de berger, devait son ascension fulgurante à l'armée où il avait réalisé une brillante carrière. Dans son tout jeune pays, peuplé d'ethnies antagonistes et volontiers belliqueuses, il avait assis son autorité sur une administration impitoyable à l'égard des rebelles. Certes, son régime n'avait pas les attraits de la démocratie, mais il avait le mérite de maintenir la paix, affrontant efficacement les groupes armés terroristes et conservant le contrôle de son territoire. Une réussite militaire dont ses voisins, Libye, Soudan, Centrafrique, Cameroun, Nigeria et Niger, se sont montrés incapables. Ainsi, un prêtre tchadien qui travaille en collaboration avec l'Aide à l'Église en Détresse témoigne : *« Le président Déby évitait que notre pays ne sombre dans le chaos. Il était respecté parce que c'était un guerrier. »*

Son fils Mahamat Idriss Déby a pris sa succession. Les rebelles du FACT ont été repoussés par l'armée nationale tchadienne. Mais des manifestations ont suivi dans lesquelles étaient scandés des slogans tels que : *« Le Tchad n'est pas un royaume », « Non au soutien de la France au système Déby père et fils »*. Fin août 2021, le gouvernement tchadien a rappelé 600 des 1200 soldats qu'il avait déployés dans la région des trois frontières. Cette zone, aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, s'est rendue depuis 2015 tristement célèbre à cause de l'activité des bandes armées qui s'y déploient. Dans la semaine qui a suivi le retrait tchadien, une cen-

taine de civils ont péri dans des attaques menées par des groupes terroristes.

Aux origines du djihad

La malédiction des groupes armés terroristes semble se déplacer d'un point à l'autre du Sahel. En 2011, ils étaient particulièrement actifs au nord du Mali, puis ils se sont montrés présents et agressifs autour du lac Tchad. À présent, c'est la région des trois frontières (Mali, Niger et Burkina Faso) qui détient le triste privilège de compter le plus de morts du fait des actes terroristes. Au Burkina Faso – où le djihadisme était inconnu avant 2015 – 480 civils ont été assassinés entre mai et août 2021, rapporte l'AFP. Certes, cette diversité d'actions concerne des peuples et des contextes distincts, mais elles ont des causes communes. Le Touareg malien, comme le Peul burkinabé ou le Kanuri nigérian, ont tous en commun d'affronter un État qu'ils estiment corrompu, lié à un Occident supposé décadent.

En 2017, un rapport de l'Institut Français des Relations Internationales, publié par Mathieu Pellerin, détaillait l'origine de l'engagement des jeunes gens dans les groupes armés terroristes. C'est avant tout un sentiment d'injustice, légitime, qui les pousse dans les bras des djihadistes. Privés de perspectives économiques, constatant la corruption et la brutalité de leurs gouvernements, ces jeunes voient dans l'islam rigoriste une solution aux malheurs qui les frappent. L'auteur prend l'exemple de la tribu Alwasra au nord de Tombouctou. Marginalisée au sein du groupement de tribus Berabiche, elle intéressait Al Quaïda au Maghreb islamique (AQMI). Cette tribu a donné des filles en mariage aux cadres d'AQMI, ce qui lui offre un gage de protection. À présent, les Alwasra règnent en maître sur leur territoire. Même les cadres arabes de Tombouctou admettent qu'il faut obtenir leur laisser passer pour se rendre ou exercer une activité dans leur région.

Plus largement, le discours djihadiste, porté par les nouveaux moyens de communication, fournit une clé de lecture simple aux problèmes que rencontre la jeunesse du Sahel. Des prédicateurs utilisent le conflit israélo-palestinien, à longueur de vidéos orientées, comme une preuve de la violence dont l'Occident est capable. Personne n'aimant endosser le rôle du « méchant », ces prédicateurs prétendent que le terrorisme islamique est une création de l'Occident. De grands médias peuvent aller ponctuellement dans leur sens, comme Africa24.info. Par exemple, cette chaîne de télévision a prétendu que l'armée camerounaise avait saisi un hélicoptère français livrant des armes au groupe terroriste Boko Haram. *« Durant ces dernières années dans tous les pays au Sahel, il nous a été donné très régulièrement de rencontrer des acteurs de tous les horizons (du chauffeur de taxi au ministre ou aux acteurs religieux) qui soutenaient très sérieusement ce genre d'assertions fantasmées »,* constate Mathieu Pellerin. Selon lui, l'importance de ces rumeurs ne doit pas être sous-estimée. Dans un Sahel aux contours flous, hostiles, les réseaux sociaux offrent des clés de lecture, certes faussées. *Via* les réseaux sociaux, elles deviennent accessibles même dans les coins les plus reculés du Sahara, et ont un très grand impact sur une population délaissée par les pouvoirs publics.

Un chrétien montrant son fils tué en arrêtant un kamikaze visant la cathédrale de Zaria au Nigéria.

Islam révolutionnaire

Pour une grande partie des populations du sud du Sahel, l'islam est une religion relativement récente. Même chez les peuples islamisés de longue date comme les Peuls et les Touaregs, la religion était mâtinée de coutumes locales. Sa pratique était souvent éloignée de la rigueur des wahhabites, qui veulent calquer la société sur celle de Mahomet et de ses compagnons, au VII[e] siècle. Les moyens de communication installés

Soldats français morts au Sahel

55 soldats français sont morts depuis 2013 dans les opérations Serval puis Barkhane. Les engins explosifs utilisés contre les véhicules blindés qui les transportent représentent la cause principale de ces décès. Avec la fin de l'opération Barkhane, l'armée française devrait cesser ses activités en première ligne pour se borner à des missions d'accompagnement des armées locales.

Chrétienne et son enfant menacés fuyant dans la zone de Kontagora, au Nigéria.

au gré des colonisations, jusqu'au XXe siècle, puis la révolution numérique ont permis aux habitants du Sahel d'accéder aux prêches des islamistes les plus radicaux.

De toute évidence, au Sahel, l'accès aux moyens de communication moderne n'a pas porté avec lui d'aspirations à la démocratie, au libre-échange et aux « avancées sociétales ». Bien au contraire, ces « valeurs occidentales » représentent le plus souvent un repoussoir, auquel on oppose la pureté d'un islam originel fantasmé.

Pour mesurer la différence d'appréciation de la situation entre Occident et Afrique sahélienne, la passagère prise de Tombouctou en 2012 offre un exemple parlant. Conquis par une internationale djihadiste chapeautée par AQMI, l'éphémère « califat » de Tombouctou reste pour ses sévices dans les mémoires occidentales. Ses exécutions sommaires, sa justice impitoyable et les destructions du patrimoine, en particulier les mausolées des « saints » de l'islam, ont fait les gros titres. Mais sur place, la population a reconnu que les djihadistes avaient rétabli l'ordre et la sécurité dans une ville en déliquescence. Avec la situation actuelle du Mali, où la junte militaire semble plus préoccupée par la conservation du pouvoir que par la gestion de son vaste territoire, on comprend que beaucoup d'habitants de la ville sainte musulmane puissent regretter l'ordre draconien des djihadistes.

Les chrétiens « voisins ennemis »

Dans l'imaginaire des djihadistes, l'islam représente un rempart face au bloc colonisateur occidental. Par conséquent, les chrétiens locaux et les musulmans qui vivent en bonne intelligence avec eux représentent une anomalie à corriger. Si cet aspect religieux du conflit n'a pas été le déclencheur des hostilités au Sahel, il n'en revêt pas moins une réalité que nous constatons régulièrement au sein de l'AED. Depuis 5 ans, nous sommes informés d'exactions commises à l'encontre de chrétiens, tout particulièrement au Nigeria, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. En l'absence de forces capables de s'opposer aux islamistes radicaux, nous craignons que ces pays ne deviennent invivables pour eux.

Sylvain Dorient*

*Collaborateur de l'AED : https://aed-france.org/

Trop extrémiste pour l'État islamique

Au mois de juin 2021, Abubakar Shekau, le chef sanguinaire de Boko Haram, s'est suicidé afin de ne pas tomber entre les mains de l'État islamique, devenu son ennemi. L'homme s'était fait connaître par les attaques qu'il dirigeait contre des chrétiens, à la machette et au cocktail molotov. Progressivement, son mouvement s'est attaqué à tout ce qui représentait l'État nigérian. Il fit allégeance à l'État islamique en 2015, mais fut désavoué par le mouvement en août 2016. Les méthodes de Boko Haram, qui s'illustra par l'enlèvement des lycéennes à Chibok et plusieurs attentats suicides commis par des enfants, furent jugées trop extrémistes. L'État islamique suscita un autre mouvement, dirigé par Habib Yusuf dit Abou Musa al-Barnawi, fils aîné de Muhammad Yusuf, fondateur du mouvement devenu Boko Haram. Celui-ci déclara qu'il ne s'en prendrait pas indistinctement aux musulmans mais concentrerait ses attaques sur les « croisés chrétiens ».

François reprend ses voyages

Pour François, « les grands dangers auxquels est confronté le christianisme contemporain s'appellent "ritualisme" et "rigidité". »

Ni le lancement de ce grand chantier qu'est le *« synode sur la synodalité »*, ni ses ennuis de santé n'ont détourné le pape François d'effectuer, du 12 au 15 septembre dernier, son 34e voyage apostolique en Hongrie et en Slovaquie, dont un des moments les plus marquants a été la messe de clôture, le dimanche 12 septembre, sur la place des Héros de Budapest, du 52e congrès eucharistique mondial.

Mais c'est principalement pour ses aspects politiques que ce voyage a retenu l'attention, tant il est vrai qu'il a été l'occasion pour le pape François de manifester son aversion envers la politique migratoire de la Hongrie et de son premier ministre Viktor Orbán, en contraste avec les égards réservés à la Slovaquie et à sa présidente, une ancienne avocate connue pour ses engagements en faveur de l'environnement et des minorités. Dans plusieurs interventions, le pape a appelé – allusion transparente au christianisme affiché de Viktor Orbán – à *« ne pas se contenter de déclarations de foi »* et à *« purifier notre religiosité »*. Et, à la Hongrie à laquelle seules quelques heures avaient été consacrées (contre trois jours et une visite d'État à la Slovaquie), il n'a pas hésité à délivrer le message suivant : *« Il y a deux attitudes devant les diversités culturelles, ethniques, politiques et religieuses : se fermer dans une attitude de défense rigide sur notre soi-disant identité ou alors s'ouvrir à la rencontre, à l'autre, et cultiver avec lui une société fraternelle. »*

Parallèle avec Pie XI

Il n'est pas sans intérêt de mettre en perspective ce discours avec celui que le pape Pie XI avait adressé, par le biais de la radiophonie, aux 600 000 fidèles rassemblés pour le congrès eucharistique mondial tenu, en 1938, dans cette même ville de Budapest, et sur cette même place des Héros. Le souverain pontife, qui venait de condamner à la fois le nazisme (*Mit brennender Sorge*) et le communisme (*Divini Redemptoris*), avait assuré le peuple hongrois de sa grande affection et témoigné de son admiration pour l'histoire et la culture hongroises : *« Nous voyons en esprit tant d'hommes et de femmes issus de votre nation, particulièrement sainte Élisabeth, saint Ladislas roi, éminents en vertus évangéliques qui, par l'éclat de leur vie et de leurs exemples insignes, ont illustré la Hongrie et en ont fait une sorte de rempart invincible contre les ennemis du nom chrétien et de la civilisation européenne. »* Et le cardinal Pacelli, légat pontifical chargé de célébrer la messe de clôture, avait souligné – rappel salutaire contre le cléricalisme – qu'il n'appartenait pas à la hiérarchie de dicter la politique des nations : *« L'Église ne peut pas prendre parti, dans la recherche des méthodes propres à résoudre les problèmes purement terrestres. Chaque peuple doit s'efforcer de déterminer, sur le plan pratique, son sort et son bonheur en conformité avec ses forces, ses dispositions, ses particularités, ses nécessités vitales, sa sécurité et sa situation générale. L'Église suit l'évolution différente des diverses nations avec l'amour d'une mère pour ses enfants, à condition que la loi divine soit respectée et que le salut des hommes soit assuré. »*

Les dangers du « ritualisme »

Pour autant, le voyage du pape François en Hongrie et Slovaquie ne saurait être analysé au seul prisme de ses aspects politiques. Et qui prend le temps de lire les homélies et discours que le Saint-Père a tenus pourra confirmer le constat selon lequel, pour lui, les grands dangers auxquels est confronté le christianisme contemporain s'appellent *« ritualisme »* et *« rigidité »*. Ainsi, au cours d'une rencontre avec les jésuites slovaques, il n'a pas hésité à qualifier ces dangers de *« souffrance de l'Église en ce moment »*, allant même jusqu'à faire de l'orientation du prêtre dans le rite traditionnel de la messe un symptôme de ces dangers : *« Nous avons peur de célébrer devant le peuple de Dieu qui nous regarde en face et nous dit la vérité. »* Là encore, ces propos confirment la mutation du discours pontifical, puisque le pape Benoît XVI était au contraire porté à voir dans la célébration *versus populum* un signe de cléricalisme.

Enfin, c'est une nouvelle fois avec grande insistance, dans le quartier rom de Košice en Slovaquie, que le pape François a plaidé pour une Église qui accepte tous ses membres : *« Personne dans l'Église ne doit se sentir comme n'étant pas à sa place ou mis de côté. Ce n'est pas seulement une manière de dire, c'est la façon d'être de l'Église. Parce qu'être Église, c'est vivre en tant que convoqués par Dieu, c'est se sentir responsable dans la vie, faire partie de la même équipe. Oui, parce que Dieu nous désire ainsi : chacun différent mais tous unis autour de lui. Le Seigneur nous voit ensemble. Tous. »* Il n'est toutefois pas certain que ces paroles suffiront à rassurer les fidèles attachés au rite traditionnel, dont le récent motu proprio *Traditionis custodes* a entendu programmer la disparition à terme.

Jean Bernard

Où en est la femme dans l'islam ?

Alors que les talibans, qui ont repris le pouvoir en Afghanistan cet été, imposent aux femmes leur vision arriérée, on peut s'interroger sur l'avenir de la femme dans le monde musulman. Panorama.

par ANNIE LAURENT

« *Un taliban à visage humain, ça n'existe pas […]. Si l'on ne réagit pas, l'Afghanistan deviendra ce laboratoire de l'obscurantisme qui n'a pas vu le jour en Irak et en Syrie. Les femmes qui, depuis vingt ans, sans s'en plaindre, au contraire, ont appris à vivre à l'occidentale seront réduites à néant, renvoyées à l'âge de pierre.* » Ces propos sont extraits d'une tribune publiée par Chékéba Hachemi dans *Paris Match* (1) juste après la reconquête de Kaboul par le mouvement islamiste, qui avait été chassé d'Afghanistan par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN en 2001, en réaction aux attentats du 11 septembre.

C. Hachemi sait de quoi elle parle. Réfugiée en France avec sa famille pour fuir l'occupation soviétique de son pays (1979-1989), elle assista de loin à l'instauration du premier régime des talibans (2) et eut connaissance du statut dégradant que ceux-ci imposèrent à ses compatriotes féminines : interdiction de sortie sans burqa, vêtement ample couvrant tout le corps, y compris le visage, et sans l'accompagnement d'un chaperon masculin (*mahram*) de sa famille ; prohibition de toute scolarisation, activité professionnelle ou sportive et de toute mixité en public. Dès ce moment, en 1996, C. Hachemi fonda l'ONG *Afghanistan libre* pour promouvoir l'accès des femmes à l'école et à l'enseignement supérieur, ainsi qu'à toutes les professions et à la politique, domaine où elle s'engagea elle-même à son retour à Kaboul suite à la défaite des talibans. Sous la République nouvellement instaurée (2001), et qui vient de s'effondrer, elle devint la première Afghane diplomate, en poste auprès de l'Union européenne (2002-2005), ce qui lui permit d'accroître l'efficacité de son action au profit des femmes qui recouvrèrent alors leurs libertés de citoyennes (3).

En entrant dans la capitale, le 15 août dernier, c'est d'une manière ambiguë que les talibans ont voulu rassurer l'opinion internationale. Leur porte-parole, Zabihullah Mujahid, a ainsi déclaré : « *Nous nous engageons à laisser les femmes travailler dans le respect des principes de l'islam* » (4). Au même moment, on effaçait à la peinture les portraits féminins sur les devantures de magasins, on enlevait des filles de plus de 10 ans pour les marier à des djihadistes et on traquait les femmes, surtout des journalistes ou des juristes, soupçonnées de connivence avec le système précédent. Le projet de l'Émirat islamique s'est précisé lors de la présentation du gouvernement dont le chef, le mollah Hassan Akhund, était vice-premier ministre sous le premier régime taliban. Le ministère dédié aux femmes est remplacé par celui de la Prévention du vice et la Promotion de la vertu. La mixité redevient interdite, sur les lieux de travail comme à l'Université. L'un des dirigeants a déclaré l'exclusion de toute démocratie, car l'unique système « *c'est la charia, et c'est tout* » (5).

« La condition de la femme agite de plus en plus le monde musulman. »

Une question devenue centrale

Des manifestantes bravent la répression, des résistances s'organisent (salons de beauté clandestins, par exemple) pour défendre la dignité de la femme. Arrêteront-elles cette marche vers la soumission forcée des Afghanes à un islam qui s'affirme fidèle à des principes réputés divins, donc immuables, fussent-ils inadaptés aux besoins du monde actuel, et auxquels une partie d'entre elles, militantes au sein du mouvement taliban, sont consentantes ? Ces dernières imitent leurs coreligionnaires arabes sunnites qui ont rejoint voici quelque temps les djihadistes de Daech en Syrie et en Irak. Le revirement observé dans l'Iran chiite pourrait-il faire école ? Alors qu'en 1978, de nombreuses femmes, séduites par le projet révolutionnaire de Khomeyni, avaient volontairement revêtu le tchador, symbole du rejet de l'occidentalisation imposée par Reza Shah Pahlavi, celles de la jeune génération n'en veulent plus en dépit des sévères sanctions qui leur sont infligées par la police religieuse.

En fait, la condition de la femme agite de plus en plus le monde musulman. Elle a resurgi spectaculairement voici dix ans, à l'occasion des révoltes qui ont secoué une partie de l'espace

Musulmanes en Afghanistan après l'arrivée des talibans au pouvoir à la mi-août 2021.

arabo-musulman, sans entraîner d'améliorations notables, tout au moins au niveau du droit, car la réalité vécue en certains lieux montre de réelles avancées, même si elles demeurent fragiles dans la mesure où elles ne remettent pas en cause l'islam dans ses fondements.

Tunisie, Maroc, Égypte et Turquie

Voyons d'abord où en sont aujourd'hui quelques pays qui, au siècle dernier, ont entamé des processus d'émancipation féminine. Au Maghreb, la Tunisie a joué un rôle pionnier en ce domaine. En 1956, sitôt l'indépendance obtenue, le président Habib Bourguiba promulguait un Code de statut personnel interdisant la polygamie, remplaçant la répudiation par le divorce judiciaire, octroyant à la mère la tutelle des enfants mineurs après le décès du père. Cependant, malgré la proclamation de « *l'égalité de tous les citoyens et citoyennes en droits et en devoirs* » figurant dans la Constitution post révolutionnaire (2014), deux règles, objets de prescriptions formelles dans le Coran, demeuraient en vigueur : l'impossibilité pour une Tunisienne d'épouser un non-musulman (2, 221) et l'inégalité successorale, la fille n'obtenant que la moitié de la part du garçon (4, 7). En 2017, le chef de l'État, Béji Caïd Essebsi, abrogea la circulaire de 1973 qui entérinait l'empêchement matrimonial ; deux ans après, il déposa au Parlement un projet de loi prévoyant l'égalité en matière d'héritage. Mais après sa mort, en 2020, son successeur, Kaïs Saïed, soumis aux pressions d'islamistes, a enterré le projet en se présentant comme le défenseur du droit divin.

« *Plus le discours religieux avance, plus les droits des femmes reculent* », a noté la philosophe franco-algérienne Razika Adnani (6). Ce constat s'est vérifié au Maroc. En 2018, les débats sur l'héritage, soutenus par les partis de gauche, ont tourné court, suite au refus des islamistes d'y participer. Dans ces domaines, l'Égypte conserve une législation traditionnelle, menacée de durcissement depuis l'annonce, en mai dernier, d'une réforme du Code de la famille. La femme ne pourra convoler sans l'accord d'un tuteur également habilité à annuler le contrat de mariage, et toutes les décisions concernant un enfant incomberont au père. Selon Azza Soliman, directrice du Centre d'assistance juridique pour les Égyptiennes, celles-ci « *sont traitées comme des génitrices dépourvues d'une citoyenneté entière* » (7).

En Turquie, l'héritage d'Atatürk s'étiole peu à peu au gré de la réislamisation promue par le président Recep Tayyip Erdogan qui œuvre en outre au rétablissement des valeurs patriarcales. Même si la permission polygamique, la répudiation et le tutorat masculin n'ont pas été rétablis, les femmes subissent les retombées douloureuses de l'évolution en cours. Le 20 mars 2021, le chef de l'État a, par décret, retiré son pays de la Convention d'Istambul, traité international visant à endiguer le fléau des « féminicides » qu'il avait signé dix ans auparavant. Or, ces meurtres, souvent commis au sein des couples et des familles, constituent un mal endémique et ils sont en constante augmentation (121 en 2011, 474 en 2019). Ici aussi, la résistance s'organise. En 2018 a été créé un *« Parlement des femmes »,* formé de centaines de militantes parmi lesquelles des survivantes.

Le cas de l'Arabie Séoudite

Les monarchies de la Péninsule Arabique seraient-elles aujourd'hui en avance sur les autres pays dans ce domaine sensible après que, provoquées par la révolution iranienne, elles ont tant œuvré à réislamiser les musulmans du monde entier ? Au fil de ses reportages en Arabie-Séoudite, la journaliste Chantal de Rudder a été témoin des évolutions survenues dans le berceau du wahhabisme, idéologie islamiste très rigoriste, à l'initiative du roi Abdallah et de l'héritier du trône, Mohamed Ben Salman (MBS). Elle en fournit des détails dans un livre récent, *Un voile sur le monde* (8), datant le virage à 2001. « *Épouvanté par le spectaculaire attentat contre l'allié américain, le prince Abdallah* [demi-frère du roi Fahd affaibli par la maladie] *décide de financer,* via *la cassette royale, une profusion de bourses accordées à toute la génération en âge d'aller à l'université, filles comme garçons, afin qu'ils se frottent à une autre culture et s'ouvrent l'esprit* » (9). De nombreux jeunes sont ainsi partis étudier en France, aux États-Unis et au Japon. En 2014 a été inauguré à Riyad un campus universitaire féminin, doté de douze facultés.

Voulant « *séoudiser l'emploi* » pour faire passer le royaume d'une économie de rente à une économie productive, en 2017, MBS a expulsé cinq millions d'étrangers et ouvert les emplois aux femmes, mesures qui les ont encouragées à « *s'engouffrer* » dans le travail professionnel.

Évoquant la présence de caissières dans les magasins, l'une d'elles a confié : « *C'était la toute première fois qu'on mettait des femmes dans un endroit public. Au début, les religieux, scandalisés, refusaient d'être servis par ces employées en* niqab. *Maintenant c'est entré dans les mœurs* » (10). Les autres réformes introduites par l'héritier du trône, à partir de 2016 dans le cadre de son projet *Vision 2030*, sont bien connues : les femmes sont autorisées à conduire, elles peuvent voyager à leur guise, déclarer elles-mêmes une naissance, un mariage ou un divorce et disposer de l'autorité parentale. Mais la permission d'un « tuteur » reste obligatoire pour se marier, signer un contrat ou subir une opération chirurgicale. *Vision 2030* postule que dans 9 ans 30 % de Séoudiennes devront avoir accédé à des postes de pouvoir.

L'enquête réalisée par Arnaud Lacheret, professeur associé à l'Arabian Gulf University de Bahreïn depuis 2017, et publiée sous le titre *La femme est l'avenir du Golfe* (11), ouvre les perspectives d'une « *réforme à bas bruit* ». Ses étudiantes, séoudiennes, koweïtiennes et bahreïnies, ont répondu à son questionnaire avec une liberté inattendue, sachant qu'elles étaient enregistrées. Sur les préceptes religieux, par exemple en matière de liens matrimoniaux, elles ont émis des opinions variées. En témoigne, parmi d'autres, cette acceptation de la pratique polygamique : « *Vous voyez, c'est quelque chose de mentionné dans le Coran, et quand c'est mentionné dans le Coran, c'est qu'il y a une raison. Et donc, les hommes qui prennent une deuxième ou une troisième femme, ils doivent avoir une bonne raison* » (12). Cependant, note Lacheret, *« la polygamie est très largement vécue comme quelque chose de rétrograde, souvent liée à l'organisation tribale […] qui empêche les femmes de progresser professionnellement et socialement ».* Certaines s'en arrangent néanmoins, considérant que le fait d'être une seconde épouse leur permet d'échapper à la domination constante de leur mari et d'avoir du temps pour s'accomplir elles-mêmes (13). Pour l'auteur, le combat des femmes n'est certes pas gagné mais les signes sont encourageants. « *Ils le sont d'autant plus que les actrices de ce changement provoquent une évolution endogène et non importée de l'extérieur.* » L'enquête ne montre pas une « *occidentalisation de l'arabité* » mais une « *arabisation de la modernité* » (14).

Un obstacle majeur reste à franchir pour permettre aux musulmanes d'accéder à la pleine reconnaissance d'une dignité équivalente à celle des hommes : la prétendue irresponsabilité de l'islam. Comment des musulmans, hommes et femmes, dès lors qu'ils sont attachés à leur religion, pourraient-ils remettre en cause cette approche qui repose sur la croyance en l'origine divine du Coran et en l'exemplarité de Mahomet ? Trois ouvrages récents écrits par des sunnites – une Marocaine, Asma Lamrabet (*Islam et femmes, les questions qui fâchent*) ; deux Libanaises, Nayla Tabbara (*L'islam pensé par une femme*) et Zeina el Tibi (*La condition de la femme musulmane*) (15) – montrent les limites des « relectures » et propositions de réformes, aussi érudites et séduisantes soient-elles. On y lit par exemple que l'islam a valorisé la femme plus que tout autre religion (la libération apportée par le Christ est pourtant bien antérieure à un Mahomet dont la polygamie est justifiée par le contexte historique) ; que son message spirituel a été dévoyé par le recours à des *hadîths* (actes et paroles du « Prophète ») à l'authenticité douteuse et par des traductions erronées, dues à des hommes attachés aux coutumes tribales et patriarcales en vigueur en Arabie au VII[e] siècle, territoire où le christianisme s'était pourtant déployé ; que le Coran a été pris en otage par des idéologies politiques, etc.

En l'absence d'une autorité habilitée à réviser le statut et le contenu des textes sacrés, les talibans et leurs semblables peuvent continuer de prétendre appliquer le « vrai islam ».

Annie Laurent

Les femmes ont l'autorisation de conduire en Arabie Séoudite depuis 2018.

(1) 19-25 août 2021.
(2) Taliban est le pluriel du mot arabe *taleb* qui signifie « étudiant » (en religion).
(3) Cf. *Le Point* du 19 août 2021.
(4) *Le Monde*, 19 août 2021.
(5) *Le Figaro*, 9 septembre 2021.
(6) *Marianne*, 21 août 2020.
(7) *La Croix*, 5 mai 2021.
(8) Éditions de L'Observatoire, 2021, 302 p., 21 €.
(9) *Id.*, p. 84.
(10) *Id.*, p. 85.
(11) Éditions Le bord de l'eau, 2020, 216 p., 18 €.
(12) *Id.*, p. 167.
(13) *Id.*, p. 170-171.
(14) *Id.*, p. 207.
(15) Gallimard, 2017 ; Bayard, 2018 ; Cerf, 2021, 266 p., 25 €.

Afghanistan : raisons d'un échec

par Jean-Loup Bonnamy

L'échec occidental en Afghanistan interroge. Comment vingt ans de guerre et des centaines de milliards de dollars dépensés ont pu déboucher sur un échec retentissant et une humiliation totale ?

Notons d'abord que l'arsenal militaire occidental n'a pas été pensé pour écraser des *guérilleros* armés de kalachnikovs. Élaboré sur une logique de guerre froide, il accumule toujours plus de puissance de destruction et de capacité technologique, ce qui le rend toujours plus coûteux mais aussi inadéquat face aux conflits asymétriques. De même qu'un marteau-piqueur ne me servira à rien pour décapsuler une bouteille, de même une bonne partie de notre si puissant arsenal était inadaptée dans le contexte afghan.

En outre, nous nous sommes acharnés à construire un État-nation tout en oubliant que notre État-nation moderne est une invention récente et occidentale, qui apparaît comme une exception historique et géographique bien plus que comme une norme. En Afghanistan, l'ethnicité est partout. Un officier français rapporte que lors d'un séjour sur place, il a vu des fonctionnaires afghans d'ethnie pachtoune protester parce qu'ils estimaient avoir reçu des calculettes plus petites que celles de leurs collègues d'ethnie hazara. De même, le Commandant Massoud (tué en 2001) est un héros pour les afghans d'ethnie tadjike. Mais il est probablement bien plus populaire et apprécié à Paris ou à Washington que chez les Afghans d'ethnie pachtoune. Cette situation était particulièrement difficile à appréhender pour les États-Unis, pays très auto-centré, presque autistique et ayant beaucoup de mal face à l'altérité culturelle. Comme l'écrit le colonel Michel Goya, « *le plus sidérant a été lorsque j'ai eu entre les mains le manuel de 200 pages traduit au mot près de l'anglais au dari, conservant tous les dessins et figuratifs de l'US Army* ». En Irak et en Afghanistan, les bases américaines sont de véritables camps retranchés, villes autonomes coupées de la population… à l'image des forts militaires américains qui occupaient le territoire indien ou des *gated communities*, ces quartiers résidentiels américains pour riches protégés par des grilles et des gardiens.

De plus, nous ne percevons pas les talibans comme les Afghans les perçoivent. Pour nous, les talibans sont avant tout des barbares fanatiques. Mais pour beaucoup d'Afghans, les talibans étaient synonymes de paix, d'ordre et de faible corruption. Comme le souligne le général Gomart, il n'existe pas de sécurité juridique en Afghanistan et le flou concernant la propriété est complet. Or, si un Afghan va voir un juge officiel (ceux-là mêmes que l'Occident avait installés), il devra d'abord le corrompre. Au contraire, un juge taliban rendra un jugement honnête, sans corruption préalable, et conforme à la coutume tribale et à la charia. Cette situation explique que beaucoup d'Afghans, en tout cas pachtouns, n'aient guère eu envie de combattre les talibans.

La carte et le territoire

En psychologie cognitive, il faut bien distinguer deux choses différentes : la carte et le territoire. Le territoire, c'est la réalité objective. La carte, c'est la représentation mentale de cette réalité. Or, la carte mentale de l'Afghanistan ancrée dans l'esprit des décideurs occidentaux ne correspondait absolument pas à la réalité. La réalité géographique de l'Afghanistan est celle d'un pays extrêmement montagneux et morcelé, composé de vallées enclavées séparées les unes des autres, ce qui nuit au déplacement rapide des troupes motorisées occidentales. La réalité sociologique, qui découle en partie de cette réalité géographique, est celle d'un pays féodal, tribal, où la diversité ethnique et la force des liens claniques rendent illusoire la construction d'un État-nation de type occidental. Le gouvernement de Kaboul, sur lequel se sont tant appuyés les Occidentaux, était en fait un fétu de paille. L'armée afghane, organisée et entraînée à l'occidentale, richement dotée en matériel dernier cri (tombé aujourd'hui aux mains des talibans), s'est effondrée comme un château de cartes. Les Afghans sont de bons soldats… à condition de les laisser se battre selon leurs habitudes. Il y a quelques années, un reportage montrait un soldat afghan entraîné par un militaire français. Les deux hommes n'avaient pas du tout la même notion du temps, l'Afghan était incapable de respecter un horaire précis et il laissait tomber son arme dans la neige sous l'œil dépité de son instructeur français. Mais ne soyons pas surpris : la différence entre le discours officiel sur l'Afghanistan et le terrain n'est pas plus grande que la différence entre le discours officiel de l'Éducation nationale (95 % de réussites au Bac) et la réalité du terrain scolaire français (effondrement du niveau). Notre échec en Afghanistan n'est que le révélateur d'un problème de fond des pays occidentaux, où les grandes organisations nourrissent une montagne d'illusions dont on peut constater l'ineptie sur le terrain tous les jours.

J.-L. B.

La charité, seule vraie grandeur

Fondé par l'abbaye du Barroux en 2002, le monastère Sainte-Marie de la Garde a été érigé en abbaye au printemps dernier. La bénédiction abbatiale du nouveau Père Abbé a eu lieu le 24 juin 2021. Entretien avec ce dernier.

TRP Dom Marc Guillot a reçu la bénédiction abbatiale le 24 juin 2021.

La Nef – Vous venez d'être érigé en abbaye et vous-même avez reçu la bénédiction abbatiale récemment : qu'est-ce qu'un tel événement dans la vie d'une communauté comme la vôtre ?

TRP Dom Marc Guillot – Notre monastère bénédictin de Sainte-Marie de la Garde a été élevé à la dignité d'abbaye. Cela signifie qu'une grâce toute particulière et un certain honneur enveloppent désormais ce lieu. À ce privilège insigne, la communauté doit cependant répondre par la vraie grandeur. Or, comme le Christ nous l'a enseigné, il n'y a en ce monde qu'une seule vraie grandeur : celle de la charité. Certes, le rang d'abbaye nous établit, nous fonde, nous enracine sur cette terre agenaise afin qu'en émane un certain éclat sur l'Église et sur le monde. Mais à quelle fin et pour quel but ? En saint Jean, Jésus donne la réponse : afin que nous portions le seul fruit qui demeurera ici-bas et dans l'éternité bienheureuse, le fruit de la charité. Cette charité, elle est dans le Christ Jésus, et c'est en Lui, dans une communion toujours plus profonde et passionnée avec Lui, que nous la trouverons. En outre, cette charité, il faut également que nous soyons capables de la laisser transparaître et de la dispenser auprès de tous ceux qui viennent nous visiter. Ce témoignage-là est incontournable.

Le 24 juin dernier, il y a eu aussi – en quelque sorte – la naissance d'un abbé. Bien vite après l'élection, les mots bien connus de Jésus ont fait irruption en ma mémoire : à travers le choix des frères, *« c'est Moi qui t'ai choisi »*. Je me suis alors immédiatement senti poussé à mettre sur les lèvres du Seigneur des paroles comme celles-ci : souviens-toi toujours que nul ne s'arroge cet honneur, mais on y est appelé par Dieu seul, par ma pure miséricorde. Tout abbé que tu es désormais, tu apprendras l'obéissance par ce que tu souffriras ; rendu un peu moins imparfait chaque jour si tu es fidèle à ma grâce, tu deviendras pour ta communauté un petit instrument entre mes mains, afin que vous cheminiez tous ensemble et joyeusement, afin que vous pénétriez un jour par-delà le rideau, là où Moi, Jésus, je suis entré pour vous en avant-coureur. Et que vous me rejoigniez dans le sein du Père de toute gloire !

Quels sont désormais vos liens avec l'abbaye-mère du Barroux ? Et quelles sont maintenant les différences entre les deux abbayes ?

Désormais, Sainte-Marie de la Garde jouit d'une complète autonomie. Les conditions pour cela étaient les suivantes : que la vie régulière puisse être menée en conformité avec nos Constitutions ; que l'emplacement du monastère et ses bâtiments soit adaptés pour mener notre vie bénédictine ; que l'espérance fondée de vocations sérieuses et de leur formation de manière convenable soit bien réelle ; que la communauté subvienne à ses besoins économiques. Au fil des ans, le Seigneur a bâti la communauté, l'a faite mûrir afin qu'elle puisse aujourd'hui voler de ses propres ailes. Ceci dit, il restera bien évidemment un lien familial très fort entre nos deux maisons. Nous avons tous Dom Gérard comme fondateur, nous vivons selon les mêmes Constitutions et nous restons attachés à un unique coutumier monastique. Par ailleurs, les échanges de services continueront : je pense en particulier à l'entraide dans le domaine de la formation philosophique et théologique des frères appelés au sacerdoce.

Mais, à votre question, je crois qu'il y a une réponse plus profonde et dès lors plus cruciale à donner. L'autonomie véritable, qu'est-ce donc ? C'est être désormais plus ancrés dans l'esprit de saint Benoît de façon à ce qu'il imprègne peu à peu toute notre existence ; c'est être avec cette soif au cœur que le Père soit en nous et que nous soyons en Lui ; c'est être des frères qui, à travers les joies et les croix, les offenses et les pardons, se trouvent de plus en plus accomplis dans l'unité : c'est être une communauté pour laquelle, *« ne préférer absolument rien au Christ »* équivaut à cette liberté de livrer sa vie pour nos frères devenus, en quelque manière, nos amis.

Cette indépendance change-t-elle quelque chose à votre identité, vos charismes ?

Comme je vous le disais à l'instant, nous demeurons avec les mêmes Constitutions. Nous envisagerions même de créer une Congrégation

Vue d'avion de l'abbaye Sainte-Marie de la Garde.

rassemblant nos maisons ; mais ce projet ne dépend pas uniquement de nous.

Quant aux charismes, à l'esprit de nos deux abbayes, souvenez-vous de cette parole de sagesse des anciens : *« la reine fait la ruche »*. Nous bénéficions effectivement de la même vie, de la même Règle, des mêmes usages, et pourtant, chaque monastère a son faciès propre. Comment en serait-il autrement puisque nous constituons, chacun pour notre part, une vraie famille. Ceci posé, du Barroux et de la Garde, c'est tout un ! Certes, ici ou là-bas, la pluviométrie n'est pas la même ; le tempérament et la personnalité des deux abbés en charge non plus ; les richesses naturelles et surnaturelles s'expriment en nos deux communautés de façon différente, et pourtant – nos amis et visiteurs en témoignent constamment : *« De Sainte-Madeleine et de Sainte-Marie, c'est tout un ! »*

Pourriez-vous nous faire un petit bilan historique de ce qui a été fait depuis que vous êtes arrivés à la Garde ?

Pour le dire par des repères historiques simples, il suffit de garder en tête quelques dates majeures : 2002, les débuts de notre fondation ; 2006, la bénédiction par notre évêque de notre chapelle Sainte-Foy ; 2007, le projet d'agrandissement du monastère (pour 20 moines) ; 2013, fin des travaux de cette première phase. Et aujourd'hui, avec l'érection en abbaye, l'étude architecturale de la deuxième phase, pour un monastère complet.

À ce propos, pouvez-vous nous en dire plus sur ces projets de constructions à venir ?

Notre chapelle est aujourd'hui beaucoup trop exiguë, à tel point que durant les vacances d'été nous devons ajouter une tente à l'extérieur pour accueillir les nombreuses familles venant à la messe du dimanche… Il faut anticiper également en prévoyant un nombre plus conséquent de cellules de moines, pour les jeunes à venir. Enfin, nous avons hâte d'avoir notre cloître définitif, un espace monastique si essentiel.

Compte tenu de tout cela, nous travaillons d'arrache-pied avec nos architectes et bureaux d'études afin de présenter une demande de permis de construire à la fin de cette année 2021. L'idéal serait que nous puissions donner le premier coup de pelleteuse au début de l'été prochain. Les trois ailes du cloître, une crypte, l'abbatiale… voilà le projet enthousiasmant que nous voudrions mener à terme dès que possible. Pour l'esthétique de l'ensemble, la communauté a jeté son dévolu sur un style d'architecture romane d'inspiration clunisienne. L'édifice devra, par sa simplicité et sa beauté, par sa grande pureté et ses jeux d'ombres et de lumières, élever les âmes vers le haut, mieux… vers Dieu, qui est la Beauté même et le Dieu de notre joie !

Notre monde est de plus en plus étranger à la religion : avez-vous des vocations et qu'est-ce qui pousse un jeune à demander son entrée à l'abbaye, répond-il à un « profil type » ?

Assez souvent, on nous pose la question. Je réponds alors promptement : selon vous, quel fut le « profil-type » du Collège apostolique ? À vrai dire, il serait bien difficile de répondre, tant les amis choisis par le Christ Jésus viennent d'origines si diverses, comptent des histoires et des cheminements fort différents, sont riches de dons naturels et surnaturels si particuliers, et souffrent de fragilités et travers variés ! Il en est de même pour les jeunes gens qui se sentent appelés à suivre le Seigneur à l'école de saint Benoît. Certes, il convient de discerner avec sagesse et prudence si l'attrait du candidat correspond bien à un appel de Dieu auquel Il joint sa grâce et les capacités pour y répondre. Si tel est bien le cas, le jeune frère pourra s'engager de vrai à la suite de Jésus, avec confiance et enthousiasme. À cette heure, à Sainte-Marie de la Garde, nous avons deux profès triennaux et un novice. Et nous accompagnons deux jeunes gens dans un discernement de vocation. Assurément… Dieu appelle !

Propos recueillis par Christophe Geffroy

☞ Abbaye Sainte-Marie de la Garde, 47270 Saint-Pierre-de-Clairac.
☞ Tél. : 05 53 66 28 20.
☞ Site : www.la-garde.org/

Tocqueville : le gentilhomme et la politique

Alexis de Tocqueville (1805-1859) est un penseur incontournable pour toute réflexion sur la démocratie et le libéralisme. Méditatif, concentré, aussi peu homme du monde qu'homme de forum, il voulait que le citoyen fût libre dans l'État bien ordonné.

par MICHEL TODA

D'une vieille famille de la noblesse normande enracinée dans le Cotentin et, avec son père, époux d'une Lepeletier de Rosambo, petite-fille de Malesherbes, alliée *in extremis* aux grandes robes des cours et parlements (évanouis) du royaume (disparu), Alexis Clérel de Tocqueville, né à Paris le 29 juillet 1805, fut tout d'abord élevé par un excellent prêtre attaché aux siens, l'abbé Lesueur. En 1820 mandé près de lui par le comte Hervé, son père, alors préfet de Metz, l'adolescent y suivit les classes de rhétorique et de philosophie puis, revenu à Paris, entama des études de droit. Celles-ci achevées, un voyage en Italie et en Sicile allait précéder ses premiers pas dans la magistrature.

Nommé le 6 avril 1827 juge auditeur (non rétribué car faisant en somme son apprentissage) au tribunal de Versailles, c'est sans enthousiasme mais non sans diligence que Tocqueville exerça sa tâche. Pourtant la formation en 1829 du ministère Polignac, surtout le 18 mars 1830 l'Adresse de défiance des « 221 » et, le 16 mai, dangereuse riposte, le renvoi de la Chambre (qui n'aboutit qu'à renforcer aux nouvelles élections lesdits « 221 »), vont très fort l'inquiéter, au point d'entrevoir « *la chute de la Maison régnante* ». Arrivée cette chute peu de jours après les ordonnances du 25 juillet, et d'ailleurs fatale au comte Hervé, exclu de la pairie comme maints autres fidèles de Charles X, il se résigne donc, le 16 août, Louis-Philippe d'Orléans proclamé roi des Français une semaine plus tôt, à prêter le serment qu'on exigeait des magistrats.

Quoi qu'il en soit, ayant cessé de ressentir, pour le monarque châtié de ses fautes, le « *reste d'affection héréditaire* » gardé jusqu'à l'extrême limite, de plus il regrettait désormais d'avoir embrassé une carrière insatisfaisante et rendue aléatoire par les circonstances. Or, ces soucis, un ami très cher, Gustave de Beaumont, du parquet de Versailles, les connaissait aussi. De même, le désir, irrépressible chez Tocqueville, de visiter l'Amérique du Nord. Un rapport au ministre de l'Intérieur fournit le prétexte (professionnel) à la longue absence projetée des deux jeunes magistrats : réformer notre système carcéral, repenser les moyens de punir et d'amender les détenus en s'inspirant, au besoin, du modèle étasunien. D'où l'urgence d'une enquête sur place. Et la mission (à leurs frais) qu'ils sauront obtenir.

Du Havre à New York la traversée va durer, entre le 2 avril et le 11 mai 1831, plusieurs semaines. Quant au séjour, de neuf mois, ôté le temps requis par la question pénitentiaire, bien court devait-il être au sein d'un immense pays dont les voyageurs, que desservait parfois une pratique imparfaite de sa langue, eurent tout à découvrir. Cette mission, en effet, était aux yeux de Tocqueville un commode passeport permettant, but essentiel, d'examiner en détail

Alexis de Tocqueville par Théodore Chassériau.

tous les ressorts de la société américaine ; tous les aspects d'une république active, remuante, ambitieuse, qui s'édifiait à partir de la base, des échelons inférieurs et antérieurs, lesquels déléguaient avec parcimonie les pouvoirs aux échelons supérieurs ; tous les caractères d'un peuple religieux (où, malgré les sectes rivales, les divergences du dogme s'effaçaient devant l'identité de la morale) et, pris en masse, le plus éclairé du monde – peuple surtout, nous le citons, pourvu de *l'éducation politique pratique la plus avancée.*

Ses courses en Amérique du Nord terminées, ses observations recueillies, ses vues arrêtées, Tocqueville, toujours accompagné de Beaumont, se rembarqua le 20 février 1832 et, au début de 1833, parut *Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France.* Que suivront, au début de 1835, les deux premiers volumes de *La Démocratie en Amérique,* tableau vigoureux de son organisation et de son existence. Enthousiasme du rêche Royer-Collard, vifs éloges de Sainte-Beuve dans un article sagace, l'ouvrage lui ouvrirait les portes de l'Académie des sciences morales et politiques puis, en 1841, au lendemain de la seconde *Démocratie,* lui vaudrait un fauteuil (non, échec fugace, celui de Bonald !) à l'Académie française.

Philosophe et économiste britannique, John Stuart Mill avait lu Tocqueville, l'avait analysé, épluché. Son « idée mère » du mouvement incoercible vers l'égalité des conditions en Europe, telle que la préfigurait l'Amérique, Mill y adhérait et creusait le thème de l'influence majeure de l'esprit démocratique ou esprit des classes moyennes sur les sentiments et les mœurs. N'empêche que devant l'inflexibilité du phénomène, l'auteur de la *Démocratie,* croyant aux atouts qu'il pouvait offrir, n'en appréhendait pas moins les dangers qu'il pouvait receler. De la vigilance, en conséquence, et de la mesure s'imposaient. Afin d'éviter, au milieu de bien des écueils, passions ou ignorances, un honteux nivellement par le bas. Mais ce nivellement, hélas, le dogme de la supériorité du nombre en matière de gouvernement le permettait, le produisait. Ce que lui objectera avec quelque sévérité Frédéric Le Play, aussi un Normand et futur auteur de *La Réforme sociale en France* (revanche, a-t-on dit, de l'esprit positif et scientifique du XIXe siècle contre l'esprit spéculatif, déductif et abstrait du XVIIIe).

Ni titularisé ni jamais rémunéré Tocqueville, en 1832, avait renoncé à son office de judicature. En 1837 candidat malheureux à la députation dans l'arrondissement de Valognes, encore candidat en 1839, son entrée cette fois à la Chambre allait le lancer douze années durant dans la politique active. Amorcée lorsque son cousin Molé, président du Conseil, lâche pied et que se déclenche une grave crise parlementaire de dix-huit mois. Marquée par ses dispositions très libérales, ses interventions réfléchies, ses assez rares discours car, de voix faible et de santé délicate, médiocre orateur ; au surplus par l'incertitude où le plongent ces partis du « Ventre législatif » que séparent des concurrences personnelles plutôt que des oppositions de doctrines, par l'affliction de découvrir, derrière les mandatures et les places, un vulgaire moyen de se pousser. Au point que, suprême impasse, le ministère en arrivait à montrer la tournure d'une compagnie industrielle occupée du seul bénéfice de ses sociétaires.

Montalembert, le 14 janvier 1848 à la Chambre des pairs, avait transporté son auditoire quand, déplorant la défaite du *Sonderbund,* alliance des cantons catholiques face aux radicaux suisses, il s'était posé en âpre accusateur de la démagogie oppressive et impie. Tocqueville, lui, le 27 à la Chambre des députés,

« Mais ce nivellement, hélas, le dogme de la supériorité du nombre en matière de gouvernement le permettait. »

avouait éprouver « *une certaine crainte pour l'avenir* ». Ici nul éclat de parole mais la menace effleurée de terribles chambardements... que vint mimer le coup de surprise des émeutes parisiennes du 23 février et, le lendemain, de l'abdication de Louis-Philippe – auquel succéda la Seconde République officiellement proclamée, après la réunion d'une Assemblée constituante, le 4 mai de cette fiévreuse année (où barricades et combats de rue dans la capitale signalèrent, au cours des journées de Juin, une insurrection du désespoir entée sur la misère et le chômage), année que clôturent le 4 novembre, date du vote de la Constitution, et le 20 décembre, date de l'accession de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence.

Sortie des flancs agités de la nation et née du suffrage universel, l'Assemblée constituante serait remplacée le 13 mai 1849 par une nouvelle Assemblée souveraine née pareillement du suffrage universel et Tocqueville siégerait dans l'une et dans l'autre et même, de juin à octobre l849, au gouvernement avec le portefeuille des Affaires étrangères. Et avec, comme chef de cabinet, Arthur de Gobineau, qu'un débat intellectuel doublé d'une fidélité affectueuse ne cesserait de maintenir en contact nonobstant l'abîme entre la pensée de l'aîné, libéral impénitent, pragmatiste, « *bien loin,* selon Romain Rolland, *d'avoir le génie de Gobineau »,* et la pensée virile et désenchantée du cadet – celui-ci et celui-là finissant par reconnaître, lors de l'éclosion de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* (qualifié en 1905 par Robert Dreyfus, premier biographe de Gobineau, de « *livre aventureux et grandiose* »), qu'ils appartenaient à *« deux ciels diamétralement opposés ».*

Le périlleux tête-à-tête du Président et de l'Assemblée, gros d'un acte brutal, aurait peut-être été neutralisé en cas de révision constitutionnelle. Elle ne prévalut point. À l'aube du 2 décembre 1851 la dissolution de l'Assemblée fut annoncée, et la préparation d'une nouvelle et autoritaire Constitution. Les résistances réprimées, les adversaires muselés, un plébiscite donnera une impressionnante majorité en faveur du Bonaparte affermi, qui deviendra le 2 décembre 1852, par la grâce d'un autre plébiscite, l'empereur Napoléon III. Rancœur, amertume de Tocqueville ? Oui. Constituant déçu (et maladroit...) de 1848 que la violence armée jette dans la retraite, il a rédigé dès le 14 janvier 1852 une note à l'intention du comte de Chambord, petit-fils de Charles X, qui propose une forme de mariage de raison entre aspiration libérale et monarchie légitime restaurée – difficile « compromis historique » toutefois, si l'on songe au poids des sensibilités en conflit, aux gouffres d'incompréhension hérités du cyclone révolutionnaire, au jeu propre des princes d'Orléans. Du reste, légitimistes et dévots ravis du pouvoir en train de s'établir aiguisent son animosité. À l'égard spécialement du catholique Montalembert.

Une décennie auparavant, à une lettre louangeuse sur la deuxième *Démocratie en Amérique,* Tocqueville, en dépit de leurs « *divergences considérables d'opinion* », avait répondu que les rapprochait une « *foule de secrètes sympathies ».* Mais autour de 1850-1851 Montalembert s'est mué en « *outre remplie de fiel avec une grande croix peinte dessus* », en champion du pape-roi et du « *gouvernement des prêtres* », partant en insane propagateur de l'irréligion et, qui plus est, au 2 Décembre, en veule approbateur du *putsch*... assez vite contrit. Témoin la parution au mois d'octobre 1852 de l'écrit intitulé *Des intérêts catholiques au XIX^e^ siècle* où l'auteur associe liberté chrétienne et système représentatif, et reçoit les compliments de Tocqueville « *soulagé* » et réconcilié, ces messieurs se rattrapant à partir de là en échanges chaleureux : *De l'avenir politique de l'Angleterre* pour Montalembert, *L'Ancien Régime et la Révolution* pour Tocqueville.

« Grand lecteur de Pascal respectueux du christianisme mais tenaillé par des doutes dont il ne se vantait pas. »

Grand lecteur de Pascal respectueux du christianisme mais tenaillé par des doutes dont il ne se vantait pas, l'épisodique châtelain du Cotentin avait entrepris de chercher dans la situation et dans le caractère de la nation française, dans son esprit et dans son gouvernement, les causes de ses institutions changeantes et de ses mobiles destinées. Un travail (inachevé) en découla, d'un « *style pur et ample* » a souligné Mignet, qui consacrera sa célébrité d'historien. Relativement à l'enquête américaine, des pages de Chateaubriand l'avaient précédée et celles, descriptives, de Volney. À présent le recours fut constant aux mémoires, cahiers des états généraux, gazettes et imprimés de l'époque, nombreux documents d'archives, de même qu'aux quarante volumes de l'*Histoire parlementaire de la Révolution française* de Buchez et Roux (1833-1838). Le crédit de Guizot, indéniable, la teinture des *Considérations* de Mme de Staël, probable, ont joué. Bref, sur l'Ancien Régime, et le rapport de continuité-discontinuité qui le lie à la Révolution, de l'à-propos, souvent, et de la pertinence. Trop habituellement dans l'abstrait ? Ce mot de Taine ne lui a pas interdit de s'en inspirer.

Michel Toda

Tocqueville, démocratie et religion

par Élisabeth Geffroy

Tocqueville n'a pas seulement eu le mérite de *décrire* les sociétés démocratiques – encore toutes jeunes – mieux que quiconque, il a aussi eu la lucidité d'en discerner les failles structurelles, dans des pages qui confinent par moments à un admirable exercice de prédiction. Ayant vu quels écueils guettent presque inéluctablement une démocratie qui se laisse aller à la pente de ses instincts, il a aussi voulu imaginer quels pourraient être les remèdes à ces maux. Parmi ces remèdes, il en est un que Tocqueville présente comme une clé de voûte fondamentale à l'équilibre précaire de l'édifice, mais qui occupe une place presque discrète eu égard à l'importance du rôle qui lui est confié : c'est la religion.

Pour Tocqueville, les sociétés démocratiques tendent à s'enfoncer dans l'individualisme : chacun se retranche peu à peu dans sa sphère privée, objet de tous ses soins, se crée *« une petite société à son usage »* et *« abandonne la grande société à elle-même »,* se désintéressant de son pays et du sort collectif. Cet individualisme disloque alors le corps politique : la société prend les allures d'une foule d'individus isolés, avec, juste au-dessus d'eux, un État central, qui occupe toujours plus ce terrain déserté par tous les autres, étend son pouvoir, cherchant à fixer les hommes dans l'enfance, à les rendre dépendants de lui, à tout gérer pour eux. Ainsi naît ce monstre conceptuel et cette réalité bâtarde qu'est le *« despotisme démocratique »,* version corrompue et dénaturée d'une démocratie qui n'a pas su résister à sa tendance individualiste. Dès lors, seul l'engagement politique de chaque citoyen est à même d'inverser cette logique, et de rendre à la liberté démocratique sa consistance. Or, selon Tocqueville, cette solution n'en est une qu'à une seule condition : qu'il existe en outre une religion irriguant les esprits, éduquant les conduites, guidant les mœurs.

Car il faut une réalité extra-démocratique pour modérer la démocratie et la sauver d'elle-même : la démocratie étant un état social qui reconfigure toutes les dimensions de la vie, on ne peut contrer ses défauts intrinsèques qu'en faisant appel à des éléments extérieurs à elle. La religion apparaît alors naturellement comme un candidat idéal, pour ne pas dire unique de son espèce. En effet, outre ses vertus associatives et sa capacité à fédérer une communauté de croyants, outre sa propension à lutter contre la passion du bien-être matériel qui ronge la démocratie et son don pour tourner les regards et les efforts vers des réalités spirituelles, la religion assoit une morale.

Et cette morale permet de prévenir les deux mauvais usages possibles de la liberté en démocratie : l'usage par excès de celui qui se croit tout permis, et l'usage par défaut de celui qui se laisse paralyser par cette liberté trop intimidante dont il ne sait que faire. À propos de cet écueil, Tocqueville écrit même : *« Pour moi, je doute que l'homme puisse jamais supporter à la fois une complète indépendance religieuse et une entière liberté politique ; et je suis porté à penser que, s'il n'a pas de foi, il faut qu'il serve, et s'il est libre, qu'il croie. »* À l'exception de certaines âmes fortes, les hommes n'ont pas assez de paix intérieure, d'énergie, de constance, de ressources intellectuelles et spirituelles, pour pouvoir trouver ou réinventer par leurs seules forces à la fois le destin de leur âme et une conduite réellement libre. Il leur faut donc l'assise d'une religion pour pouvoir déployer leur liberté politique et ne pas tomber dans les bras du despotisme : s'ils sont ancrés dans une religion, ils n'ont plus besoin de tâtonner dans ce domaine et peuvent se tourner vers le domaine public sans éprouver le besoin d'y trouver un maître, avec tout ce que cette tutelle aurait de rassurant et confortable.

La religion et ce qu'elle produit chez les hommes arment donc les citoyens contre la servitude politique : telle est la thèse de Tocqueville. Comment alors ne pas y voir un point d'inquiétude ou, plus positivement, de vigilance pour notre époque qui a trop souvent fait de la religion l'unique objet de son ressentiment ? La façon qu'a Tocqueville de garder sa confiance dans la démocratie n'est pérenne et valable que tant que la religion et la morale ont suffisamment de vivacité dans la société et de force d'éducation sur les individus. Mais que devient ce point d'équilibre quand la religion perd du terrain ? Or, et c'est là à la fois une objection et un constat empruntés à Jean-Claude Michéa, le libéralisme propre à nos sociétés démocratiques érode la religion. Le libéralisme a pu montrer ses effets les plus bénéfiques à ses débuts, dans des sociétés où il bénéficiait encore de l'effet de portance d'éléments extérieurs à lui et préexistants, tout un tissu de principes moraux qu'avaient notamment établis le christianisme et le monde aristocratique : le sens de l'honneur, certaines vertus sociales de solidarité, la logique du don, la vision chrétienne du monde construite sur la charité… Or le libéralisme tend à corrompre et à diluer ces éléments structurants, mais lui-même, fondé sur des logiques purement contractuelles, est incapable de les reproduire, nous laissant face au grand vide du marché et du droit, de liens contractuels, de procédures juridiques. Voilà qui laisse nos démocraties bien démunies pour résister à l'individualisme et au despotisme qui les minent ; voilà qui nous indique aussi en quel sens diriger nos efforts.

E.G.

Le penseur de la démocratie

Pierre Manent est assurément l'un des meilleurs connaisseurs de Tocqueville auquel il a consacré plusieurs ouvrages. Tocqueville, au XIXe siècle, est celui qui a le mieux perçu le phénomène nouveau qu'était la démocratie avec son corollaire : l'égalité. Entretien.

La Nef – Comment synthétiser l'analyse politique de Tocqueville sur la démocratie, quelle définition en donne-t-il, quel est son apport, son originalité ?

Pierre Manent – La pensée politique française dans la première moitié du XIXe siècle est d'une richesse exceptionnelle. La Révolution avait signifié une rupture inouïe dans l'histoire de l'Europe. Le bouleversement subi, la tâche immense de reconstruction à accomplir, tout cela remua les cœurs et aiguisa les intelligences dans tous les partis. C'est cependant dans l'école libérale prise au sens large que la réflexion politique fut la plus aiguë et pertinente : ses membres acceptaient la société nouvelle comme un *fait* – un fait à comprendre et organiser *politiquement* en fondant un régime représentatif.

Trois figures dominent successivement le champ de la réflexion politique : Benjamin Constant, François Guizot, Alexis de Tocqueville. Le premier est le plus explicitement et – dirai-je – le plus naïvement libéral, il veut pardessus tout défendre, comme il le dit, cette *« partie de l'existence humaine qui, de nécessité, reste individuelle et indépendante, et qui est de droit hors de toute compétence sociale »*. Son libéralisme est d'opposition. Guizot est en somme à l'opposé : il regarde les choses du point de vue de celui qui gouverne ; il se soucie d'abord des *« moyens de gouvernement »* que le pouvoir nouveau, explique-t-il, doit savoir discerner et puiser dans la société nouvelle.

Et Tocqueville ? Il perçoit avec une acuité qui n'appartient qu'à lui un phénomène nouveau qui n'avait pas échappé à ses prédécesseurs mais dont il est le premier à percevoir à quel point il modifie les conditions de la vie humaine dans toutes ses dimensions. Ce phénomène, c'est la *démocratie*. Vieux mot, vieille notion, réalité ancienne, mais désormais une réalité toute nouvelle : l'égalité, comme idée et comme sentiment, et même comme passion, a acquis un pouvoir inédit sur les esprits et les cœurs. Une fois que l'on a compris que ce fait est irréversible, il s'agit d'apprendre à organiser la vie sociale et politique de manière à réaliser la vocation humaine dans ce nouvel élément social et moral.

« En France les démocrates s'y croient obligés d'être révolutionnaires et les antirévolutionnaires d'être contre la démocratie. »

En quoi Tocqueville est-il un auteur libéral, qui s'inscrit dans cette tradition philosophique précise ?

Tocqueville est libéral mais, dans son cas, le qualificatif est peu éclairant. Assurément il valorise la liberté, il la célèbre même en termes grandioses ; assurément il accepte les principaux éléments doctrinaux du libéralisme moderne, et d'abord ce qu'il appelle *« la notion juste de la liberté »* selon laquelle chaque homme *« apporte en naissant un droit égal et imprescriptible à vivre indépendant de ses semblables en tout ce qui n'a rapport qu'à lui-même »*, mais en même temps il dénonce vigoureusement l'*« individualisme »* qui *« ramène [chacun] sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur »*. On pourrait formuler ainsi la tension qui traverse sa pensée et son âme : d'une part, le libéralisme est juste parce qu'il place un principe de justice à la base de la société nouvelle alors que tous les ordres humains antérieurs reposaient nécessairement, d'une façon ou d'une autre, sur la force, mais d'autre part il est pour lui impératif de combattre la tendance la plus lourde de la société fondée sur ces principes, qui est de détourner les sociétaires du souci du bien commun et de laisser ainsi en jachère les plus hautes facultés de l'homme. Dans les termes du débat français contemporain, on dira que Tocqueville est franchement libéral, mais aussi plus républicain que libéral !

Aujourd'hui, on évoque Tocqueville surtout pour son livre *De la démocratie en Amérique* et moins pour *L'Ancien Régime et la Révolution* : quel est l'apport de ce dernier et comment le situer par rapport au premier cité ?

C'est un livre sur l'histoire politique de la France, très travaillé, soigneusement et admi-

Tocqueville est très présent dans l'œuvre de Pierre Manent, trois ouvrages cependant lui consacrent une place spécifique : *Tocqueville et la nature de la démocratie* (Julliard, 1982, rééd. Fayard, 1993) ; *Histoire intellectuelle du libéralisme* (Calmann-Lévy, 1987, rééd. Hachette, 1997) ; *Enquête sur la démocratie* (Gallimard/Tel, 2007).

rablement écrit. Il le prépare et le rédige dans les premières années du Second Empire, qui n'a encore rien de « libéral ». L'humeur de Tocqueville est très sombre. Le coup d'État de Louis-Napoléon, et le régime que celui-ci installe, humilient Tocqueville et le découragent : la France est-elle condamnée à échouer sans cesse aux portes de la liberté politique ? Comment se fait-il qu'après une Révolution qui a abattu l'État monarchique, qui a même fait table rase de la société des ordres, eh bien, la nouvelle société se trouve comme l'ancienne et plus qu'elle sous la main d'un État toujours aussi « vertical », comme nous dirions aujourd'hui ?

Tocqueville est très sévère pour notre Ancien Régime, mais son acte d'accusation a peu à voir avec les diatribes révolutionnaires. À certains égards même son livre est un « tombeau », au sens poétique du terme, de l'Ancien Régime et de ses « grandeurs ». On peut y lire par exemple : *« Il faudra regretter toujours qu'au lieu de plier cette noblesse sous l'empire des lois, [la Révolution] l'ait abattue et déracinée. En agissant ainsi, on a ôté à la nation une portion nécessaire de sa substance et fait à la liberté une blessure qui ne se guérira jamais. »* Mais voici l'acte d'accusation : *« La division des classes fut le crime de l'ancienne royauté, et devint plus tard son excuse. »* En dévitalisant les anciennes institutions qui assuraient la collaboration des classes sans les remplacer par les institutions de la liberté politique, la monarchie enferma chacun dans sa condition, nourrissant ainsi l'individualisme qui fut la condition de la Révolution et se retrouva, plus virulent encore, parmi ses conséquences majeures.

Pour Tocqueville, la Révolution française s'inscrit-elle dans un mouvement vers la démocratie ? Et quels liens y a-t-il entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit démocratique ?

Vous touchez là un point essentiel. Tocqueville est spécialement soucieux de distinguer les deux, que les Français sont portés à confondre en raison de leur expérience historique : la démocratie est venue pour eux avec la Révolution. Cette confusion est particulièrement dommageable en France parce que les démocrates s'y croient obligés d'être révolutionnaires et les antirévolutionnaires d'être contre la démocratie. Ainsi deviennent adversaires politiques irréconciliables de bons citoyens qui devraient partager la même affection pour un régime sachant combiner égalité et liberté. Montrer que l'esprit démocratique est essentiellement distinct de l'esprit révolutionnaire, tel est un des principaux objets de Tocqueville. La démocratie américaine lui fournit l'expérience cruciale qui prouve la thèse : les Américains vivent sous un régime entièrement démocratique – si l'on excepte bien sûr l'institution de l'esclavage dans certains États du sud –, et ils connaissent une vie sociale et politique nettement mieux réglée que les Français. C'est qu'ils sont *« nés égaux au lieu de le devenir »*. Par une cruelle ironie qui n'aurait pas, je crois, trop étonné Tocqueville, les démocrates américains d'aujourd'hui sont portés à renverser sa thèse, et à voir dans l'esclavage non pas l'anomalie, mais la racine indéracinable du régime américain.

Pourquoi Tocqueville a-t-il longtemps été oublié en France, ce qui n'a pas été le cas aux États-Unis, pour être redécouvert assez récemment et être devenu depuis un penseur « incontournable » de toute analyse de la démocratie ?

C'est sans doute parce que le mouvement social et politique a entraîné les Français dans la direction dont Tocqueville souhaitait les détourner. D'un côté, l'esprit révolutionnaire trouva des motifs nouveaux dans l'extension de l'industrie qui, aux yeux des socialistes, particulièrement des marxistes, rendait inévitable une nouvelle et plus radicale révolution ; de l'autre, l'opposition à la démocratie se rendit indépendante de la nostalgie de l'Ancien Régime, et trouva dans la France nouvelle une ressource puissante sous la forme du nationalisme. Un fait me frappe : après 1848, et de plus en plus alors qu'on se rapproche du nouveau siècle, l'intelligence à la fois généreuse et finement discriminante qui caractérise la pensée politique du premier XIX^e^ siècle cède de plus en plus la place à la polémique féroce qui n'accorde rien à l'adversaire.

Socialistes et nationalistes rivalisent, si j'ose dire, de certitude et d'implacabilité. Il y a toujours de grands esprits, en tout cas de grands talents, mais les imaginations sont rétrécies et les cœurs souvent desséchés.

Tocqueville est revenu dans le débat public en France, d'abord grâce à Raymond Aron qui l'a replacé dans l'histoire des sciences sociales, comme un des grands interprètes de la société moderne à côté de Marx, Comte ou Weber. Puis son étoile a brillé en même temps que celle de Marx déclinait : l'expérience du totalitarisme communiste rendait une pertinence frappante à l'idée des potentialités despotiques de l'égalité.

Nos démocraties sont en crise, comme l'abstention record des dernières élections le confirme : Tocqueville est-il une aide pour comprendre cette crise et en sortir ?

La crise actuelle porte à leur paroxysme les tendances décrites par Tocqueville. Je l'ai dit, la démocratie telle qu'il l'entend est moins un régime politique qu'un régime spirituel : elle repose sur un affect extraordinairement puissant et envahissant, à savoir la *« passion de l'égalité »* jointe au *« sentiment du semblable »*. On ne proclame pas seulement que tous les citoyens sont égaux devant la loi, ou qu'un juge ne fait pas acception de la classe, de la race ou de l'instruction des justiciables quand il juge. On veut supprimer toute marque d'inégalité ou simplement de différence dans le corps social. Le sentiment du semblable, la compassion pour *« l'autre souffrant »,* ne sont plus seulement une partie constitutive des sentiments de l'homme social, ils forment l'atmosphère même de la vie collective, ils lui donnent le ton, ils sont commandés par l'autorité sociale et de plus en plus par la loi politique elle-même. Cette religion sociale a bientôt son orthodoxie et ses hérétiques : qui oserait contester que les hommes soient égaux et semblables sinon des esprits pervers ou des cœurs fermés à toute humanité ?

La conséquence de cet empire du semblable, c'est que toutes les différences, naturelles ou acquises, qui structurent la vie humaine – différences des sexes, des générations, des contenus de vie, des formes de vie, des vertus et des vices humains – toutes ces différences qui donnent à la vie humaine sa forme et son sens, son goût aussi, eh bien la religion sociale nous commande de refuser d'en tenir compte dans nos paroles ou nos actions, et d'abord nous interdit de seulement les *voir*. Bientôt la vie réelle, ordonnée par un mélange complexe d'égalité et d'inégalité, de ressemblance et de différence, est pour ainsi dire doublée par une vie irréelle mais obligatoire, où la loi commande d'ignorer la différence des sexes, efface la mention du père, et réforme continuellement la langue afin que celle-ci ne puisse désigner un autre sujet d'attribution que *l'être humain en général*. On veut même effacer la différence entre l'espèce humaine et les espèces animales. Ainsi la religion démocratique nous commande-t-elle de vivre dans une humanité sans rien d'humain qui lui soit propre, sans forme ni ordre, sans autre tâche que d'effacer toute trace de forme ou d'ordre, et finalement toute trace de sens.

« Ainsi la religion démocratique nous commande-t-elle de vivre dans une humanité sans rien d'humain qui lui soit propre. »

La pandémie et les mesures souvent liberticides pour la contenir ont montré que nos concitoyens étaient plus attachés à leur bien-être qu'à leur liberté : est-ce dans la logique de l'analyse de Tocqueville touchant la nature de la démocratie ?

La compassion s'attache d'abord à la souffrance physique. C'est la « pitié » dont parle Rousseau, dans laquelle l'*« animal spectateur »* s'identifie à l'*« animal souffrant »*. En l'absence d'une éducation morale, nous nous bornons à « sentir avec » l'animal « sensible ». Joints au progrès de la médecine, le sentiment du semblable et la compassion ont encouragé la construction de ces extraordinaires « systèmes de santé » qui sont un des accomplissements les plus admirables de la civilisation moderne. Ne nous mentons pas : nous voulons tous être bien soignés ! Bien entendu, plus les ressources et l'attention collectives se fixent sur un domaine particulier, plus la vie commune risque d'être déséquilibrée. Si nous ne savons plus voir que les corps souffrants, et si le seul commandement qui garde sens pour nous, c'est de supprimer ou d'atténuer la souffrance physique, alors nous livrons non seulement nos corps mais nos âmes à la machinerie de prévention et de guérison. Si nos sociétés se sont à ce point organisées autour du souci de la santé, c'est d'abord bien sûr que ce souci est universellement partagé, mais c'est aussi que les autres préoccupations humaines se sont étiolées. Le désir de tout contrôler, naturel aux gouvernements, trouve une matière docile chez des sociétaires dont l'imagination et l'ambition sont de plus en plus rétrécies, et qui ne savent plus s'attacher à quelque chose de plus grand que leur « vie nue ».

Le Capitole, cœur de la démocratie américaine, abrite le Congrès à Washington.

Quel rôle Tocqueville fait-il jouer à la religion dans l'équilibre et la viabilité d'une société démocratique ? Le recul du christianisme en Occident menace-t-il la vitalité démocratique ?

Dans une humanité aspirée par le vertige de la ressemblance, la religion transcendante, et d'abord la religion chrétienne, introduit la différence par excellence. On peut penser qu'au départ, c'est le désir de ramener à nous la transcendance, de domestiquer le Très-Haut, qui nous a engagés dans le mouvement de démocratisation et d'homogénéisation qui parvient à son terme extrême aujourd'hui en Occident. Si c'est le cas, le pronostic vital de notre civilisation est engagé, car comment ranimer le souci de la transcendance alors que nous sommes pris dans un mouvement social et moral *motivé* par le refus de la transcendance ? De fait le christianisme lui-même est aujourd'hui profondément affecté, sinon transformé par ce rejet. La prédication chrétienne courante tend à se confondre avec la religion de la ressemblance humaine. On répugne à prendre sérieusement en considération l'objet de la foi. On confond délibérément le christianisme avec les « autres religions ».

Trouve-t-on chez Tocqueville un lien entre nation et démocratie ? Autrement dit, pour lui la démocratie peut-elle s'envisager n'importe où, à n'importe quelle échelle et indépendamment d'une histoire spécifique ancrée dans une culture et une religion ?

Les analyses de Tocqueville présupposent le cadre national ; il parle des *« nations européennes »* ou des *« nations démocratiques »,* mais il ne thématise pas la question de la nation. Tocqueville élabora sa pensée *avant* que la question nationale ne vienne au centre de la vie européenne. Son approche générale peut cependant nous éclairer. Au fur et à mesure que les progrès de l'égalité démocratique firent se ressembler davantage les sociétés européennes, celles-ci éprouvèrent plus vivement leur caractère national, qui vint au premier plan aussi bien dans leurs relations réciproques que dans le rapport de chaque nation à elle-même. L'homogénéisation intérieure fut pour ainsi dire contre-balancée par le prix sans cesse croissant accordé à la spécificité nationale. Alors que les différentes nations se rapprochaient par leur forme sociale et semblaient aller vers un même avenir, chacune se tourna avec prédilection vers son passé original. L'histoire nationale devint constitutive de la conscience de soi de chacune à un degré que l'Europe n'avait jamais connu. Les institutions qui se rattachaient directement au passé national, les institutions pré-démocratiques donc, comme l'armée ou l'Église, purent acquérir un prestige ou un rôle inédits, celui d'incarner la nation, et éventuellement de fournir un point de référence au rejet de la démocratie.

La démocratie moderne s'est développée dans le cadre national, et en ce sens, démocratie et forme nationale sont étroitement solidaires. D'un autre côté, dans la pulsion nationaliste, la nation apparaît comme la synthèse et la protectrice de toutes ces différences que la démocratie tend à effacer, au risque que ces différences servent surtout d'aliment et de prétexte à la passion antidémocratique.

Aujourd'hui, en Amérique du Nord et en Europe, le mouvement démocratique veut « en finir » avec la nation qui l'a si longtemps nourri et protégé. C'est pourquoi il se tourne avec une agressivité particulière contre les histoires nationales. Alors que l'on impose une similitude imaginaire à tous les éléments de la vie présente, le passé devient cette réserve de différences dont il convient de purger notre mémoire et notre imagination. La nation telle qu'elle s'est développée en Europe combinait le passé, le présent et l'avenir, elle faisait la synthèse des trois dimensions du temps comme aucune forme politique n'avait su le faire jusque-là. Aujourd'hui, la passion de la ressemblance et de l'indistinction entre les hommes est parvenue à un tel degré de virulence que le présent dévore à la fois le passé et l'avenir : le passé parce qu'il fut si différent, l'avenir parce qu'il risquerait d'être très différent.

Propos recueillis par Christophe Geffroy

Tocqueville vu des États-Unis

par Daniel Burns

La popularité durable d'Alexis de Tocqueville auprès des observateurs politiques américains est un bel exemple de la façon dont le tact français vainc la vanité américaine. En se présentant dès ses premières pages comme un humble analyste de notre exemplaire démocratie, Tocqueville gagne rapidement le cœur de ses lecteurs américains. Très vite, ils s'aperçoivent que les rôles sont inversés, et que c'est Tocqueville qui nous apprend à connaître notre propre pays.

Dans tout le spectre politique américain, on se souvient aujourd'hui de Tocqueville pour sa description de ce que nous appelons la « société civile » (bien qu'il n'ait jamais utilisé ce terme). Les Américains reconnaissent et apprécient la description de Tocqueville qui nous dépeint comme une nation de citoyens sociables et actifs, qui canalisent leurs énergies dans des associations plutôt que d'attendre qu'un gouvernement résolve leurs problèmes à leur place. Pour les communautariens de gauche et de droite qui déplorent le récent et grave déclin de ces mêmes associations, Tocqueville est pratiquement un saint patron. La prise de conscience progressive par nos chercheurs en sciences sociales et nos décideurs politiques de ce que l'on appelle désormais souvent le « capital social » – c'est, par exemple, le sujet d'un projet de recherche de la Commission économique mixte du Congrès, à laquelle j'ai eu le privilège de participer en 2019 – s'est accompagnée d'une dette intellectuelle souvent reconnue envers Tocqueville.

D'autres invocations américaines de Tocqueville sont plus visiblement influencées par nos politiques partisanes. La gauche cite occasionnellement ses mises en garde contre l'individualisme ou souligne son éloge du système américain de désétablissement ecclésial. La droite cite un peu plus fréquemment son éloge de la liberté religieuse américaine, ses mises en garde contre la préférence pour l'égalité au détriment de la liberté, ou sa description macabre de la menace du *despotisme doux*. Son autorité reste donc suffisamment importante pour que les différents partis cherchent occasionnellement à s'en réclamer.

Dans une certaine mesure, cette autorité peut reposer sur l'impression erronée que Tocqueville nous a flattés plus qu'il ne l'a fait en réalité. C'est avec embarras que j'admets que la seule phrase tocquevillienne que tout Américain est le plus susceptible d'avoir entendue – une phrase fréquemment citée par les présidents et les candidats à la présidence depuis Eisenhower – est une invention complète : *« L'Amérique est grande parce qu'elle est bonne, et si l'Amérique cesse d'être bonne, l'Amérique cessera d'être grande »,* dit cette flatterie qu'aucun lecteur de Tocqueville ne pourrait prendre pour authentique.

Néanmoins, dans ma propre université (l'une des rares aux États-Unis qui exige encore que chaque étudiant lise Tocqueville avant d'obtenir son diplôme), nous voyons chaque année de jeunes Américains tomber amoureux de lui – non pas parce qu'ils croient qu'il les flatte, mais simplement parce qu'ils se reconnaissent, eux et leurs amis, dans ses observations classiques du caractère américain. Ils sont fascinés par cet étranger d'il y a deux siècles qui semble les connaître mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes. Et des expériences de ce type expliquent certainement en grande partie le respect que lui portent encore les écrivains américains.

Certains aspects moins évoqués

Les théoriciens politiques universitaires comme moi ont tendance à être plus intéressés par les aspects de la pensée de Tocqueville qui sont le moins mentionnés dans le discours public américain. Je n'ai jamais entendu un Américain en dehors de l'université mentionner la façon dont Tocqueville traite des avantages réels de l'aristocratie et de la manière dont certaines pratiques quasi-aristocratiques peuvent atténuer les excès naturels de la démocratie. Son compte rendu rousseauiste de la *« véritable notion » « d'égalité démocratique... entre la femme et l'homme »* dans l'Amérique pré-féministe est également pratiquement inconnu aujourd'hui. Sa description de la religion comme *« la première de leurs institutions politiques »* [aux Américains] et, en fait, son thème plus général de l'importance cruciale des mœurs dans la vie politique, sont à peine mentionnés. La plupart des Américains qui parlent de Tocqueville ignorent qu'il a écrit sur un autre sujet que l'Amérique. Et les tocquevilliens américains non universitaires parlent rarement des vices nationaux que Tocqueville a diagnostiqués avec une clarté dévastatrice : notre manque d'*« indépendance d'esprit et de véritable liberté de discussion »,* notre déférence servile à l'opinion d'une *« majorité »* qui *« vit... dans une perpétuelle adoration d'elle-même »,* notre *« patriotisme irritable »,* notre anti-intellectualisme. Bien sûr, cette façon d'omettre tout un pan de sa

Daniel E. Burns est professeur associé de politique à l'Université de Dallas et président de l'Institut américain de philosophie publique. Il est membre de l'Institut d'écologie humaine de l'Université catholique d'Amérique et contribue à la rédaction de *Public Discourse*.

pensée semble précisément confirmer la pertinence durable de ces diagnostics.

Heureusement, la réputation générale de Tocqueville (quelle que soit la façon dont elle a été acquise) est au moins assez forte pour persuader chaque année un certain nombre d'Américains de le lire eux-mêmes. Ceux qui le font constatent rapidement la sagesse de l'homme qui a observé qu'*« il n'y a que les étrangers ou l'expérience qui peuvent faire parvenir certaines vérités jusqu'aux oreilles des Américains ».*

D.B.

(Traduit de l'anglais par Christophe Geffroy)

Tocqueville et le panthéisme

par Chantal Delsol

Pour Tocqueville, le panthéisme correspond à l'avenir de la démocratie, quand elle sera tombée dans son excès perverti.

Les temps démocratiques sont porteurs de trois dérives potentielles : le matérialisme pur et simple, celui de la mort de Dieu et du sacré ; le panthéisme vague qui serait une dérive du spinozisme ; enfin les pratiques des sectes.

Si les peuples démocratiques n'avaient plus la religion pour leur dire les limites de la liberté, il leur faudrait alors un despote. Le panthéisme deviendrait la religion des sociétés démocratiques dégénérées en despotisme. Il semble bien que chez Tocqueville le panthéisme, vu comme un avenir de la démocratie, coïncide avec la toute-puissance de l'État, comprise comme l'avenir désolant de la démocratie – l'effacement des petits pouvoirs et des corps intermédiaires et parallèlement la montée en puissance de l'État central et de l'administration, les individus étant égaux dans leur faiblesse.

Mais pourquoi le panthéisme ?

Là où les siècles aristocratiques voient surtout des singularités, l'homme démocratique voit des semblables auxquelles les mêmes vérités s'appliquent. La confiance en la raison seule, qui est la même partout, engendre la confiance dans les idées générales. En outre, l'homme démocratique est pressé de réussir sans trop d'efforts : il aime les idées générales qui permettent d'embrasser beaucoup sans trop de peine. L'esprit alors cherche à embrasser tout à la fois, il est monocausaliste, il quête l'unité partout.

La sacralisation de tout

La démocratie mène vers le matérialisme, et la suppression de la transcendance mène au panthéisme : non pas à une désacralisation, comme on le croit souvent, mais à la sacralisation de tout. Il faut rappeler qu'en Europe à l'époque de Tocqueville, les idées révolutionnaires ont suscité une tentation panthéiste, au point de donner lieu à ce qu'on a appelé la Querelle du panthéisme, suscitée par Jacobi. La démocratie est vouée à privilégier l'égalité sur la liberté, donc à engendrer une forme de despotisme, qui correspond au panthéisme plus qu'au christianisme.

Les citoyens sont semblables. Dans la démocratie, ils sont à la fois égaux et libres. La démocratie se caractérise par le lien des deux, et spécialement par l'amour de l'égalité des conditions. Dans tous les temps, les hommes préfèrent l'égalité à la liberté, parce qu'on aperçoit aussitôt les perversions de la liberté, mais on ne voit pas celles de l'égalité qui se déploient dans la dissimulation. En outre, les délices de l'égalité se font sentir plus vite et plus vivement que ceux de la liberté. Ainsi, les égaux peuvent perdre la liberté sans s'en apercevoir. Les hommes de la démocratie aiment tant l'égalité qu'ils sont prêts à perdre la liberté pour la conserver.

Le ressort de l'envie

Entre les égaux, l'envie est naturelle et ardente. Les citoyens de la démocratie cherchent à détruire la singularité. Ils sont semblables et leurs actions aussi, ils croient toutes intelligences égales, ils ne sont intéressés que par eux-mêmes et n'écoutent qu'eux-mêmes, ou bien l'opinion de la masse. Or il n'y a pas d'élus dans le panthéisme, pas de vertueux en attente de récompense. Il n'y a pas de soi ni d'individualité. Le panthéisme défait *« la véritable grandeur de l'homme »,* et c'est exactement ce que recherche la démocratie.

Dans la théologie politique de Tocqueville, un lien se tisse entre le gouvernement centralisé sur des égaux, et le panthéisme. L'uniformité des hommes en démocratie, produit entre eux une sympathie secrète. Ils n'aiment pas les gouvernants, mais aiment le pouvoir central : ils aiment le côté anonyme du pouvoir. Dans le panthéisme, il n'y a pas de pouvoir nommé. Mais tous sont égaux et en sympathie universelle au sein d'un tout innommé. Le chapitre de Tocqueville sur le panthéisme est à la fois bref et redoutable. Inquiétant, parce qu'il peint notre avenir avec des chances de succès. Au début du XXIe siècle, l'écologie est devenue une religion et cette religion est panthéiste.

C.D.

La tactique du hérisson

Tocqueville est un penseur de génie qui a anticipé en partie le monde actuel, mais il s'est heurté à une pierre d'achoppement : comment concilier esprit révolutionnaire et égalité démocratique.

par PHILIPPE BÉNÉTON

Alexis de Tocqueville est un grand esprit de la famille des hérissons. Les écrivains, dit à peu près Isaiah Berlin, se distribuent en deux espèces : les hérissons qui restent dans le même lieu intellectuel leur vie durant et les renards qui s'ébattent de place en place. L'écrivain politique Tocqueville a choisi délibérément la tactique du hérisson (les piquants en moins), il resserre sa pensée autour de quelques idées-mères dont il explore toutes les facettes et dont il poursuit inlassablement toutes les implications. Quelles idées-mères ? Elles tiennent, semble-t-il, en trois propositions :

1) La grande affaire du monde moderne, c'est la démocratie ou l'égalité ;

2) La grande cause par excellence, c'est la liberté ou plus précisément la liberté associée à l'esprit de religion ;

3) Le parasite ou l'importun, c'est la révolution ou plutôt l'esprit révolutionnaire.

Toute la vie intellectuelle de Tocqueville se résume à une réflexion sur ces thèmes, une réflexion opiniâtre et tourmentée d'où sont sortis deux grands livres : *De la démocratie en Amérique* (1835 et 1840) d'abord dont le premier volume fit de lui un homme célèbre à trente ans, et puis quand le coup d'État du 2 décembre 1851 le rendit à son métier d'auteur *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856) dont le second volume est resté inachevé. Entretemps Tocqueville s'était engagé avec cœur dans le métier politique – il fut député de 1839 à 1851 et un temps ministre sous la II^e^ République – mais il resta toujours un homme politique en marge et ses ambitions furent déçues. En toutes circonstances il demeura indéfectiblement fidèle à la même cause, celle qui inspira toute sa vie : la cause libérale (version tocquevillienne).

Cette grande œuvre cependant est une œuvre inaccomplie. Tocqueville n'est pas parvenu à résoudre le problème qui est au cœur de sa pensée – il tâtonne, rectifie, reprend et jamais n'aboutit. Ce problème est celui-ci : comment penser d'un seul tenant cette grande révolution démocratique ou égalitaire qui engendre aujourd'hui un monde nouveau et cet événement formidable et singulier que fut la Révolution française ? Comment penser ensemble la dynamique de l'égalité et celle de la Révolution, ou plus précisément comment emboîter la dynamique de la Révolution dans celle de l'égalité ?

« Il demeura indéfectiblement fidèle à la même cause, celle qui inspira toute sa vie : la cause libérale. »

Un monde nouveau

D'un côté Tocqueville est intimement convaincu que sur les terres nouvelles d'Amérique et au sein des vieilles sociétés d'Europe, les temps ont changé ou sont en train de changer. Un même destin commande : les Américains sont nés égaux, les Européens sont en train de le devenir. La grande révolution démocratique qui travaille l'humanité chrétienne depuis des siècles est parvenue à un seuil : un monde meurt, celui de la vieille société aristocratique, une ère nouvelle s'ouvre, celle de la société moderne, caractérisée par l'état social démocratique. D'un monde à l'autre, les relations entre les hommes ont changé de nature. La société moderne est radicalement nouvelle et cette nouveauté tient à l'esprit qui l'anime, l'esprit démocratique : les hommes s'y pensent, s'y sentent égaux.

D'un autre côté Tocqueville est tout proche de cette Révolution française qui a stupéfait le monde, qui a envoyé en prison ou à l'échafaud ses parents, grands-parents et son arrière-grand-père (Malesherbes), et qui semble bien mettre l'histoire politique française à part. Comment déchiffrer ce que les contemporains ont perçu comme une tempête inouïe et sans précédent ? Pour Tocqueville, le sens général de l'événement est clair, il découle de sa vision de l'Histoire : la Révolution s'inscrit dans un mouvement qui la dépasse, elle est une « révolution démocratique » en ce sens qu'elle s'insère dans la marche du monde moderne vers l'égalité. Mais pourquoi cette marche vers l'égalité a-t-elle pris ici cette allure effrénée et sanglante ? Comment penser ensemble mouvement démocratique et crimes jacobins ? La difficulté taraude Tocqueville et nourrit son inquiétude sur l'avenir poli-

tique de la France. Il y a eu, explique-t-il, au cours de cette révolution démocratique, un élément parasite qui s'est greffé sur elle. La Révolution a commencé par le magnifique élan de 1789 où s'alliaient l'esprit d'égalité et l'esprit de liberté puis elle a rapidement dérapé sous l'emprise de cet esprit parasite, un esprit de rupture, de violence et de tyrannie, qu'il nomme d'après Royer-Collard l'esprit révolutionnaire. Tocqueville est ici au diapason des autres libéraux de son temps, il est amené à trier au sein de la Révolution et de son héritage le bon grain de l'ivraie. L'homme politique Tocqueville s'est opposé à Guizot, il n'en partage pas moins le même objectif : purger la France postrévolutionnaire des survivances de l'esprit révolutionnaire, en ce sens terminer la Révolution.

L'esprit révolutionnaire

Mais la difficulté subsiste : quelle est l'origine, la postérité de cet esprit révolutionnaire qui a engendré tant de malheurs ? En termes tocquevilliens, la question se complique : d'où vient cet esprit parasite des temps démocratiques ? Quel est son avenir au sein des sociétés démocratiques ? Et en définitive : quels rapports entretiennent l'esprit révolutionnaire et l'esprit démocratique ? Tocqueville n'a cessé de buter sur ces questions.

Il les a pourtant tournées et retournées dans tous les sens dans *La Démocratie en Amérique,* et surtout le second volume, où court une comparaison implicite entre la version américaine de la démocratie, une démocratie sans révolution (nul « Ancien Régime » à détruire) et la démocratie à la française, née sous la forme d'une révolution démocratique. Mais Tocqueville hésite, oscille, en fin de compte semble déclarer forfait. Il présente d'abord les passions révolutionnaires comme des passions démocratiques poussées à l'extrême puis il les oppose en expliquant que l'esprit démocratique tend à éteindre les passions révolutionnaires. La question n'est pas tranchée (1). Elle ne l'est pas davantage dans *L'Ancien Régime et la Révolution* où il joue à nouveau sur deux registres. D'un côté il développe avec force sa thèse fameuse, fidèle à son idée-mère, qui fait rentrer la Révolution dans le rang : la subversion révolutionnaire n'a fait que poursuivre la subversion monarchique de la vieille société aristocratique et perfectionner à son tour l'État centralisé que couronnera l'œuvre de Bonaparte ; la Révolution n'est donc qu'un moment parmi d'autres, même s'il est particulièrement agité et violent, de la marche continue vers l'égalité. Mais d'un autre côté il donne les éléments d'une autre interprétation où la Révolution reprend les couleurs d'un phénomène neuf, inédit dans l'Histoire : des principes qui sont une « religion nouvelle », des acteurs qui sont des « êtres nouveaux », « d'une espèce inconnue »... autrement dit, cet esprit révolutionnaire qui a quelque chose d'irréductible et sur lequel achoppe toujours l'idée-mère de Tocqueville. Une part de la Révolution reste énigmatique et jusqu'au bout Tocqueville se heurtera à cette énigme. Voici ce qu'il écrivait un an avant sa mort à son ami intime Kergorlay alors qu'il travaillait au second volume de *L'Ancien Régime et la Révolution* :

« Il y a de plus dans cette maladie de la Révolution française quelque chose de particulier que je sens sans pouvoir le bien décrire, ni en analyser les causes. C'est un virus d'une espèce nouvelle et inconnue. Il y a eu des Révolutions violentes dans le monde ; mais le caractère immodéré, violent, radical, désespéré, audacieux, presque fou et pourtant puissant et efficace de ces révolutionnaires n'a pas de précédents, ce me semble, dans les grandes agitations sociales des siècles passés. D'où vient cette race nouvelle ? Qui l'a produite ? Qui l'a rendue si efficace ? Qui la perpétue ?.. Indépendamment de tout ce qui s'explique dans la Révolution française, il y a quelque chose dans son esprit et dans ses actes d'inexpliqué. Je sens où est l'objet inconnu, mais j'ai beau faire, je ne puis lever le voile qui le couvre. Je le tâte comme à travers un corps étranger qui m'empêche soit de le bien toucher, soit de le voir » (2).

II

Reprenons. Vue par Tocqueville, la scène moderne se présente ainsi : la cause de l'égalité a gagné mais la cause de la liberté se trouve toujours en balance. La cause de l'égalité a gagné parce que la société aristocratique est morte ou en train de mourir irrévocablement. L'esprit aristocratique s'efface qui était un esprit faux mais dont il faut néanmoins tenter de préserver un élément : l'esprit d'excellence. En revanche la cause de la liberté, celle à laquelle Tocqueville est attaché de toutes ses fibres, est en suspens, hypothéquée par les conséquences possibles du mouvement démocratique, menacée directement en France par ce qui survit de l'esprit révolutionnaire. De là découlent les deux questions qui sont au cœur de la pensée de Tocqueville et dont on a vu qu'il ne les a jamais dissociées :

1) quelle est la logique de cet esprit démocratique, quels dangers fait-il courir à la liberté humaine (et à l'excellence humaine) ?

2) quelle est l'origine et la postérité de cet esprit révolutionnaire qui empoisonne la politique française depuis la Révolution ?

Or c'est en voulant penser d'un seul tenant ces deux questions qu'il s'est condamné au rouet.

Tocqueville n'a considéré l'esprit révolutionnaire que comme une maîtresse abusive ou une fille bâtarde de l'esprit démocratique, par là il s'est interdit de penser, ou de penser jusqu'au bout, cet esprit révolutionnaire comme un rival de plein droit de l'esprit démocratique et de nature à le subvertir totalement. Convaincu que le monde moderne était façonné d'abord et avant tout par l'esprit démocratique, il est resté prisonnier d'une vision trop homogène du monde et par là d'une vision trop homogène de la Révolution française. *Tocqueville a été l'analyste génial de l'esprit démocratique. Sa pierre d'achoppement a été l'esprit révolutionnaire.* Il a mis en lumière la dynamique de l'égalité, il n'a pas su déchiffrer la dynamique révolutionnaire.

Peut-être Tocqueville est-il resté prisonnier d'une autre manière de l'esprit démocratique. Je veux dire ceci : les acteurs privilégiés de l'Histoire selon Tocqueville, ce sont les hommes ordinaires, leurs idées et leurs sentiments. Ce sont les hommes moyens qui animent, conduisent les sociétés démocratiques, dans le cas de la Révolution française ce sont « les Français » ou « la nation » qui en règle générale font l'Histoire. Tocqueville sous-estime le rôle des minorités au sein du processus révolutionnaire et peut-être aussi au sein de la dynamique égalitaire. Sans doute note-t-il à plusieurs reprises le rôle que jouent les minorités sous la Révolution et les pratiques d'usurpation de la volonté du peuple, mais il ne pense jamais jusqu'au bout cette subversion qui ne fait pas que corrompre la démocratie politique mais la transforme en une fiction ou une apparence. La pente de son esprit le ramène toujours à des causes générales et à la logique démocratique qui est l'idée-mère de son interprétation. En cela, il cède, semble-t-il, à un travers où il voit lui-même un penchant de l'esprit démocratique : l'abus des idées générales.

Aux États-Unis, Tocqueville a vu un peuple maître de lui-même, en France il a entendu résonner au travers de la mémoire du temps et de ses propres recherches la rhétorique révolutionnaire invoquant inlassablement la *« volonté du peuple »*. N'a-t-il pas été victime de ce que Augustin Cochin appelle le grand fétiche de la Révolution française : le *« Peuple »* acteur de son Histoire ?

III

Si cette interprétation est juste, Tocqueville est un guide incomparable pour comprendre une grande part du monde moderne mais non tout le monde moderne. De fait l'Histoire s'est chargée à la fois de le confirmer et de le démentir.

Dans le second volume de *La Démocratie en Amérique*, il y a, on l'a noté, bien des variantes, mais il y règne malgré tout une tonalité dominante : le risque révolutionnaire tend à s'effacer au sein des sociétés démocratiques, grâce pour ainsi dire à l'esprit démocratique qui porte à une vie paisible, repliée sur la sphère privée, orientée vers le bien-être et dénuée de passions politiques. Le point d'orgue de cette analyse est le chapitre fameux où l'auteur prend l'exact contrepied de l'opinion courante et des justifications que donne Guizot à la *« politique de résistance »* qu'il préconise, c'est-à-dire le chapitre où il explique *« pourquoi les grandes révolutions deviendront rares »* dans les siècles démocratiques. L'inquiétude de Tocqueville change alors d'objet : non plus le risque d'une nouvelle révolution politique – la Révolution française est terminée – mais les conséquences possibles ou prévisibles du mouvement démocratique, l'atomisation sociale, l'individualisme extrême, le développement d'une nouvelle forme de despotisme (un pouvoir tutélaire, envahissant mais prévoyant et doux, un État-providence, version extrême, en quelque sorte).

Une vision prémonitoire

Mais Tocqueville a anticipé sur l'Histoire et en particulier sur l'Histoire de France. Cette démocratie paisible où triomphe l'individualisme, cette société tranquille où l'esprit d'égalité et les ambitions matérielles énervent les âmes mais n'excitent nulle passion politique, ce n'est pas la France du XIX^e^ siècle où subsiste l'esprit révolutionnaire, c'est la société française d'aujourd'hui où les traditions révolutionnaires sont mortes, c'est plus généralement la société occidentale de notre temps où l'individualisme égalitaire déploie depuis peu toute sa force. Relue aujourd'hui, *La Démocratie en Amérique* témoigne d'un éclatant génie de sociologue. En creusant la dynamique de l'égalité, Tocqueville déchiffre notre vie sociale, donne les clefs pour comprendre nos relations avec nos semblables.

En revanche il a préjugé à tort de l'avenir politique de la France. Le démenti – la révolution de 1848 – n'a pas tardé, sonnant le glas de ses illusions. Il les a d'ailleurs avouées lui-même dans un passage de ses *Souvenirs* où perce un sentiment de désespoir : la Révolution française finira-t-elle un jour ? La France pourra-t-elle un jour gagner le port ?

« La monarchie constitutionnelle avait succédé

« Tocqueville sous-estime le rôle des minorités au sein du processus révolutionnaire. »

à l'Ancien Régime; *la République à la Monarchie; à la République, l'Empire; à l'Empire, la Restauration; puis était venue la Monarchie de Juillet. Après chacune de ces mutations successives, on avait dit que la Révolution française, ayant achevé ce qu'on appelait présomptueusement son œuvre, était finie: on l'avait dit et on l'avait cru. Hélas! Je l'avais espéré moi-même sous la Restauration, et encore depuis que le gouvernement de la Restauration fut tombé; et voici la Révolution française qui recommence, car c'est toujours la même. À mesure que nous allons, son terme s'éloigne et s'obscurcit... J'ignore quand finira ce long voyage; je suis fatigué de prendre successivement pour le rivage des vapeurs trompeuses, et je me demande souvent si cette terre ferme que nous cherchons depuis si longtemps existe en effet, ou si notre destinée n'est pas plutôt de battre éternellement la mer »* (3).

Il faudra du temps à la France pour arriver au port et le temps des révolutions ne sera pas encore fini. Au XXe siècle, la Révolution bolchevique prendra le relais dont les acteurs se présenteront comme les héritiers de la Révolution française. Les bolcheviks mettent également à bas une vieille société aristocratique et ils construisent sur ses décombres un ordre social nouveau qui se glorifie d'incarner la vérité de la démocratie. Pourtant la dynamique de cette révolution échappe manifestement aux catégories de Tocqueville et ses analyses ne sont pas ici d'un grand secours. Il y a autre chose (4). Tocqueville parle d'or mais dans un registre seulement.

IV

Tocqueville n'explique pas toute la Révolution française, il n'explique pas tout le monde moderne. L'un et l'autre sont liés. Il y a plusieurs dynamiques à l'œuvre au sein du monde moderne, il y a plusieurs dynamiques nées de la Révolution française: la dynamique de l'égalité et celle que nous appellerons la dynamique de l'idéologie. La Révolution française n'est donc pas un bloc, elle est composite. Mais elle ne doit pas être décomposée de la manière classique, celle des libéraux du XIXe siècle qui opposaient 1789 et 1793. La distinction, semble-t-il, joue dès 1789.

Ce caractère composite explique pourquoi la Révolution française a pu être tantôt opposée, tantôt apparentée à la Révolution américaine. D'une part, la Révolution française est animée d'une dynamique propre qui fait sa singularité et dont l'héritage explique largement la spécificité de l'Histoire politique française. C'est cette même dynamique ou une dynamique de même type qui a animé la Révolution à l'Est et dont la force acquise s'est brisée avec l'effondrement du régime soviétique; et c'est cet héritage qui vient de s'effacer de la politique française. En ce sens la Révolution française est terminée.

D'autre part la Révolution française est de la même famille que la Révolution américaine: elle marque l'entrée dans le monde de l'égalité. Et c'est cette dynamique de l'égalité qui redouble aujourd'hui, entraînant aussi bien la société américaine que la société française. En ce sens la Révolution (française ou américaine) continue. Ainsi s'explique, nous semble-t-il, la fin de l'exception française.

Si cette analyse est juste, la période contemporaine est une période de rupture, même si elle n'est pas toujours perçue comme telle. La Révolution française n'a pas seulement provoqué une explosion formidable qui a ébranlé le monde et allumé un brasier dont le feu vient seulement de s'éteindre, elle a, en même temps que la Révolution américaine, posé une bombe à répétition dont les effets travaillent nos sociétés et les travaillent comme jamais depuis « l'explosion » des années 1960. Le statut de la politique, la nature des relations sociales en ont été profondément modifiés.

Tocqueville est mort sous l'Empire autoritaire affligé de tristesse. Lui qui n'avait jamais réfléchi sur l'Histoire que pour éclairer l'avenir et promouvoir la cause d'une liberté réglée et digne, il voyait le présent, un aventurier devenu despote, les coquins au pouvoir, la servilité sans vergogne, démentir ses analyses et ses espérances. Serait-il délivré aujourd'hui de sa tristesse ou de son anxiété? Certes la Révolution française comme révolution politique est terminée, mais la révolution démocratique dont il redoutait les conséquences déborde de toutes parts. Interminable Révolution.

Philippe Bénéton

(1) Voir Jean-Claude Lambert, *Tocqueville et les deux démocraties*, Paris, PUF, 1983. L'auteur détaille avec finesse les variantes de la pensée de Tocqueville mais il en tire des conclusions à nos yeux contestables.
(2) *Correspondance Tocqueville-Kergorlay,* O.C.T., XIII, vol. II, Paris, Gallimard, 1977, p. 337-338 (lettre du 16 mai 1858). Sur *L'Ancien Régime*, v. les analyses de François Furet dans *Penser la Révolution française,* Paris, Gallimard, 1978, p. 173-211 et dans le *Dictionnaire critique de la langue française,* sous la direction de F. Furet et Mona Ozouf, Paris, Flammarion, 1988 (art. Tocqueville).
(3) *Souvenirs*, O.C., T. XII, Paris, Gallimard, 1964, p. 87.
(4) Comme il y a, et cette fois-ci de façon évidente, autre chose dans le cas du nazisme qui rompt officiellement avec l'universalisme démocratique et se met délibérément en marge du monde dont parle Tocqueville. Nous ne traiterons pas ici du phénomène nazi qui d'une certaine manière apparaît comme un corps étranger (délibérément barbare) au sein du monde moderne. Autrement dit, la barbarie du nazisme était déjà dans les idées alors que la barbarie du communisme s'est manifestée dans la mise en œuvre d'idées qui n'étaient pas barbares en elles-mêmes mais qui étaient radicalement fausses.

Giotto et saint Joseph (1/3)

À la faveur du 150e anniversaire de la proclamation par le bienheureux Pie IX de l'Époux de la Vierge Marie comme Patron de l'Église universelle (8 décembre 1870), le pape François a promulgué une année dédiée à saint Joseph, qui a commencé le 8 décembre dernier et qui s'achèvera le 8 décembre prochain. Pour contribuer à cette année « joséphine », nous vous proposons un commentaire de trois œuvres picturales parmi les plus célèbres qui représentent saint Joseph. Ce mois-ci, une Nativité de Giotto.

par l'abbé CHRISTIAN GOUYAUD

Contemplons le mystère de la Nativité avec les yeux de Joseph, à partir de la fresque de la *Nativité* de Giotto dans la chapelle des Scrovegni à Padoue. Dans cette fresque, Joseph est au premier plan parce que, en effet, il joue un rôle décisif. Il tient lieu, non pas tant de père mais du Père. Il ne tient pas lieu de père humain mais il tient lieu du Père qui est aux cieux. Joseph, en ce sens, pourrait fort bien être désigné comme étant « le vicaire du Père », celui qui tient lieu du Père. C'est lui qui, conjuguant le sens civique, en se conformant à l'ordre de recensement émanant de César Auguste, et l'obéissance au dessein divin selon lequel il convenait que Jésus fût reconnu comme le fils de David, c'est donc lui, Joseph, qui conduisit Marie et l'enfant qu'elle portait à Bethléem, précisément la cité de David. C'est lui qui, expérimentant que le Verbe *est venu parmi les siens et que les siens n'ont pas reçu*, devant l'affichage complet de l'hôtellerie, trouva l'étable de Bethléem comme le lieu de fortune le moins inapproprié pour l'accouchement de l'enfant.

Si, dans la fresque de Giotto, Joseph est au premier plan, il n'est cependant pas au centre de la scène. Joseph est bien là. Giotto met en valeur sa présence, alors que Joseph est souvent absent dans les *Nativité*. Mais Joseph se tient volontairement en retrait. Il sait que le mystère qu'il contemple le dépasse. Le centre, le cœur de la scène, c'est Jésus et c'est Marie. Joseph est celui qui assume parfaitement de n'être pas le protagoniste, qui reste à sa place, qui n'usurpe jamais un rang qui n'est pas le sien. Dans une telle proximité avec le divin, il est la figure antithétique de Lucifer qui voulut avoir par lui-même ce qu'il avait reçu et être « comme Dieu ».

Curieusement, de prime abord, Joseph tourne le dos à Marie allongée, laquelle prodigue ses soins à l'enfant qu'elle vient de mettre au monde. Joseph se tient de dos

comme Moïse devant la théophanie du Sinaï. Joseph se tient encore de dos parce qu'il sait qu'il y a un lien ineffable entre Marie et Jésus et il ne veut pas, en quelque sorte, profaner cette intimité sacrée par quelque regard indiscret. Joseph n'a sans doute pas l'art de la formule comme Jean-Baptiste : « *Il faut qu'il croisse et que je diminue* » – en réalité, Joseph ne dit rien – mais il comprend qu'il faudra que l'enfant grandisse et que lui diminue proportionnellement et s'efface progressivement, ce qui est le secret de l'éducation. Joseph est semblable à la sentinelle qui reste à l'extérieur du campement qu'il protège, et ce campement, c'est la tente de l'humanité que le Verbe a plantée parmi nous.

« À supposer qu'il dorme, nous savons tous que le sommeil de Joseph est paradoxal car c'est un sommeil de vigilance. »

Il n'est pas vrai, comme on peut le lire dans certains commentaires assez futiles, que, dans la fresque de Giotto, Joseph déprime à l'écart. Non, Joseph ne boude pas dans son coin ! Son expression est paisible. Il est assis à même la terre et est assoupi. Ses yeux sont clos car son regard est porté vers l'intérieur. Joseph, nous dit en substance saint Matthieu, est celui qui considère par-devers lui ce qu'il doit accomplir comme homme juste. C'est là qu'il met en œuvre ces deux traits qui lui sont si caractéristiques, selon Benoît XVI : sa faculté de percevoir le divin et sa capacité de discernement. À l'instar de Marie, Joseph *« conserve avec soin toutes ses choses les méditant en son cœur »*.

À supposer qu'il dorme, nous savons tous que le sommeil de Joseph est paradoxal car c'est un sommeil de vigilance. Joseph, en s'endormant, se met en capacité de recevoir des instructions en songe puisque, en effet, l'ange l'instruit toujours en songe. Peut-être l'ange du Seigneur l'avertit-il déjà de fuir en Égypte ? Quoi qu'il en soit, c'est vraiment le *« sommeil du juste »* car Joseph est le « Juste » par excellence et que le sommeil de l'homme, comme preuve de confiance, d'abandon et d'espérance, est, selon Péguy, « *l'ami de Dieu* » !

C.G.

Des slogans et des âmes

par l'abbé Hervé Benoît

Nous avons évoqué ici, à plusieurs reprises, ces expressions toutes faites qui obscurcissent et appauvrissent la pensée et la réflexion. Elles évoluent parfois en « slogans ». De privées ou psittacisme, elles acquièrent un statut de refrain officiel, martelé par les autorités.

Ainsi, les foules ont l'attention occupée du soir au matin et d'un bout à l'autre du spectre social par une sorte d'incantation magique, dont il faut discuter et qui efface tout autre préoccupation. Une « devise » pouvait avoir du bon autrefois. Elle résumait un idéal, une orientation morale. De graves commentateurs ou des artistes, l'illustraient ou l'expliquaient, pour encourager à la vertu ou au bien commun. Nous ne parlons pas de cela. Le slogan, c'est la formule, martelée, serinée du matin au soir. Sa fonction est purement mobilisatrice de l'« être collectif », en d'autres termes de la foule. Les mots les plus beaux sont ainsi vidés de leurs sens, souillés, corrompus même, par un usage intempérant. Trop de mains sales et d'esprits tordus les ont manipulés sans égards.

Ne croyons pas que le « monde » soit le seul fautif et la sainte Église exempte de reproches en ce domaine. Ce mal universel nous touche aussi. Chez nous, il y a presque autant d'excitations collectives résumées par des slogans, autant de d'injonctions officielles et obligatoires aujourd'hui, évaporées comme rosée du matin au soleil demain, d'excitations des rivalités et des ambitions, de modes « *omniprésentes et oppressantes tout d'abord, puis soudain stériles et oubliées* » (Chesterton).

On n'ose le dire, par peur d'être mal compris, mais la liste est longue, et un peu d'archéologie pourrait encore l'allonger, de ces mots devenus fous : « fraternité », « synodalité », « nouvelle évangélisation », « signes des temps »… Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Quelques affiches froissées dans un coin d'église ou de presbytère, des mètres linéaires de brochures, thèses et commentaires sur les rayons poussiéreux de bibliothèques abandonnées ? Ce ne serait pas si grave s'il n'y avait aussi des vies brisées, des élans étouffés, des vocations avortées parce que certains ont eu l'outrecuidance, ou simplement le bons sens d'émettre quelques réserves sur ces emballements ? De ne pas dresser des autels à ces idoles provisoires ? De dire que le roi était nu ? De vouloir que l'on s'entende sur le contenu et que l'on prenne garde à l'instrumentalisation des mots ?

« *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde.* » Qu'Albert Camus l'ait prononcée ou non, cette phrase exprime étonnamment bien ce que nous voulons dire (ce n'est pas un slogan !). Gardons-nous donc de ces crises de fièvre inutiles et dérisoires. Luttons contre autant d'énergie gaspillée pour courir après la mode et l'esprit du temps, tandis que l'essentiel pourrait bien avoir été mis de côté. Pratiquons « *le refus de s'exciter dans l'excitation générale* » (Chesterton).

H.B.

John Knox

Un réformateur écossais

Homme des entreprises audacieuses et des revers, doté d'une rigueur de dialecticien au service de la certitude, John Knox (v. 1513-1572) a été ce disciple fervent de Calvin qui a ouvert la voie, chez lui, à l'établissement du presbytérianisme.

par MICHEL TODA

Pays des bourbiers et des landes pluvieuses, l'Écosse, au milieu du XVIe siècle, évoquait encore une terre désolée, lointaine et assez farouche, terre parcourue de bandes errantes, terre où les antagonismes de clans entretenaient une agitation perpétuelle – quoique dans les villes de l'est et du sud se rencontraient, outre des écoles florissantes, une bourgeoisie industrieuse et un commerce actif qui commençaient à y bâtir en pierre. Résidence royale, siège de la justice et du gouvernement, Édimbourg d'ailleurs, peuplée de trente mille habitants, disposait d'une grand-rue qu'on admirait pour sa largeur et son pavage... Mais, à la campagne, le délabrement des lieux de culte était général.

À l'origine

Or un tel déclin reflète celui de l'institution. Ainsi que l'avoue le synode provincial de novembre 1549, les deux causes et racines principales du malaise ou du mal-être sont la corruption des mœurs chez les ecclésiastiques de presque tous degrés et leur ignorance crasse des arts libéraux. Après quoi le synode de janvier 1551-1552, constatant derechef que le gros du clergé a trop peu d'instruction pour enseigner la foi, recommande aux desservants de ne pas monter en chaire sans s'être entraînés à la lecture. Car, chose grave, et bien davantage que les grimaces de la satire, et d'une portée qui touche aux fondamentaux, s'enfle maintenant et hausse le ton une harcelante critique. Face à une Église dont les collégiales, abbayes, monastères accaparent les revenus de paroisses misérables ; dont les prélats et autres dignitaires amoncellent prébendes et scandales au détriment des tâches éducatives et pastorales ; dont les gestes perdent leur aura en perdant leur sens. Dès lors, si le sacré désertait ses anciens supports (l'autel qui le préserve, l'hostie qui l'incarne, le prêtre qui la donne, la hiérarchie qui valide l'onction) et pouvait se découvrir sans médiation, qu'adviendrait-il du catholicisme ?

Étudiant à l'université de Saint Andrews jusqu'au grade de maître exclusivement, ordinand en 1536 et engagé dans l'administration et le tutorat, Knox apparaît en 1540 en sa qualité de prêtre (« schir » John Knox) dans des affaires de transaction entre fermiers. Déjà il s'est constitué un arsenal d'autorités et de références patristiques et profanes, a compulsé histoires et chroniques, surtout se plonge dans la Bible qui va orienter toute sa pensée. Laquelle, vers 1547, aura tracé les grandes lignes d'une théologie invariable, jointe à une agressivité oratoire, à une rigidité doctrinale forgées pour défier les épreuves (comme ses dix-neuf mois à ramer, prisonnier des Français, sur les galères d'Henri II).

L'Angleterre

Libéré en février 1549, l'Angleterre hospitalière lui convient mieux que l'Écosse où le comte d'Arran, régent au lendemain de la mort de Jacques V, s'apprête à laisser sa place à Marie de Guise, veuve du souverain – Angleterre de l'enfant Edouard VI et de Cranmer, archevêque de Canterbury, qui l'emploie au service de la Réforme, l'élève au rang de chapelain royal, lui permet de prêcher à Windsor et à Hampton Court. Ce fut pour lui une période d'exaltation et de prestige, étouffée avec le décès (redouté) d'Edouard et l'accession au trône de sa demi-sœur Marie Tudor en juillet 1553 (comparée un peu plus tard à Athalie et à Jézabel par un homme résolu à souffrir plus que la pauvreté ou l'exil, bref, à demeurer simple soldat et porte-étendard d'une religion céleste).

De Dieppe, son premier refuge, John Knox allait se transporter à Genève, la quitter, y revenir en mars 1555 quand triompha le parti de Calvin, puis soudain, « *à la fin des moissons* », surgir à Édimbourg. On se pressa autour de lui. On l'accueillit dans les provinces. Et il put, en des maisons privées, célébrer la cène. Même, dix jours durant, prêcher à l'intérieur du palais épiscopal de Dunkeld. Pourtant, à l'été 1556, Genève, cette « *parfaite école du Christ* », l'avait retrouvé tandis qu'en Écosse, aussitôt envolé, l'Église catholique le brûlait en effigie. Néanmoins, à la fin de 1557, sollicité une fois de plus, et guettant à Dieppe la chance d'un bateau, loupage complet et retour sur les bords du Léman.

Que rachetèrent à pic deux textes de 1558 : un *Appel à la noblesse et aux états* et une *Lettre à la Communauté d'Écosse,* respectivement adressés aux lairds (pour qu'ils convoquent les évêques et le clergé devant eux et le peuple et que Dieu juge par sa Parole) et à ses « *chers frères bien-aimés* » pour leur demander de prendre en main la réformation.

La réformation

Cette dernière s'organisait, s'étendait, se durcissait. Se heurtait aussi à la régente. Accompagnée, sous les yeux de Knox, réapparu dans Édimbourg le 2 mai 1559, de « *monuments d'idolâtrie supprimés et habitudes superstitieuses abolies* ». Conseiller, interprète, secrétaire de la coalition protestante ou « Congrégation », il a mission de traverser le pays, d'exhorter, de communiquer les mots d'ordre. Mais la régente déposée puis restaurée, la Congrégation tenue en échec et sa tête mise à prix, rôde le découragement – qu'anéantit son roboratif sermon de Stirling. Au reste, avec l'intervention d'Élisabeth, nouvelle reine d'Angleterre, la mort de la régente et le départ du corps expéditionnaire français qui la soutenait, changement de décor ! Une assemblée requiert, dans un style knoxien, l'abandon d'« *erreurs pestilentielles* » comme la transsubstantiation, l'adoration de l'hostie, le salut par les œuvres, les indulgences, le purgatoire, les pèlerinages, la prière aux saints. En août 1560 sont votées (sans résistance des évêques) une Confession de foi et plusieurs lois qui interdisent la messe et abrogent la juridiction du pape. La *Kirk* ou Église d'Écosse, moins Église d'État qu'Église de citoyens, avant d'achever sa structure organique et d'être munie des moyens matériels de sa subsistance, obtient ainsi sa reconnaissance officielle.

Marie Stuart

Ladite structure organique, plus précisément les statuts de l'Église naissante attendit la promulgation du *Livre de Discipline* (1561) et ses éclaircissements sur les deux sacrements, dépouillés de tout apparat : l'eau pour le baptême, le pain et le vin pour la cène. Knox, quant à lui, s'il a refusé une fonction de surintendant, garde un rôle éminent, ministre de Saint Giles dans la capitale. Mais voilà Marie Stuart, fille de Jacques V, veuve à dix-huit ans de François II, et catholique obstinée, qui est arrivée en son royaume écossais. L'exercice de la religion réformée ? Elle ne veut pas le troubler. Les cérémonies du culte auquel elle appartient ? Elle accepte leur caractère resserré… et se permet à sa chapelle d'Holyrood l'assistance à la messe. Grande irritation de Knox, mandé au château le 4 septembre 1561, qui clôt l'entretien par une longue diatribe contre l'Église romaine, « *prostituée, mère de toutes les fornications spirituelles* ». De John Knox ulcéré de voir la noblesse moins occupée au redressement moral qu'aux divertissements et revenu devant la reine le 15 décembre 1562, puis à deux reprises en 1563, drapé du manteau des prophètes hébreux et répondant, menace à la bouche, au projet monstrueux qu'elle a formé de choisir « *un époux d'entre les infidèles* ».

Statue de John Knox à Haddington (Écosse).

Chef intraitable de l'opposition, il n'avait jamais aspiré au pouvoir malgré son ascendant naturel, ni rêvé d'une théocratie dont il serait l'oracle. En 1564 la *Kirk* vivait très chichement, les anciens meneurs de la Congrégation, taxés de tiédeur, ne s'en préoccupaient guère, et, au surplus, la maladie, l'âge, l'usure du travail l'assombrissaient. Également, en 1565, la crainte que l'ingrate Écosse, plus prodigue, grinçait-il, d'athées que de papistes consommés, retourne à sa vomissure. Par suite, spectateur d'événements qui lui échappent, le Retrait, non la retraite (il prêchera le sermon quand la couronne fut posée un instant, le 29 juillet 1567, sur la tête du petit prince Jacques en faveur duquel sa mère – dont il réclame le jugement comme adultère et criminelle – était contrainte d'abdiquer), l'emporte peu à peu. Dans ce pays en proie aux règlements de comptes et aux troubles sanglants qui l'obligeraient en 1571 à descendre de sa chaire de Saint Giles et à sortir d'Édimbourg. Où il rentre en août 1572, trois mois avant d'expirer.

Somme toute, vivant et agissant au sein d'une société accoutumée à la violence mais tenant à la légalité, Knox a distingué la rébellion issue d'intérêts « charnels » ou « mondains » et la désobéissance nécessaire si la volonté du monarque contrevient à la loi de Dieu. En conséquence, l'Écosse, selon un mot de Marie Stuart, ne pouvait les contenir tous deux.

M.T.

☞ Pour aller plus loin, voir *John Knox (v.1513-1572), réformateur écossais,* de Pierre Janton, Cerf, 2013, 378 pages, 30,80 €.

DIEU OU LE MONDE ?
L'engagement chrétien
MAXENCE BERTRAND

Cerf, 2021, 152 pages, 15 €

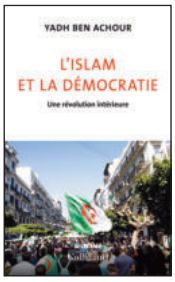
Prêtre de la Communauté Saint-Martin, Maxence Bertrand livre une réflexion fine sur les rapports que doit entretenir le chrétien avec le monde. Sa réponse est nette : si les Pharisiens proposent de choisir Dieu contre le monde ou le monde contre Dieu, Jésus nous invite à être au monde sans être du monde, cette troisième voie mystérieuse de la « *foi qui prend racine dans la terre et sa justice mais qui porte du fruit pour le Royaume et la gloire du Père* ». Filant la métaphore de l'ambassadeur utilisée par saint Paul, Bertrand propose d'entrer en dialogue avec le monde pour s'y faire les humbles représentants du Ciel, avec bienveillance mais sans naïveté. Appelé à retrouver le grand désir de Dieu pour les hommes, l'ambassadeur doit annoncer l'Évangile : « *Notre mission de chrétien est d'élargir cette famille à l'ensemble des hommes.* » À la tentation de la tour d'ivoire et de la connaissance nue, le chrétien doit dès lors préférer la vie et l'engagement. L'auteur se livre ici à une critique rigoureuse de l'individualisme moderne – cette conception de l'homme préoccupé de lui-même, homme à émanciper plutôt qu'à éduquer, et qui cherche à savoir au lieu d'apprendre. À ce dangereux rétrécissement de l'être, le chrétien doit préférer la vertu de prudence pour, comme saint Thomas, penser et vivre dans le monde, avec son cœur et ses entrailles. Quitte à prendre des coups ! Saint Augustin l'a montré, la souffrance fait partie de notre quête de la vérité, et il faut encore prendre le risque d'aimer véritablement, animé d'une morale de l'action plutôt que de la bonne conscience. Don de soi, dépouillement, fécondité : le but ultime du chrétien doit être l'imitation du Christ. « *Le chrétien, ambassadeur de Dieu, doit brûler de la passion de transmettre ce qu'il a reçu gratuitement et par amour.* » Une lecture précieuse pour nous aiguiller au quotidien, et qui livre une grande leçon sur notre passage à travers le monde et ses embûches : aimons, démesurément !

Rémi Carlu

LES BONS CHRÉTIENS
JEAN DE SAINT-CHÉRON

Salvator, 2021, 204 pages, 18 €

L'ouvrage de Jean de Saint-Chéron est une bouffée d'air frais. Son titre au charme désuet voile une densité de profondeur, de culture et d'humour qui le place à cette frontière rare où se tiennent les esprits les plus fins et donc les plus charnels, capables de faire réfléchir en ne cessant de faire rire. L'érudition de l'auteur est fascinante, jamais lourde pourtant. On referme le livre à regret tant il fourmille comme une vive flamme de citations choisies, de portraits esquissés d'un trait rapide, acerbe parfois, mais qui sonnent parfaitement juste.



L'ISLAM ET LA DÉMOCRATIE
Une révolution intérieure
YADH BEN ACHOUR

Gallimard, coll. Le débat, 2020, 294 pages, 21 €

L'islam est-il compatible avec la démocratie ? Poser cette question semble irréaliste, tant sont nombreux les signes qui suggèrent une réponse négative. Spécialiste de théorie politique islamique, l'éminent juriste tunisien Yadh Ben Achour, qui est aussi membre du Comité des droits de l'homme des Nations unies, ne veut pourtant pas s'en tenir à ce constat, refusant néanmoins toute approche irénique. Son dernier essai, remarquable par son érudition, la profondeur de sa réflexion et sa liberté intellectuelle, permet de saisir l'ampleur du « *bouleversement tellurique* » que représente le défi démocratique pour le monde musulman mais aussi d'ouvrir des perspectives encourageantes.

D'abord, ce défi ne s'arrête pas aux frontières du politique, explique l'auteur, car « *la société démocratique accueille en son sein toutes les potentialités, toutes les énergies, toute la créativité spirituelle de l'être humain* ». Il insiste sur le fait que la norme démocratique n'est pas un régime particulier inventé en Occident – préjugé souvent mis en avant du côté musulman pour promouvoir la supériorité de la « *prétendue démocratie islamique* » – mais représente un idéal universel fondé sur quatre principes inspirés de la loi naturelle : dignité, liberté, égalité et participation citoyenne. Or, conçu comme une « *démocratie croyante* », le système islamique prend nécessairement la forme d'une théocratie, ou religion politisée, qui ouvre la voie à « *la sublimation de la violence, au nom de Dieu* », et exclut les « non-croyants », autrement dit les non-musulmans. L'inexistence d'une Église en Islam accentue cette représentation, souligne Ben Achour.

Pour lui, la solution réside dans le retour aux écoles libérales qui ont émergé à l'époque classique de l'islam (IXe-XIIIe siècles). Refusant toute lecture fixiste du Coran et mettant en doute l'authenticité des paroles et des actes de Mahomet (la Sunna ou Tradition prophétique), elles ont été bannies par l'orthodoxie politico-religieuse qui s'est peu à peu imposée. L'auteur s'attarde sur Averroès, « *philosophe de la liberté* » (XIIe siècle), pour qui « *le problème majeur de l'islam vient de la relation qu'il établit entre la foi et la loi* », et il invite les musulmans à se réapproprier sa pensée, comme ont tenté – vainement – de le faire ses émules au XXe siècle. Ben Achour voit par ailleurs dans « *l'orthodoxie de masse* », autrement dit l'emprise communautaire sur l'individu, faussement fraternelle, l'un des facteurs du blocage. C'est contre elle que les peuples se rebellent à travers les révolutions contemporaines qui, malgré leurs aléas et leurs échecs, finiront par démocratiser leurs sociétés. Un livre de grande valeur pour comprendre les enjeux de la « *révolution intérieure* » en cours dans l'islam.

Annie Laurent

Il dénonce et il annonce, comme toute parole prophétique. Il torpille l'étroitesse de cœur, la bouffissure du contentement bourgeois d'une religion dont le signe est la Croix mais qui a trop cessé de déranger les chrétiens, d'autant plus piétinés par le monde qu'ils ont perdu la saveur de Dieu. Page après page, siècle après siècle, visage après visage, Saint-Chéron nous fait contempler la joie mystérieuse qui illumine le cœur des saints et nous conduit à ne jamais cesser de chercher, dans une grave allégresse, la Face du Christ.

« *Notre Église,* disait Bernanos, *est l'Église des saints.* » Les plus souffrants, sans doute, et pourtant les plus joyeux, de cette joie paradoxale des Béatitudes qui ne passera jamais, car elle a déjà traversé la mort. Le travail de Jean de Saint-Chéron est un événement littéraire, une invitation à ne pas renoncer au vrai bonheur, une exaltation pure comme le souffle frais que ressentent ceux qui, le cœur pesant et le corps bien lourd, n'ont jamais cessé de gravir, *cahin-caha*, la Jérusalem céleste. Il est heureux qu'un (bon) chrétien – celui qui sait qu'il ne l'est jamais vraiment – nous pousse au grand large, vers la seule aventure qui soit capable de gonfler le cœur trop installé des hommes, celle de la sainteté.

Père Luc de Bellescize

LA FRANCE N'A PAS DIT SON DERNIER MOT
ÉRIC ZEMMOUR

Rubempré, 2021, 352 pages, 21,90 €

Sauf surprise, Éric Zemmour devrait se déclarer candidat à l'élection présidentielle de 2022. Le tour de France qu'il fait pour promouvoir son nouveau livre ressemble fort à un début de campagne électorale. Pourtant, ce nouvel essai n'a rien d'un programme politique. Il se veut la suite du *best-seller Le Suicide français* (Albin Michel, 2014), bâti sur le même mode. Couvrant la période de 2006 à 2020 (le précédent allait de 1970 à 2007), Zemmour s'arrête, pour chacune des années, sur quelques dates, certaines importantes, d'autres anecdotiques, pour donner son analyse de la situation, pour rapporter des conversations avec des « grands » de ce monde (celles concernant les plus proches comme Marine Le Pen, Dupont-Aignan, etc. sont les plus piquantes) ou dresser des portraits sans concession mais le plus souvent sans méchanceté.

Finalement, le passage le plus fort est sans doute son introduction où ses positions politiques apparaissent le plus clairement. Il dresse un panorama assez effrayant de l'état de la France – comment lui donner tort ? –, gangrenée par l'individualisme et l'immigration islamique. « *Ces deux mouvements historiques incarnent deux visions du monde aux antipodes, l'émancipation de toutes les règles pour les uns, la soumission à un Dieu vengeur pour les autres. Un jour prochain, ils s'entrechoqueront violemment, et on peut supposer que le règne de la Soumission écrasera brutalement celui de la Libération. En attendant, ils sont alliés contre le même ennemi : le peuple français, ses mœurs, son histoire, son État, sa civilité, sa civilisation. C'est le pacte germano-soviétique.* »

C.G.

LE CATHOLICISME A-T-IL ENCORE DE L'AVENIR EN FRANCE ?
GUILLAUME CUCHET

Seuil, 2021, 256 pages, 21 €

Après son remarquable et remarqué *Comment notre monde a cessé d'être chrétien* (Seuil, 2018), Guillaume Cuchet poursuit son investigation du catholicisme français contemporain. Dans son précédent opus, il avait magistralement montré qu'une rupture s'était produite, notamment en termes de pratique religieuse, au milieu des années 1960, rupture qui avait néanmoins ses origines plus haut dans le temps, le concile Vatican II ne l'ayant pas « *provoquée* » mais l'ayant « *déclenchée tout en lui donnant une intensité particulière* ». Ce nouveau livre – passionnant sans avoir l'ampleur du précédent, sans doute parce qu'il est composé d'articles retravaillés déjà publiés, si bien que la cohérence de la pensée en souffre un peu – prend en quelque sorte la suite du précédent en s'intéressant à la génération des *baby-boomers* nés dans les années 1960 et à leurs descendants.

Aujourd'hui, la rupture des années 1960 semble achevée puisqu'on en est à 2 % de pratique dominicale et 33 % de baptisés (contre 25 % et 94 % en 1965). « *Les baby-boomers ont été la génération par excellence du décrochage religieux* » et ils ont entraîné leurs enfants dans la chute. Sans prétendre être exhaustif, l'auteur fournit des pistes d'explications : l'évolution accélérée des mœurs durant cette période, la prospérité matérielle, le refus de la mort (qui remplace le sexe comme nouveau tabou) au moment où l'Église elle-même semble mettre de côté les fins dernières… Cette désaffection entraîne un phénomène totalement nouveau : la montée de ceux qui se déclarent « *sans-religion* » (les « *nones* »), analysée dans un excellent chapitre. Ces derniers ne sont toutefois pas sans « *spiritualité* », ils se réfugient dans les nouvelles religiosités (*new age,* bouddhisme…) auxquelles l'auteur ne prédit pas un grand avenir. Finalement G. Cuchet montre qu'avec le déclin des « *catholiques de gauche* », ce sont les courants « *identitaires* » ou plutôt « *attestataires* » ou « *confessant* » qui se développent dans l'Église de France.

En conclusion, l'auteur ne veut pas croire à une disparition de l'Église et plaide pour un catholicisme « *culturel* » appuyé sur le fait que 50 % encore des Français se considèrent comme catholiques. Un tel catholicisme, cependant, ne survivrait pas longtemps sans une foi vécue et partagée : « *La culture religieuse peut survivre à l'extinction des croyances et des pratiques qui la fondent, provisoirement, mais pas indéfiniment* »…

Christophe Geffroy

NB – Nous regrettons que Philippe Maxence ait souhaité arrêter sa chronique littéraire en raison de divergences de vues sur le traitement du motu proprio *Traditionis custodes.* Nous le remercions vivement pour cette longue collaboration et lui souhaitons bonne chance pour la suite. – **C.G.**

Liszt Vanden Eynden

par Hervé Pennven

Le jeune Schumann dédia sa Fantaisie opus 17 à Liszt et, dix-sept ans plus tard, Liszt dédia sa Sonate à Schumann. Le couplage de ces deux œuvres célèbres sur un disque paraît aller de soi, d'autant que leur durée est pour cela idéale, et pourtant il est rarissime. Je ne vois que Vlado Perlemuter à l'avoir fait, en 1979.

Et voici Jean-Claude Vanden Eynden, pianiste discret parce que grand musicien, qui devait fatalement se retrouver un jour ou l'autre au « Palais des dégustateurs ». Il y a déjà enregistré un disque Schubert, compositeur qui convient particulièrement à sa sensibilité. Le voici donc dans Liszt et Schumann.

À entendre son interprétation de la Sonate de Liszt on se demande si celle-ci n'a pas été trop souvent « sur-jouée », si elle n'a pas été victime d'une erreur de perspective. Car si la virtuosité lisztienne est assurément bien présente, elle n'est ni essentielle ni à souligner. Lorsqu'il l'a composée, Liszt était maître de chapelle à Weimar et il n'était plus le concertiste échevelé des gravures romantiques. Du reste ce n'est même pas lui qui en donna la première audition, mais son ami (et gendre cette même année) Hans von Bülow, et elle fut incomprise et oubliée.

Jean-Claude Vanden Eynden fait entendre que ce n'est pas une œuvre ultra-romantique, oscillant entre violente fureur et sentimentalisme de salon, ou chez certains entre éclats spectaculaires et passages à vide. Ici tout est grand, profond, tout est « habité ». Rien n'est sentimental, tout est poétique, voire religieux, et le thème *« grandioso »* l'est évidemment : ce thème, issu de l'hymne *Crux fidelis* du Vendredi Saint, adapté en une sorte de choral en mode majeur exprimant le triomphe de la Croix, est au centre de l'œuvre.

Voilà pourquoi, bien que tous les grands pianistes aient enregistré cette sonate, l'interprétation de Jean-Claude Vanden Eynden s'avère nécessaire. Lui seul ne fait aucune concession à une brillante virtuosité que Liszt n'a pas voulue pour elle-même.

On trouve les mêmes qualités dans la Fantaisie de Schumann. Son sens du chant, des enchaînements naturels (qui ne le sont guère), des rapports entre les *tempi,* fait sourdre l'émotion (je ne l'avais jamais entendue ainsi).

Dans les deux œuvres on retrouve les qualités de Vanden Eynden, la fluidité du jeu, la grande subtilité du toucher et des nuances, et cette clarté qui fait tout entendre de la partition, l'ensemble étant magnifié par une prise de son tout bonnement idéale.

H.P.

L'ECOLE A LA MAISON
Une liberté fondamentale
JEAN-BAPTISTE ET MARIE MAILLARD

Artège, 2021, 248 pages, 18,90 €

C'est effectivement une liberté fondamentale qui est aujourd'hui plus que menacée notamment depuis la validation par le Conseil d'État au mois d'août dernier du fait que *l'instruction en famille* n'avait pas valeur constitutionnelle.

Forts de leur expérience, les auteurs proposent ici un dossier très complet sur ce sujet. Ils dressent un panorama du succès mondial de l'école à la maison, malgré des interdictions dans certains pays, et développent nombre d'arguments en faveur de ce mode d'éducation ou donnent de nombreuses adresses utiles.

Enfin, l'analyse de la situation française, qualifiée à juste titre de *« manipulation gouvernementale »,* montre combien primordiale est la nécessité de se battre pour cette liberté.

Anne-Françoise Thès

L'HOMOSEXUALITÉ AU RISQUE DE LA FOI
GAËTAN POISSON

Téqui, 2020, 162 pages, 16 €

Ce livre est avant tout celui d'un amoureux du Christ et de son Église. Passée une introduction un peu brouillonne, l'auteur nous donne son témoignage, brut, sans concession. Vient ensuite une analyse du discours de l'Église sur l'acte sexuel et sur l'homosexualité. Ce discours est souvent mal compris, parfois mal transmis. Gaëtan Poisson nous démontre ici qu'il mérite d'être reçu dans toute sa profondeur et son actualité.

Sorti du séminaire où il a rencontré l'incompréhension de ses supérieurs, le jeune homme se perd dans les illusions du discours *gay friendly* contemporain. Là, comme ailleurs, la sexualité y est réduite à une pensée consumériste, hygiéniste et utilitariste : se protéger et jouir, le plus possible. Après des années au fond du gouffre, l'auteur vit deux épreuves qui vont agir comme un électrochoc. Sans en être à l'origine, Dieu se sert alors de sa souffrance pour le repêcher : expérience de rédemption, expérience de la douceur et de la délicatesse du Seigneur qui aime sans condition. Libéré par la Croix, Gaëtan Poisson s'engage alors, avec la grâce de Dieu, sur le chemin radical et politiquement incorrect de la chasteté dans la continence.

La deuxième partie du livre démonte avec brio tous les arguments de la société contemporaine sur la sexualité en général et l'homosexualité en particulier, théorie du genre, conception erronée de la liberté… L'auteur montre pourquoi le discours de l'Église, parfois rugueux dans son expression, n'en est pas moins profondément juste et vrai. Tous sont appelés à la même exigence, à la même sainteté, homosexuels comme hétérosexuels. Mais ce qui frappe le plus le lecteur, c'est le questionnement que Gaëtan Poisson pose sur la vocation propre de la personne homosexuelle dans l'Église.

Un livre qui propose un chemin de vérité pour une personne qui s'interroge sur la compatibilité de son orientation homosexuelle avec sa foi. Un bémol : le propos est parfois trop orienté vers un public strictement catholique.

Abbé Emmanuel Wirth

L'ART D'ÊTRE FRANÇAIS
MICHEL ONFRAY

Bouquins, 2021, 396 pages, 22 €

Après une conférence à laquelle Michel Onfray assistait à l'Institut catholique de Paris, il fut abordé par des jeunes lui demandant des conseils de lecture. C'est pour eux qu'il a conçu ce livre sous forme de lettres sur la France et les grands problèmes de l'heure. La lettre 1, censée faire aimer la France, démarre par un ramassis d'inepties invraisemblables sur l'histoire, le Moyen Âge étant balayé comme une période obscure où *« un certain christianisme fait la loi : sous forme d'élucubrations pédantes avec la scolastique dans les universités […] ou sous forme de paganisme superstitieux dans les campagnes »* (p. 19). On apprend que *« le catholicisme se révèle une religion de la haine des désirs »*, que *« les femmes sont tenues pour coupables du Mal dans le monde […] pendant que le clergé fait régner la terreur sur les croyants »* (p. 22-23). Après avoir lu autant de sornettes en si peu de pages, il est difficile de poursuivre et d'accorder de la fiabilité à un auteur aussi peu sérieux. Dommage, car, par ailleurs, il ne manque pas de vues pertinentes sur les maux qui nous rongent : européisme et perte de souveraineté, néo-féminisme, décolonialisme, islamo-gauchisme, antifascisme, déresponsabilisation, etc. Le problème de Michel Onfray n'est-il pas d'écrire beaucoup trop et trop vite, manquant ainsi sur certains sujets de la rigueur la plus élémentaire ?

C.G.

L'ESPÉRANCE QUI NOUS FAIT VIVRE
SYLVIE ET ERICK PÉTARD

Artège, 2021, 224 pages, 15 €

Leurs deux filles devaient les rejoindre le lendemain : elles sont froidement abattues par des terroristes à la terrasse du café *Le Carillon* au cours de cette nuit de folie meurtrière de novembre 2015 qui ensanglanta Paris et s'acheva par le massacre du Bataclan.

Avec pudeur, Sylvie et Erick Pétard nous décrivent à deux voix ces heures insoutenables d'angoisse, les jours et leur néant qui suivirent. Catholiques culturels, accaparés par leur métier, leur premier mouvement est la révolte, surtout lorsque l'évêque du lieu, Mgr Batut, leur propose d'entamer un chemin de pardon. Mais peu à peu, en douceur, tout bascule et c'est un véritable itinéraire de conversion qu'ils nous livrent sous le regard de Marie à Montligeon, du Christ au sanctuaire de la Miséricorde Divine, de sainte Faustine et du Curé d'Ars.

A.-F. T.

Romans à signaler

L'ÉTÉ DE KATYA
TREVANIAN

Gallmeister/Totem, 2021, 284 pages, 9,90 €

Jean-Marc Montjean, tout juste diplômé de la faculté de médecine de Paris, retourne à l'été 1914 dans son Pays basque natal pour être l'assistant du Dr Gros, patron d'une clinique à Salies, sorte de villégiature de luxe pour femmes d'un certain âge. Rapidement, une jeune et belle femme dénommée Katya l'appelle au chevet de son frère jumeau, Paul Tréville, victime d'un accident. Très attiré par cette femme enjouée et mystérieuse, le jeune médecin parvient à devenir un proche de cette bonne famille parisienne retirée dans une grande propriété à l'écart de Salies. Outre les jumeaux, Montjean découvre leur père, personnage haut en couleur qui semble avoir quelque peu perdu la raison. Devenu follement amoureux de Katya, Montjean découvre peu à peu les terribles secrets de cette famille en fuite qui semblent rendre cet amour inaccessible.

Trevanian est l'un des noms de plume de l'écrivain américain Rodney William Whitaker (1931-2005) qui a vécu un moment avec sa famille au Pays basque. *L'été de Katya,* publié en 1983, est un roman psychologique de haut vol. Les personnages sont remarquablement dessinés et analysés, l'auteur est doté d'un style littéraire et d'un art de la narration qui rendent cette histoire dramatique passionnante de bout en bout, avec un suspense au *crescendo* soigneusement maîtrisé. La description de la fête basque dans le village d'Alos est particulièrement remarquable. Bref, un excellent roman dans la lignée du *Rebecca* de Daphné du Maurier.

Christophe Geffroy

MESSE POUR LA VILLE D'ARRAS
ANDRZEJ SZCZYPIORSKI

Les Éditions Noir sur Blanc, 2021, 166 pages, 18 €

Ce roman est l'occasion de découvrir A. Szczypiorski (1928-2000), écrivain polonais, d'abord résistant au nazisme puis véritable auteur *apparatchik* jusqu'en 1968, qui se rapprocha de l'opposition d'alors et de *Solidarnosc,* connut la prison et fut enfin élu au Sénat en 1989, lors des premières élections libres.

En 1458, la peste s'abat sur la ville d'Arras ; il faut un bouc émissaire et détourner la vengeance divine qu'aurait pu provoquer le refus d'une absolution à une condamnée à mort, par le moine Albert qui régente la ville. La communauté juive sera la première visée, mais l'épidémie continuant de se propager, une folie meurtrière, se nourrissant des intérêts, de la bassesse et de la lâcheté de chacun, s'empare des habitants.

Parue en 1971, cette réédition a une « saveur » particulière en cette période de pandémie. Et si vous appréciez cette belle écriture, plongez-vous dans son roman le plus connu : *La jolie Madame Seidenman.*

A.-F. T.

HISTOIRE DU GAUCHISME
PHILIPPE BUTON

Perrin, 2021, 554 pages, 26 €

On avait, à la veille du printemps 1968, dans la France du général de Gaulle, un Parti communiste (PCF) encore puissant et, en dehors de lui, outre le vieux courant anarchiste, divers groupes trotskystes ou, de naissance plus récente, maoïstes. D'ailleurs, c'est du PCF ou de l'UEC, son appendice étudiant, que sortaient lesdits groupes, en particulier, vers 1966, leurs sections de jeunesse. Bien sûr, cela inquiétait et irritait les moscoutaires, très décidés à mener bataille contre ces transfuges et ces trublions. Reste que Mai 68 approchant, le gauchisme n'offrait, sauf exceptions, qu'une réalité étudiante (plus tard aussi lycéenne) étroitement circonscrite. Et s'il va y participer d'une manière voyante, s'y étoffer (entre autres, chez les enseignants), la spontanéité des événements éclipsa toutes les visées et toutes les intentions réelles ou hypothétiques.

Après le « printemps rouge et noir » néanmoins, le voilà ce gauchisme devenu un fait tangible. Qu'entend juguler et réprimer le ministre de l'Intérieur, dont les cibles prioritaires de 1970 à 1972 sont les maoïstes du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) interdit en juin 1968 et qui se maintient dans l'illégalité et surtout ceux de la Gauche prolétarienne (GP) ; puis à partir de 1973 l'organisation trotskyste dénommée Ligue communiste. Cibles prioritaires, en effet, pour des raisons d'ordre public mais derrière lesquelles, hier opinion marginale passée au rang de phénomène majeur, rayonne une évidente force d'attraction repérable notamment sur la scène intellectuelle (maoïsme incandescent des *Cahiers du cinéma* aux *Temps modernes* de Sartre et Beauvoir et à *Tel Quel* de Sollers ; marxisme quasi hégémonique dans le monde de la culture et au-delà), dépendance à maints égards de la galaxie gauchiste. Au total, essor continu de cette dernière jusqu'en 1973, année de lancement (maoïste) de *Libération,* stagnation à un haut niveau (trotskyste dorénavant) jusqu'en 1976, enfin régression lente d'abord jusqu'en 1980, rapide ensuite.

Ni lutte armée pourtant, ni basculement dans le terrorisme. De justesse quant à la GP. Et peut-être aussi quant à la Ligue. En tout cas, vis-à-vis de la violence, tentation permanente de militants qui se rêvaient, prisonniers d'une *« bulle imaginaire »,* Communards, Bolcheviks, combattants de la Longue Marche, qui épousaient la croyance millénariste en une révolution imminente et radicale. Or, au terme de dévoilements successifs, s'effriteront les mythes, ou la représentation mentale, attachés au marxisme comme méthode scientifique, à la centralité ouvrière, à la *« cause du peuple »* et inspirateurs de tout un actif complexe opératoire.

Partageant nombre d'analyses avec le mouvement communiste orthodoxe (celui lié à Moscou), incapable cependant de le concurrencer faute de relais nécessaires, municipalités et CGT, le gauchisme fut en somme le porte-voix temporaire et ambigu, aux recettes pernicieuses, du malaise d'une génération.

Michel Toda ▮

À signaler

ANDRÉ CHARLIER 1895-1971 MÉMORIAL

Éditions Sainte-Madeleine, 2021, 58 pages, 5 €

André Charlier, frère cadet du peintre et sculpteur Henri et longtemps directeur de l'école des Roches, est mort il y a 50 ans. Les éditions du Barroux lui rendent un bel hommage en proposant ici des textes de lui, de Thibon, Madiran, Don Gérard, un beau témoignage de son frère Henri…

FRÉDÉRIC II
SYLVAIN GOUGUENHEIM

Perrin/Tempus, 2021, 528 pages, 10 €

Il s'agit de la réédition en poche de la magistrale biographie publiée en grand format en 2015 dont nous avions longuement rendu compte dans *La Nef* n°276 de décembre 2015. Ce livre remarquable éclaire les affrontements gigantesques de Frédéric II de Hohenstauffen (1194-1250) avec la papauté – il est excommunié deux fois et mène cependant à bien la sixième croisade – et dresse un portrait passionnant de cet empereur germanique à la puissante personnalité.

Patrick Kervinec ▮

☞ L'ÉVANGILE DANS LE SABLE
La spiritualité de Charles de Foucauld
☞ LA PRIÈRE D'ABANDON
Mgr JEAN-CLAUDE BOULANGER

Artège, 2020, 228 et 238 pages, 8,90 € et 7,90 €

Fasciné par la personnalité de Charles de Foucauld (1858-1916), en qui il a trouvé « *un véritable guide* » qui lui « *a permis de découvrir les vraies raisons de vivre et de croire* », comme il le confie dans l'avant-propos du premier volume, Mgr Boulanger, évêque émérite de Bayeux-Lisieux, procède ici à une lecture spirituelle de la vie de cet Alsacien dont la canonisation est attendue.

L'auteur résume le parcours insolite du bienheureux par ce constat : celui qui a vécu dans une tension permanente entre son idéal monastique, réalisé un temps comme trappiste, et l'appel à une vocation missionnaire, accomplie auprès des musulmans en Algérie, est passé de l'abandon subi, douloureusement, à l'abandon offert, librement. Orphelin à l'âge de 6 ans, ayant perdu la foi sous l'influence des idées alors en vogue (scientisme, laïcisme), à 20 ans, Charles « *est devenu un être désespéré* ». Il se laisse pourtant conduire par les expériences marquantes dont il saisira plus tard l'origine providentielle : l'expédition au Maroc, prélude de son retour à la foi ; la confession auprès de l'abbé Huvelin dont la sage direction est fort bien mise en valeur par Mgr Boulanger ; Nazareth, où il découvre la vie cachée de Jésus ; la Trappe d'Akbès (Syrie), où il est témoin des massacres contre les chrétiens ; enfin, le sacerdoce vécu en Algérie où, à travers son effort pour connaître la culture locale, il développe une approche réaliste et aimante de l'évangélisa-

tion, regrettant que la colonisation ne fût pas vécue dans un esprit chrétien. L'auteur voit en cette dernière étape les prémisses de l'enseignement de Jean-Paul II dans son encyclique *Redemptoris Missio* (1990).

La transformation de Charles de Foucauld n'aurait pas été possible sans sa fréquentation assidue de la Parole de Dieu et son intimité avec le Christ, notamment par le culte du Saint-Sacrement auquel il associe celui du Sacré-Cœur. L'orphelin a découvert la paternité divine, et par là son état de fils, cette bouleversante vérité que le christianisme est la seule religion à offrir, note Mgr Boulanger dans le second livre, qui est une profonde méditation de la célèbre prière, « *Mon Père, je m'abandonne à toi…* ». Comment comprendre cet abandon ? Acte de confiance, contraire à toute peur ; acte d'humilité et non d'humiliation ; acte libre à l'opposé de la soumission ou de la démission ; et finalement secret de la fécondité spirituelle.

Deux lectures réellement bienfaisantes.

Annie Laurent

L'ÉPOPÉE COLONIALE ALLEMANDE
SYLVAIN ROUSSILLON

Via Romana, 2021, 272 pages, 25 €

Réalité oubliée, l'Allemagne, en 1914, avait des colonies. Inégalement réparties sur trois continents (Afrique, Asie, Océanie), elles s'étendaient sur près de 3 millions de kilomètres carrés et comptaient environ 13 millions d'habitants (dont 24 000 colons), ce qui n'était pas rien – même si les Britanniques d'abord avec 33 millions de kilomètres carrés peuplés de 400 millions d'habitants (parmi lesquels ceux des Indes), les Français ensuite avec un peu moins de 11 millions de kilomètres carrés peuplés, en gros, de 48 millions d'habitants, signifiaient sans détour leur prééminence. Cependant, faiblesse évidente, ne constituant à aucun endroit d'ensemble homogène, capable d'assurer son propre développement, ou sa propre défense, les possessions allemandes, aux ressources encore à peine mises en valeur, tenaient d'une manière absolue à l'action (primordiale) de la métropole.

Effet d'initiatives privées, de commerçants, d'explorateurs, le domaine colonial de l'Allemagne, qui commença de se dessiner vers 1884, additionnera sur le continent noir le petit Togo et le Sud-Ouest africain (Namibie), le Cameroun et l'Afrique Orientale allemande (Tanganyika) ; dans le Pacifique, outre la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et d'autres îles ; en Chine, le port de Kiautschou. Sans être un enjeu considérable, militaire ou même économique, à partir de 1907 il fut coiffé d'un ministère duquel va dépendre, notamment, la gestion directe des minces troupes chargées de le protéger. Après quoi, la guerre survenue, et l'empire des Hohenzollern battu, advint la reddition aux Britanniques, le 23 novembre 1918, sur le sol africain, d'un chef aux qualités exceptionnelles : le général Paul von Lettow-Vorbeck. Fin d'une singulière histoire de courte durée (trente ans...), d'une histoire germano-coloniale. Qu'on ne regrette pas, grâce à ce solide ouvrage rehaussé d'un bon cahier de photos, d'avoir apprise.

M.T.

Fatima (6 octobre)

Ce film américano-portugais de Marco Pontecorvo, sur les apparitions de Fatima aux trois enfants Lucia, Francesco et Jacintha, précédées des apparitions de l'ange à Lucia, se concentre sur l'année 1917. Il y a toutefois un jeu de va-et-vient entre 1917 et l'époque actuelle où Sœur Lucia, vers la fin de sa vie dans son couvent de Coïmbra, répond à un journaliste athée (Harvey Keitel) qui enquête sur ce phénomène. Le film suit fidèlement le témoignage de Sœur Lucia, ce qui est très appréciable, même si pour des raisons dramatiques compréhensibles, il fait quelques entorses au récit de la voyante. Par exemple, l'interrogatoire des enfants par l'évêque qui se montre d'une extrême sévérité ne reflète pas la réalité. Les enfants ont connu en effet des interrogatoires très durs mais pas par l'évêque, qui était bienveillant. Ces fictions sont conformes à la déclaration d'intention du film : « *inspiré d'une histoire vraie* ». Hors ces accommodements, le film reproduit exactement le récit des apparitions, prenant le pari – devant lequel reculent souvent les cinéastes – de montrer vraiment une apparition, avec une jeune femme d'une délicate beauté, qui ne dépare nullement le contexte religieux. Ce qu'on apprécie d'emblée c'est la qualité cinématographique, remarquable, loin du misérabilisme trop fréquent dans ce genre de film, avec des moyens, une caméra tout en nuance jouant magnifiquement sur les couleurs et les ombres, de beaux espaces et, surtout, des acteurs exceptionnels, tout particulièrement les trois petits voyants. Cela fait un film prenant qui laisse une trace durable. Une belle réussite à ne surtout pas manquer.

Eugénie Grandet (29 septembre)

Felix Grandet est un potentat dans sa maison de Saumur, condamnant sa femme et à sa fille Eugénie à une vie sans distractions. Incroyablement avare, il récuse les beaux partis venus demander sa fille en mariage, craignant de voir entamée la fabuleuse fortune qu'il cache à tous. Quand arrive son neveu, dandy parisien orphelin et ruiné, c'est un bouleversement dans la vie d'Eugénie. L'amour et la générosité qu'elle a pour lui plongent Grandet dans une rage absolue. Le voilà plus que jamais prêt à tout sacrifier sur l'autel du profit, même sa propre famille…

Pour adapter Balzac, il y a là un réalisateur, Marc Dugain (*L'échange des princesses*), qui a d'abord été écrivain et qui entre dans l'univers de la *Comédie Humaine* avec familiarité. Il a lui aussi le goût des décors décrits exactement. Tout est prêt pour accueillir les personnages, nombreux, mais qui se résument aux trois premiers d'entre eux, Grandet, sa femme et sa fille. Pour celle-ci, jouée par Joséphine Japy, avouons notre déception devant son constant sourire mignonnet qui cadre mal avec la détermination froide dont elle devra faire preuve ; Valérie Bonneton, la mère, inattendue dans un rôle dramatique, s'y montre parfaite ; mais c'est Olivier Gourmet qui en impose le plus, sidérant de cruauté matoise dans le rôle du Père Grandet où il montre de manière définitive qu'il est plus qu'un excellent acteur : un grand comédien.

François Maximin

Botticelli monstre sacré

par Constance de Vergennes

À travers quarante chefs-d'œuvre, le musée Jacquemart-André manifeste l'évolution du style du peintre florentin, de la grande délicatesse dans les formes et couleurs – influences de son maître Filippo Lippi – aux œuvres plus torturées de la fin de sa vie, inspirées par les sermons eschatologiques enflammés du moine Savonarole.

L'affirmation d'un style original. La première salle compare les *Vierge à l'Enfant* de Botticelli avec celles de Lippi afin de montrer comment l'élève s'affranchit progressivement de son influence. Ci-contre, la Vierge est courbée légèrement vers l'Enfant dans un doux élan de protection : les regards sont profonds, calmement mélancoliques – caractéristiques du style de Botticelli –, la lumière semble émaner des figures elles-mêmes et non de la fenêtre, les détails sont remarquables comme les auréoles finement dorées auxquelles font écho les clous et la couronne d'épines que l'Enfant Jésus tient dans sa main. Le quotidien côtoie l'éternel et l'humain le divin : le livre est ouvert sur la liturgie des heures, prière de chaque jour, et sur les prophéties d'Isaïe, destins extraordinaires qu'elle réalise.

Botticelli, *Vierge à l'Enfant* dite *Madone au livre.*

Beauté païenne, beauté chrétienne. Ce qui est frappant dans cette exposition, c'est la ressemblance des visages féminins qui illuminent l'exposition. De *La Belle Simonetta* au modèle de la *Vénus*, peinte sur le modèle de la *Vénus pudica,* – puisqu'elle cache son sexe avec sa main ou ses longs cheveux – on voit se dessiner une allégorie de la beauté selon la conception néoplatonicienne qui marque toute l'œuvre de Botticelli : l'homme, mû par ses instincts terrestres est capable de s'élever par la raison. Cette pensée est particulièrement visible dans la ressemblance entre les *Vénus* païennes et les *Vierge à l'enfant* : une façon de montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre la célébration de la beauté féminine antique et la vision chrétienne de la femme. Mère du Christ, la Vierge est aussi la plus belle d'entre toutes les femmes.

C.V.

« Botticelli, artiste et designer », Musée Jacquemart-André à Paris, jusqu'au 24 janvier 2022.

À UN CLIC D'ICI

www.association-ange-gardien.fr/

« L'ange Gardien est toujours à nos côtés pour nous porter au bien et nous défendre contre les mauvais anges qui, sans cesse, rôdent autour de nous pour nous porter au mal » (Curé d'Ars). Nous ne le sollicitons pas toujours et pourtant il demeure bien à nos côtés. L'Église en fait même mémoire en ce début octobre. Ce site, s'appuyant sur cette dévotion angélique soutenue par les Clercs de saint Viateur depuis le XIXe siècle, aide les internautes à solliciter cette intercession. La confrérie des saints Anges gardiens, canoniquement érigée et affiliée à l'Archiconfrérie romaine des Saints-Anges, diffuse aussi la revue bimestrielle *L'ange gardien* depuis plus de cent ans. Sur la page d'accueil du site, un onglet permet d'accéder à l'historique de la confrérie lyonnaise devenue par la suite association. Un autre offre des citations de saints relatives aux anges gardiens. Un autre encore propose une alléchante bibliographie sur le sujet et des extraits d'une édition les compilant. Enfin, un dernier onglet propose des prières. À noter : un onglet avec une iconographie d'images pieuses anciennes.

leonardpetitpierre@ymail.com

Et pour les jeunes…

MARIN SANS NOM, d'Agnès Balmont, Éditions du Triomphe, 2021, 192 pages, 12,90 €.

À seulement dix ans, Marin trouve le courage de fuir une ignoble institution pour orphelins. La tête bourdonnant de rêves de rivages lointains et de trésors, il se glisse clandestinement dans un navire en partance pour le Mexique. Combien de péripéties avant de trouver ce qu'il est venu chercher, une raison de vivre et de quoi étancher sa curiosité pour le Nouveau Monde et ses richesses ? Au bout du voyage, peut-être trouvera-t-il enfin l'amour d'une famille ?

Très dépaysant, ce roman possède toutes les qualités d'un bon livre d'aventure : évasion, riche galerie de personnages féminins et masculins, de tous âges et conditions sociales, bons ou franchement malfaisants, du suspense et des rebondissements surprenants.

Marin est un héros attachant, qui se relève dans les chutes, reconnaît ses erreurs et garde toujours le cœur ouvert à plus malheureux que lui. Avec ce premier roman, d'Agnès Balmont conquiert le public des garçons et filles dès 12 ans.

Valérie d'Aubigny

Retrouvez ce livre et une large sélection pour la jeunesse sur le site www.123loisirs.com

Nucléaire : les vérités cachées

Fabien Bouglé s'était fait remarquer en 2019 en publiant *Éoliennes, la face noire de la transition écologique* (Le Rocher). Il publie un nouveau livre (1) dont il nous parle ici.

La Nef – Alors que le nucléaire est la bête noire des écologistes, vous défendez le nucléaire comme une énergie verte : comment expliquer ce paradoxe et en quoi cette énergie est-elle « verte » ?

Fabien Bouglé – Aujourd'hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre et de particules fines dans le monde sont dues à l'utilisation des énergies fossiles (charbon, gaz ou pétrole). Or, des chercheurs de Harvard ont établi que 10 millions de personnes décédaient chaque année dans le monde à cause de cette pollution. De son côté, l'électricité nucléaire n'émet aucun rejet polluant dans l'atmosphère. Les fumées blanches des tours de refroidissement n'étant que de la vapeur d'eau.

Cela explique pourquoi, l'Allemagne – qui est le très mauvais élève de l'Union Européenne – a produit en 2019 son électricité à hauteur de 31,7 % par les énergies renouvelables et 47,5 % par l'énergie fossile émettant jusqu'à 10 fois plus de gaz à effet de serre que la France. Notre pays est membre des pays les plus décarbonés dans le monde grâce à ses centrales nucléaires et à son hydroélectricité représentant environ 80 % de sa production électrique.

Que répondez-vous à ceux qui craignent le nucléaire depuis les accidents de Tchernobyl et Fukushima, et qui mettent en avant le problème des déchets radioactifs que l'on est obligé de stocker ?

Les déchets radioactifs les plus dangereux représentent en cumulé seulement 4000 m³ soit 0,2 % du total et 95 % de la radioactivité. Pour l'essentiel les déchets des centrales sont non dangereux et représentent en volume 1,6 million de m³ mais 0,2 % de la radioactivité totale. Ils sont anodins pour l'environnement et sous contrôle. En outre, des innovations mondiales envisagent d'utiliser les déchets très radioactifs comme combustibles des centrales de nouvelles générations tout en supprimant leur radioactivité. Gérard Mouroux, prix Nobel de Physique en 2018, a également fait des pas de géant dans le domaine du laser pour atténuer la radioactivité des déchets.

Concernant les accidents nucléaires, ces derniers ont été instrumentalisés par les activistes antinucléaires qui servent en sous-main les intérêts de l'Allemagne qui veut imposer son modèle d'*Energiwende* d'éoliennes couplées au gaz Russe. Il est admis que la mortalité de Fukushima est due pour l'essentiel au Tsunami. Un seul mort a été identifié dans le personnel de la centrale. Cela n'enlève en rien qu'il faut être particulièrement vigilant en la matière et depuis la catastrophe de Tchernobyl d'importantes innovations ont été mises en œuvre pour la sûreté des centrales.

Du fait de choix politiques, la France qui était un leader mondial du nucléaire n'est-elle pas aujourd'hui dépassée et cela peut-il se redresser ?

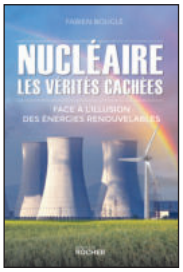
Nous ne sommes pas dépassés mais à la croisée des chemins. Le rachat par EDF des turbines de centrale nucléaire de Général Electric est une très bonne décision du Président Macron. Nous ne devons plus attendre pour nous repositionner dans le nucléaire d'avenir. Le harcèlement antinucléaire par de prétendues associations écologistes doit cesser. Quant à la filière, elle doit se donner les moyens d'expliquer aux Français en quoi notre patrimoine nucléaire est une opportunité pour la France et les Français. Nous disposons d'une expertise scientifique de premier plan et d'un nombre important de réacteurs nucléaires de recherches. À nous de relancer cette belle endormie !

Finalement quelle politique proposez-vous pour la France en matière énergétique ?

Nous devons passer d'une « transition énergétique » allemande basée sur les énergies renouvelables couplées au charbon ou au gaz à une « disruption énergétique » française fondée sur un mix nucléaire. Son caractère décarboné permettra de développer cette industrie, créer des emplois et participer à la baisse des factures pour les ménages et les entreprises. L'augmentation actuelle du prix de l'électricité dans le marché *spot* est due à cette marche forcée dans les énergies renouvelables en Europe et risque de peser très fortement sur la compétitivité de nos entreprises.

Nous devons d'urgence stopper le financement et le déploiement des éoliennes et des panneaux photovoltaïques dont nous pouvons évaluer le coût public à 250 milliards d'euros. Les économies réalisées nous permettront de financer la mise en place d'une « Silicon Valley » du nucléaire en France, de construire plusieurs EPR, de développer la recherche dans les réacteurs de nouvelles générations et de concentrer nos efforts sur les innovations en matière de sûreté et d'utilisations des déchets nucléaires comme combustible d'avenir. Le projet Astrid qui prévoyait la recherche en ce sens sur les réacteurs à sodium liquide de quatrième génération, arrêté alors que Russes et Chinois y travaillent, doit être réactivé en urgence.

Propos recueillis par Christophe Geffroy



(1) Fabien Bouglé, *Nucléaire, les vérités cachées. Face à l'illusion des énergies renouvelables,* Éditions du Rocher, 2021 (à paraître le 6 octobre), 290 pages, 15,90 €.

BRÈVES

SPIRITUEL

☞ **L'association sacerdotale Totus tuus** organise une session de théologie ouverte à tous les prêtres sur le thème « *La théologie du sacrement de l'Ordre* » du 8 au 10 novembre à Ars-sur-Formans. Elle propose aussi une retraite annuelle prêchée par le cardinal Philippe Barbarin du 14 au 18 février 2002 dans une abbaye (lieu à préciser).
Rens. : abbé Tancrède Leroux, stmleroux@gmail.com et 06 68 23 72 50.

☞ **L'abbaye Notre-Dame de Wisques** propose tout au long de l'année des retraites monastiques pour jeunes filles. Voir les dates possibles sur le site de l'abbaye (les prochaines du 23 au 26 octobre, puis du 18 au 21 décembre).
Rens. : accueil@ndwisques.fr - http://arras.catholique.fr/abbaye-wisques - 03 21 95 12 26 (Sr Claire).

☞ **Rebondir après 50 ans,** pour jeunes grands-parents à ND de Montligeon (Orne) les 4-5 décembre 2021. Pour (re)donner un sens spirituel à la vie conjugale. Enseignements, temps de prière et temps conviviaux. Avec un chanoine de Lagrasse et Marc d'Anselme.
Rens : https://www.lagrasse.org/ rebondirlagrasse@gmail.com

☞ **Retraite familiale Enfance et Sainteté** du 27 au 31 octobre à Pontmain. Enseignements, temps de prières et d'adoration, détente et repas pour toute la famille, nombreux intervenants, encadrement par différentes communautés religieuses.
Rens. : 06 62 69 93 75 - www.enfanceetsaintete.com - enfanceetsaintete@gmail.com

☞ **L'association pour la béatification de Madame Élisabeth** (sœur de Louis XVI) organise une messe le 3 octobre à 18h dans la chapelle du château de Versailles, et le 6 novembre une journée de pèlerinage à la cathédrale de Chartres (messe, conférence, visite, adoration, vêpres) pour Madame Élisabeth qui y a fait déposer deux cœurs en or représentant les cœurs de Jésus et de Marie dans le reliquaire du voile de la Vierge Marie.
Rens. : www.madameelisabeth.fr/

☞ **Les Journées paysannes** proposent un pèlerinage des familles paysannes du 12 au 14 novembre à Pontmain (53) et les 32e rencontres nationales auront lieu les 5-6 mars 2022 à Paray-le-Monial (71).
Rens. : https://www.journees-paysannes.org/ - 06 33 66 16 01.

☞ **Rencontres grégoriennes** à Paray-le-Monial les 16-17 octobre avec liturgies, ateliers de chant grégorien et conférences.
Rens. : rencontresgregoriennes@gmail.com - rencontresgregoriennes.com

☞ **La Schola Saint-Grégoire** propose un enseignement par correspondance de chant grégorien, de latin liturgique et organise des sessions de quelques jours pour les chœurs monastiques ou paroissiaux.
Rens. : schola-st-gregoire@wanadoo.fr - http://schola-st-gregoire.org/ - 02 43 28 08 76.

☞ **Week-end Père & Fils** avec saint Joseph, à l'abbaye Sainte-Marie de Lagrasse (Aude), les 16 et 17 octobre. Arrivée le 15 octobre avant 20h. Participation aux frais. Session réservée aux garçons de CE2 à CM2.
Rens. : https://www.lagrasse.org/ weekendperefilslagrasse@gmail.com

☞ **Le sanctuaire Louis et Zélie Martin d'Alençon** propose une fête des familles les 30 et 31 octobre avec Mgr Bruno Feillet, nouvel évêque de Séez (Orne). Enseignements et ateliers sur le thème de la foi et de la famille, activités ludiques, messes et veillée de prière, etc.
Rens. : https://louisetzelie.com/

☞ **Exercices spirituels** avec les bénédictins de l'**abbaye Saint-Joseph de Clairval.** Dates sur le site : www.clairval.com
Rens. : 03 80 96 22 31.

☞ **Marche des hommes, à partir de 35 ans** autour de l'abbaye Sainte-Marie de Lagrasse (Aude) : marche priante et détendue sur le thème « *L'aventure de la fidélité* » avec les chanoines de Lagrasse, les 9-10 octobre. Pour (re)découvrir ou approfondir la fidélité envers Dieu, le conjoint et l'ami.
Rens : pourrat.jean@hotmail.fr https://www.lagrasse.org/

☞ **Exercices spirituels de saint Ignace** avec les **CPCR** à Bieuzy (56) et Chabeuil (26). Dates sur le site : www.cpcr.org

FORMATION

☞ **L'Institut Thomiste** est un institut international qui a pour but de proposer au monde universitaire d'aujourd'hui des conférences et formations de haute qualité pour alimenter la réflexion et le débat philosophique et théologique. Il vous invite à sa demi-journée inaugurale le 9 octobre de 14h30 à 18h30 au lycée Stanislas à Paris.
Rens. : angelicumitfrancais@pust.it - https://angelicum.it/event/soif-de-la-sagesse-et-enjeux-anthropologiques-contemporains/ - 06 41 28 85 34.

☞ **L'association des Écrivains catholiques** propose une conférence d'André Blanc sur « *Jeanne d'Arc avant Michelet* » le 12 octobre à 11h (messe à 10h30) au monastère de la Visitation, 68 av. Denfert-Rochereau, 75014 Paris, et annonce sa prochaine vente-dédicace qui aura lieu à Paris le 4 décembre.
Rens. : 06 71 33 32 82 - ecrivains-catholiques@gmail.com – www.ecrivainscatholiques.fr

☞ **Ichtus** propose des cycles annuels de formation : huit parcours pour l'année 2021-2022 à découvrir sur le site d'Ichtus.
Rens. : https://www.ichtus.fr/

☞ **Salon LIBSCO** pour l'éducation le 16 octobre de 9h15 à 17h45 à l'Espace Charenton, 327 rue de Charenton, 75012 Paris. Plus de trente ateliers prévus avec notamment F.-X. Bellamy, H. Bernat, H. Rolland…
Rens. : https://libsco.fr/

DIVERS

☞ **Little Catho,** la première box par abonnement pour enfant pour les aider à (re)découvrir et approfondir la foi catholique. Tous les deux mois, la box est construite autour de la vie de deux saints s'adresse aux enfants de 5 à 10 ans et à leur famille. Prix de l'abonnement : 28 €.
Rens. : https://littlecatho.com/ - bonjour@littlecatho.com - 06 64 29 21 15.

❤ Coup de cœur !

Fonds de partage Éducation & Dialogue

La Banque familiale indépendante Cholet Dupont lance le fonds de partage Éducation & Dialogue pour financer les projets de la Fondation Don Bosco. À l'inverse d'un don, le placement dans un fonds de partage permet de ne pas se déposséder de son capital. L'investisseur choisit de donner une partie de la performance positive de la gestion ou des dividendes de son épargne à la Fondation Don Bosco et bénéficie d'un quitus fiscal. La Banque Cholet Dupont rétrocède à la Fondation la moitié des frais de gestion et la totalité des droits d'entrée sous forme de don. D'année en année, l'épargne va se valoriser et il apportera une ressource pérenne à la Fondation. Reconnue d'utilité publique depuis 1986, elle agit pour l'éducation des jeunes, notamment les plus vulnérables, en offrant une éducation de qualité pour le développement intégral de la personne. Par exemple, elle soutient une école rurale du réseau salésien dans le Lot qui accueille des publics fragiles et favorise leur reconnexion avec la nature, ainsi que des activités hôtelières, permettant la formation des jeunes au sein de l'École de Vie Don Bosco.
Rens. : Thomas de Sèze - 01 53 43 19 77 - t.deseze@cholet-dupont.fr

L'urgence de la mission

par Marine Tertrais

Cette année encore, se tiendra le congrès Mission du 1er au 3 octobre. Grande nouveauté cependant, ce congrès ne sera pas organisé à Paris cette fois-ci, mais s'exportera dans dix villes de France. Pendant ces journées, les participants sont invités à réfléchir sur la meilleure manière d'annoncer Jésus et de vivre en chrétien dans un monde qui ne l'est plus. Créé, en 2015, à l'initiative de Raphaël Cornu-Thenard, le fondateur d'Anuncio, ce congrès connaît un grand succès. Mais ses organisateurs voulaient aller plus loin. Ils souhaitaient accompagner les participants tout au long de l'année. Frédéric Aimard, le directeur de la Société de Presse France Catholique (SPFC), a alors avancé une idée : le lancement d'une publication qui pourrait apporter toute l'année une nourriture solide aux missionnaires. Grands entretiens, études sociologiques, reportages, articles bibliques et patristiques, fiches pratiques, débats, interviews de fond… Voilà qui pourrait aider les missionnaires. *« Raphaël et Frédéric m'ont proposé de mettre en forme journalistique cette intuition et j'ai accepté avec joie »*, confie Samuel Pruvot, rédacteur en chef à *Famille Chrétienne* et grand missionnaire.

Depuis plus de 20 ans, il est membre d'une communauté nouvelle, Aïn Karem, qui fait de la mission sous toutes ses formes et en particulier dans la rue. *« J'ai retrouvé la foi à partir de 20 ans, grâce aux étudiants que je fréquentais au Sacré-Cœur de Montmartre*, raconte-t-il. *Depuis ce jour-là, j'ai une dette personnelle vis-à-vis de ceux qui ont eux le courage et la simplicité de me parler du Bon Dieu, de Jésus ou de la beauté de la messe, parce que ma vie n'est plus la même grâce à eux.* » Éduqué dans une famille catholique, Samuel avait progressivement abandonné toute pratique jusqu'à tomber dans l'athéisme. Aujourd'hui en France, combien de personnes se trouvent dans cette situation qui les pousse à la désespérance ? Qui leur apportera cette Eau vive dont ils manquent si cruellement ? « *Ce que nous souhaitons avec cette revue c'est offrir un outil intellectuel et spirituel pour les missionnaires*, explique-t-il. *Nous ne voulons pas leur livrer des modes d'emploi efficaces pour convaincre les gens mais éveiller leur intelligence et nourrir leur réflexion, afin qu'ils puissent offrir aux gens qu'ils rencontreront un témoignage fort, puissant et authentique.* »

Il s'agira plus précisément d'un *« mook »*, c'est-à-dire d'une publication trimestrielle d'une centaine de pages qui se situera entre le magazine, la revue et le livre. Et il ne sera pas réservé uniquement aux participants des congrès Mission. *« Tous les catholiques doivent vraiment prendre conscience qu'ils possèdent un trésor et qu'ils ont le devoir de le donner au monde,* exhorte Samuel. *Je peux paraître excessif en disant cela mais je crois vraiment que quelqu'un qui ne connaît pas Jésus est en danger. »* Dans ce *« mook »*, le lecteur trouvera également une nourriture spirituelle. Oblat bénédictin de Sainte-Anne de Kergonan, Samuel insiste sur l'importance de la respiration intérieure si on veut mener une vie apostolique féconde : « *On ne peut partager que ce que l'on a reçu ; ce que l'on offre aux autres c'est quelque chose de notre expérience existentielle* ». **M.T.**

☞ www.revuemission.fr

☞ www.congres-mission.com

La domination des acteurs privés

par Grégor Puppinck

À l'ère de la globalisation, les institutions internationales assument une responsabilité croissante et exercent un pouvoir considérable. Les centres de décision se déplacent loin des peuples et de leurs capitales historiques pour se concentrer en quelques nouvelles capitales de la gouvernance mondiale, qu'elles soient financières ou politiques, notamment à New York et à Genève. En se déplaçant, le pouvoir change de nature : il se veut rationnel et global, et se détache par conséquent de l'expression de la volonté (supposée irrationnelle) des peuples particuliers, ainsi que de l'ancienne distinction entre acteurs publics et privés, au profit d'une distinction nouvelle entre acteurs locaux et globaux. Alors que les petits États sont des acteurs locaux, sans grands moyens, certaines fondations et entreprises privées sont des acteurs globaux. Une partie de ces acteurs globaux privés ont une finalité politique explicite. Il s'agit de grandes fondations et d'organisations non gouvernementales (ONG) disposant non seulement de *moyens* considérables, mais aussi d'une *expertise* de haut niveau, et plus encore d'une *vision du monde* généralement ultralibérale et mondialiste. Ces trois qualités font de ces acteurs privés des instruments très efficaces de changement social, qui agissent sur le terrain politique et social avec beaucoup plus d'agilité que les États, sans leurs lourdeurs administratives et démocratiques. Il en résulte que quelques acteurs privés ont acquis une puissance financière et politique bien supérieure à celle dont disposent de nombreux États. L'attitude des gouvernements à leur égard varie selon qu'ils partagent, ou non, cette même *vision du monde*.

Les institutions internationales, telles que les Nations unies, sont financées de façon croissante par ces fondations et entreprises privées, en plus des États. C'est le cas par exemple de l'OMS qui a reçu plus d'un milliard de dollars en 2017, ou de l'UNICEF qui a reçu plus de 1,4 milliard de dollars en 2020. Le phénomène par lequel un acteur privé exerce une influence significative sur une institution publique au moyen de son financement a reçu, en sciences sociales, les appellations de *« capture »* et de *« privatisation »*. Ces acteurs privés sont peu nombreux et consistent pour l'essentiel en quelques fondations et entreprises : les fondations Gates, Ford, Open Society, Oak, McArthur, ou encore Microsoft. C'est pour étudier et exposer l'influence de ces acteurs sur le système international de protection des droits de l'homme que l'ECLJ a publié, l'an dernier, un rapport sur « Les ONG et les juges de la CEDH ». Dans le prolongement de cette recherche, l'ECLJ a fait porter sa recherche sur les « experts » du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (sis à Genève) qui exercent une autorité considérable en matière d'interprétation et de défense des droits de l'homme au plan mondial.

Grégor Puppinck, directeur de l'ECLJ (European Centre for Law and Justice), auteur notamment de *Les droits de l'homme dénaturé* (Cerf, 2018) et du rapport sur « Les ONG et les juges de la CEDH » (février 2020). Avec l'ECLJ, il vient de publier un nouveau rapport, *Le financement des experts de l'ONU,* dont il nous parle ici et qui est téléchargeable sur le site de l'ECLJ (https://eclj.org/).

Ce rapport révèle au grand jour un phénomène jusqu'alors sous-estimé et connu des seuls initiés : entre 2015 et 2019, 37 des 121 experts en fonction ont reçu directement 11 millions de dollars – en dehors de tout contrôle des Nations unies –, en provenance principalement des fondations Ford et Open society, et de financeurs anonymes.

« Quelques acteurs privés ont acquis une puissance financière et politique bien supérieure à celle dont disposent de nombreux États. »

Après avoir interrogé 28 experts, il apparaît clairement que ces financements directs visent à soutenir et à influencer l'action d'experts particuliers, et porte donc significativement atteinte à leur indépendance. Les experts sont seulement supposés déclarer annuellement ces financements directs, mais ils ne le font que de façon très incomplète, ou même pas du tout. Presque tous ceux que nous avons interrogés partagent ce constat, certains qualifiant ce phénomène de corruption. Le rapport donne des illustrations de pratiques problématiques d'experts « recrutés », rémunérés par portage salarial, ou rédigeant des rapports officiels sur financement privé. Il s'avère que les experts les plus idéologisés sont aussi les plus impliqués dans ces pratiques.

Plus encore, au moins 52 des 222 experts depuis 2010 exercent, ou ont exercé, une responsabilité dans l'Open Society ou dans une ONG financée par les fondations Ford ou Open Society.

On observe ainsi à l'ONU, comme à la CEDH, un même phénomène d'emprise des institutions internationales de protection des droits de l'homme par quelques acteurs privés politisés. Ces acteurs sont capables d'agir à tous les niveaux du système, et auprès de toutes ces institutions.

Ils ont fait preuve d'une belle solidarité dans la violente contre-attaque qu'ils ont diligentée contre l'ECLJ dès la parution du rapport.

C'est ainsi que l'on voit que les droits de l'homme ne tombent pas du Ciel.

G.P.

École : comment transmettre ?

par Anne Coffinier

Jeunisme, bougisme, culture de la repentance… Autant le dire sans détour, la transmission n'a pas la cote. Pourquoi transmettre, si l'on est « infâme », pour reprendre le mot de Voltaire, dans ses idées comme dans ses œuvres ? N'est-ce pas une *violence* de mauvais goût ? Ne faut-il pas laisser les jeunes inventer l'avenir ? Plus que jamais atteints par la crise de l'autorité, les adultes ne transmettent plus ni la civilisation, ni la civilité. Pas étonnant, donc, qu'on ait tant de mal à assurer la pérennité de la foi, cible de multiples procès en illégitimité au même titre que le sont les savoirs profanes depuis les années 1960. Soyons justes : certains établissements de l'Enseignement catholique ont pris des initiatives visibles pour assurer plus efficacement la transmission de la foi depuis une petite dizaine d'années. Les manuels de catéchisme sont moins indigents que le tristement célèbre *Pierres vivantes* publié en 1981. On y ose célébrer la messe autrement que dans le gymnase et de manière optionnelle à des horaires improbables. Pour autant on parle d'« éveil à la foi », ce qui est clairement minimaliste, et l'on est assez éloigné de la transmission structurée et intellectuellement ambitieuse de la foi chez les jeunes catholiques…

C'est dans ce contexte que se sont multipliées les écoles hors contrat, créées à l'initiative de catholiques pratiquants. Des traditionalistes ont ouvert la voie, puis, depuis une dizaine d'années se sont multipliées des initiatives issues de « sensibilités » catholiques variées. En cette rentrée, douze nouveaux établissements scolaires catholiques hors contrat ont ouvert leurs portes… sur une bonne centaine de créations, toutes pédagogies et confessions confondues. Voilà qui témoigne d'une belle vitalité et multiplie par deux le nombre de créations par rapport à l'année dernière, en dépit d'un contexte particulièrement hostile : fragilisation économique et psychologique des familles à cause de la Covid, loi confortant le respect des principes républicains qui stigmatise en fait les parents croyants qui souhaitent faire des choix éducatifs d'abord motivés par des considérations religieuses…

Les trésors de la foi et de la culture

Il sera néanmoins difficile à ces établissements d'être des écoles catholiques de manière… intelligente. Le monde catholique s'est rétréci ; il vit aujourd'hui une crise intellectuelle, morale et esthétique durable et profonde. Il faudra du cœur et de l'ingéniosité à ces écoles pour préparer les enfants à faire bon usage de leur liberté, qui fait le prix… et la difficulté, de la condition humaine. Alors que la perte de culture religieuse est si flagrante, l'urgence pour les écoles est de transmettre la culture catholique de manière rigoureuse, mais aussi généreuse, et ambitieuse (selon des modalités adaptées à l'âge bien sûr) : histoire de l'art chrétien et de l'Église, métaphysique, littérature et philosophie, connaissance rigoureuse de la foi, pratique du chant religieux, apprentissage du latin et des chants chrétiens y compris grégorien, connaissance de la liturgie et de l'apologétique, pratique de la charité concrète loin de tout tourisme caritatif (engagement régulier dans la durée auprès de personnes rejetées, éprouvées ou isolées par exemple…). Les écoles n'ont pas besoin d'être confessionnelles *stricto sensu* pour faire cela, de même que les élèves n'ont aucune nécessité d'être catholiques pour en tirer bénéfice. Notre culture occidentale est si radicalement imprégnée de christianisme que toute transmission ambitieuse de la culture classique met *ipso facto* sur la voie de celui qui est la Vérité et la Vie. Une école est par excellence le lieu de la formation de la Raison. Il est temps de nous en souvenir pour ne pas la laisser aux hérauts de la bien-pensance intellectuelle, (bio)éthique et morale… Il n'y a aucune charité à priver les jeunes générations des trésors de la foi et de la culture, dont chacune est un miroir de l'autre.

Anne Coffinier
Présidente de l'association Créer son école
anne.coffinier@creer-son-ecole.com

Le gnangnan tuera la foi

Affligeant spectacle ô combien banal de panneaux disposés dans les églises portant les « productions artistiques » des enfants de l'« éveil à la foi ». Qui habitue ainsi l'âme des petits à la médiocrité satisfaite, dont je doute qu'elle mène à Dieu ? Voyez ici des exemples pris en août dans la magnifique abbaye de Tournus. La dame caté aura même fait faire à ces malheureux enfants un drapeau gay... Avec une histoire mièvre, sans dimension religieuse. Mais à quelle fin ? Plus loin, un travail nettement plus intéressant réalisé, en anglais, par des élèves du Collège – public ! – en bagatelle de Tournus : l'histoire de l'abbaye présentée dans une reproduction de livre médiéval ! – **A.C.**

Un zèle bien mal placé

par Jacques de Guillebon

Trois jeunes gens catholiques, membres passés des cafés associatifs « Dorothy » et « Simone », publient à propos en ce début de campagne présidentielle des *« carnets politiques »* qui se veulent cependant antipolitiques, si l'on suit leur raisonnement (1). Nos trois perdreaux prétendent sauver le catholicisme (français, surtout) d'un péril imminent qui serait sa prise en otage par des privilégiés, héritiers d'un système de domination économique et spirituel – c'est-à-dire à peu près nous.

L'entame de leur démarche est pourtant juste et remarquable : rappeler combien Jésus n'est pas César, et combien son Royaume vide les autres de leur *arkhè* ; combien le christianisme pervertit tous les pouvoirs, celui du marché comme celui de l'État. Ces belles pages originelles posées, ils faussent cependant le sens de leur propre démarche en se laissant aller à des attaques, non contre le monde, mais contre leurs frères chrétiens, toujours suspects d'hypocrisie ou de bêtise : « *Nous voudrions avoir réussi à faire une chose : manifester avec le plus de clarté possible à quel point certains discours sont faux.* » Ces discours étant ceux des catholiques identitaires, forcément bourgeois, repliés, reclus et repus, donnant au grand jour à la quête mais fouettant leurs milliers d'esclaves en loucedé.

Contradictions infructueuses

Nos auteurs croient ainsi qu'il faudrait remplacer le politique par des *« structures sociales »* où *« il soit plus facile d'être bon »*. Ils ne savent sans doute pas que c'est la définition du politique. D'une page à l'autre, ce qu'ils veulent dialectique se fait contradiction infructueuse : d'abord le « local » est pétainiste (comprenez le local des méchants de droite), puis il est la condition nécessaire de l'enracinement (sans blague) qui, lui, est bon s'il est pratiqué par des gentils, comme eux au Dorothy et au Simone. « *L'enracinement national est abstrait* », écrivent-ils sans rougir, en prétendant qu'une ZAD – qui veut dire pourtant zone à défendre, donc zone belliqueuse et fermée à d'autres, entourée de murs et non de ponts – elle, serait concrète. Illustration est donnée quand ils vantent, à raison, la « paroisse » comme lieu hors du pouvoir temporel, mais qu'ils crachent sur le mouvement spontané de prière du troupeau français autour de Notre-Dame en feu. Ne leur vient jamais à l'esprit que Notre-Dame pût être cette paroisse de tous les Français et qu'en cela le sentiment de compassion orpheline qui anima alors la France était admirable, qu'on fût catholique ou non.

Dans cette guerre de catholiques contre catholiques, et dont ils sont les instigateurs, chacun choisira ses références et ses auteurs préférés, ses papes et le verset de l'Évangile qui lui convient : ceux-là ne se souviennent guère de Jean-Paul II (ce qui manifeste un oubli générationnel, voire une culture incertaine), ni de Péguy, ni de la Simone Weil de Thibon mais seulement de la Simone Weil de la colonne Durruti ; ni même de Bernanos ou de Chesterton.

Plus grave, nos auteurs ne donnent pas l'impression d'avoir compris ce qu'était un gouvernail, ni que Pierre allait vers les eaux profondes, où les écueils sont nombreux et jamais les mêmes : un jour, il faut déraciner les *habitus* mauvais et profonds des nations païennes ; l'autre, il faudra replanter ce qui a besoin de ressources terrestres pour ne pas se perdre dans la gnose. Et c'est dans ce dernier temps que nous sommes plongés pour lors, en Occident.

Critères socio-économiques

Dans leur inconsciente conscience marxiste, ils n'en viennent à juger du bien et du mal que selon des critères socio-économiques qu'ils rebaptisent, dans la tradition extrême gauchiste, *« dispositifs »* et *« systèmes de domination »*. Chez les catholiques, on parle généralement de structures de péché, c'est plus explicite mais surtout ça laisse plus de place à la liberté. Tout gauchiste finit dans l'apologie de la détermination, qui est finalement rassurante. Les seules vertus qu'ils reconnaissent à la Manif Pour Tous seraient que les mères de famille gazées par la police aient tout à coup eu un ressenti de *« dominés »* et qu'elles aient pu fraterniser avec des musulmans. La belle affaire.

On lit encore qu'« *il est étrange de dénoncer "la culture de mort" à l'époque où le transhumanisme voudrait rendre la vie éternelle* ». Il serait intéressant que nos auteurs ouvrent un truc qui s'appelle *Evangelium vitae*, pour y apprendre des choses comme ceci : « *Ne manque pas non plus de peser une sorte d'attitude prométhéenne de l'homme qui croit pouvoir ainsi s'ériger en maître de la vie et de la mort, parce qu'il en décide, tandis qu'en réalité il est vaincu et écrasé par une mort irrémédiablement fermée à toute perspective de sens et à toute espérance* », et que c'est ceci que le saint polonais appelait *« culture de mort »*.

On comprend bien que le ressentiment profond de nos auteurs soit la peur de Zemmour, et ils en ont le droit. Il faudrait cependant veiller à ne pas travestir la pensée catholique pour démontrer ce que l'on voulait démontrer. Nos auteurs prennent surtout l'immense risque, quand ils délégitiment toute structure, même l'Église catholique, de finir en vulgaires libéraux. Dieu les en garde, et l'on priera pour eux comme ils prient pour nous.

J.G.

(1) Paul Colrat, Foucauld Giuliani, Anne Waeles, *La Communion qui vient. Carnets politiques d'une jeunesse catholique*, Seuil, 2021, 222 pages, 20 €.

EN 1917,
AU CŒUR D'UN CONFLIT MONDIAL,
ILS CHERCHAIENT TOUS UNE RAISON D'ESPÉRER.
ILS ONT VÉCU UN MIRACLE.
FATIMA
INSPIRÉ D'UNE HISTOIRE VRAIE
AU CINÉMA À PARTIR DU 6 OCTOBRE
www.fatima-lefilm.fr
étoile graphique
famille chrétienne
C NEWS
KTO
RADIO NOTRE DAME
SAJE DISTRIBUTION

Laudate
PARIS

Paris - Versailles - Lyon - Nantes
Livraison offerte avec le code **NEF21** sur www.laudate.fr
Bijoux | Médailles I Alliances I Chevalières I Bagues de fiançailles